



**Convention on the Elimination  
of All Forms of Discrimination  
against Women**

Distr. GENERALE

CEDAW/C/5/Add.62

30 novembre 1989

FRANCAIS

Original : FRANCAIS

---

Comité pour l'élimination de la discrimination  
à l'égard des femmes ( CEDAW )

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES

CONFORMEMENT L'ARTICLE 18 DE LA CONVENTION

Rapports initiaux des Etats Parties

ITALIE

L'Italie a ratifié, le 10 juin 1985, la Convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; la Convention est entrée en vigueur le 10 juillet de la même année et partant les dispositions qu'elle contient sont devenues des normes juridiques obligatoires dans la législation italienne.

Le présent rapport, qui illustre l'application en Italie des principes et des normes contenues dans la Convention, couvre la période qui va jusqu'au 31 mai 1989. Il a été élaboré par le Comité Interministériel pour les Droits de l'Homme, institué par le Ministre des Affaires Étrangères; dont la composition a été élargie pour permettre une plus ample participation.

Il convient en outre de signaler la contribution de la Commission Nationale pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme, instituée auprès de la Présidence du Conseil des Ministres, pour une ultérieure élaboration du document approuvé par ses soins dans sa totalité.

## INTRODUCTION

### 1. Structure politique

L'Italie est une République démocratique, fondée sur la distinction des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Le Parlement est composé de deux assemblées: la Chambre des députés et le Sénat; elles sont élues pour cinq ans et exercent conjointement la fonction législative.

L'initiative des lois est de la compétence du Gouvernement, de chacun des membres des Chambres, des autres organes et organisations auxquels elle peut être conférée selon le droit constitutionnel, et du peuple sur proposition d'au moins 500.000 électeurs.

Les lois sont promulguées par le Président de la République dans le mois qui suit leur approbation.

La Constitution italienne prévoit le référendum populaire pour délibérer sur l'abrogation, totale ou partielle, d'une loi ou d'un acte ayant valeur de loi.

Le Gouvernement, composé du Président du Conseil et des Ministres, doit obtenir la confiance des deux Chambres.

La justice est administrée au nom du peuple; les juges sont assujettis uniquement à la loi.

## 2. La participation de l'Italie aux accords et aux actes internationaux

La ratification des traités et des conventions internationales revient au Président de la République après, le cas échéant, autorisation préalable des Chambres. Cette dernière est nécessaire et doit être donnée sous forme de loi, quand il s'agit de Traités qui sont de nature politique, ou qui prévoient des règlements judiciaires, ou qui comportent des variations du territoire national, ou des charges sur les finances, ou des modifications de lois.

L'adaptation du droit italien au droit international advient de deux façons différentes: de façon automatique pour ce qui concerne les normes coutumières; au moyen d'un acte ad hoc pour les traités.

Cet acte est l'ordre d'exécution, qui est un procédé spécial ou de renvoi: il exprime la volonté que le Traité soit exécuté et appliqué à l'intérieur de l'État, et transforme les normes internationales conventionnelles en normes internes.

L'ordre d'exécution s'exprime habituellement par la formule: "Pleine et entière exécution est donnée au Traité...." et il est accompagné de la reproduction du texte de l'accord.

En plus de la Convention sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes, l'Italie a ratifié de nombreuses autres conventions internationales, d'un intérêt tout particulier pour les femmes, adoptées dans le cadre de l'O.N.U.: la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution (ratifiée le 18 janvier 1960); la Convention sur les droits politiques de la femme (rendue exécutive par la Loi n° 326 du 24/6/69); le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (en vigueur en Italie depuis le 15 décembre 1978).

L'Italie a ratifié en outre de nombreuses Conventions O.I.T.; à noter, en particulier: la Convention n° 89 concernant le travail nocturne des femmes employées dans l'industrie (22 octobre 1952); la Convention n° 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale (8 juin 1956); la Convention n° 103 concernant la protection de la maternité (5 mai 1971); la Convention n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (12 août 1963); la Convention n° 117 concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (27 décembre 1966); la Convention n° 122 concernant la politique du travail (5 mai 1971).

Dans le domaine du droit international régional, l'Italie a ratifié le 26 octobre 1955 la Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et le 22 octobre 1965 la Charte sociale européenne. Toujours dans le cadre du Conseil de l'Europe, ont été également adoptées les Conventions suivantes, d'un intérêt tout particulier pour les femmes: la Convention européenne d'assistance sociale et médicale (1<sup>er</sup> juillet 1958); la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités (27 février 1968; le Code européen de sécurité sociale (20 janvier 1977); la Convention européenne en matière d'adoption de mineurs (25 mai 1976); l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire (6 juin 1983).

Le principe de la non discrimination entre les sexes est contenu dans le Traité constitutif de la Communauté Européenne, signé à Rome le 27 mars 1957.

En tant que membre de la C.E.E., l'Italie applique aussi les résolutions et les cinq directives communautaires en matière d'égalité entre l'homme et la femme.

Ces dernières concernent:

1) le rapprochement des législations des États membres relativement à l'application du principe de la parité de rétribution entre les travailleurs de sexe masculin et ceux de sexe féminin;

2) la mise en oeuvre du principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes pour ce qui concerne l'accès au travail, à la formation et à la promotion professionnelle, et les conditions de travail;

3) la graduelle mise en oeuvre du principe de parité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale;

4) l'égalité de traitement dans les régimes professionnels de sécurité sociale;

5) l'application du principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes qui exercent une activité autonome, y compris les professions dans le secteur agricole, et pour ce qui regarde aussi la tutelle de la maternité.

L'Italie joue un rôle de premier plan également au sein du Parlement européen, dans le cadre duquel elle prend part activement à la bataille pour la parité.

Le Parlement européen, en effet, après avoir créé lui-même, par sa résolution du 26 octobre 1979, une Commission ad hoc pour les droits de la femme, a adopté le 11 février 1981 une résolution sur la condition des femmes dans la C.E.E., et le 17 janvier 1984, une résolution sur la situation de la femme en Europe dans laquelle est soulignée la nécessité d'exclure les formes de discrimination surtout indirectes dans tous les domaines, afin d'autoriser une position réellement paritaire entre les hommes et les femmes auxquelles, entre autres, il doit être permis de participer à tous les niveaux décisionnels.



**2.1. PRINCIPALES CONVENTIONS O.I.T. RATIFIÉES PAR L'ITALIE**

N°: 13 "Emploi de la Céruse", 1921

45 "Travaux souterrains", 1945

81 "Inspection du travail", 1947

87 "Liberté d'association et droit d'organisation", 1948

89 "Travail nocturne des femmes dans les entreprises  
industrielles", 1948

97 "Travailleurs migrants", 1949

100 "Égalité de rémunération", 1951

102 "Sécurité sociale (normes minimum)", 1952

103 "Protection de la maternité", 1952

111 "Discrimination en matière d'emploi et d'activité",  
1958

115 "Protection contre les radiations", 1960

117 "Mesures minimum de politique sociale", 1962

122 "Politique de l'emploi", 1964

127 "Poids maximum", 1967

136 "Protection contre les risques d'intoxication par le  
benzène", 1971

142 "Rôle de l'orientation et de la formation  
professionnelle dans la valorisation des ressources  
humaines", 1975

**2.2. PRINCIPAUX INSTRUMENTS ADOPTÉS PAR LE CONSEIL DE**  
**L'EUROPE**

- Charte Sociale Européenne (ratifiée par l'Italie le 22-10-1965) (art. 4, 8, 17)
- Résolution (77)1 sur l'emploi des femmes (11-1-1977)
- Recommandation 741 (1974) sur la situation juridique de la femme
- Résolution 606 (75) sur les droits et la situation politique de la femme
- Déclaration de la Conférence permanente des Ministres européens pour l'Éducation (1979) sur l'instruction et l'égalité des chances pour les jeunes filles et pour les femmes
- Recommandation 1008 (1985) sur le rôle des femmes dans la vie politique

- Recommandation nR (85) 2 du Comité des Ministres sur la protection juridique contre la discrimination fondée sur le sexe
- Résolution 855 (1986) sur l'égalité entre les hommes et les femmes
- 1<sup>re</sup> Conférence Ministérielle Européenne pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, 1986
- Protocole additionnel à la Charte Sociale Européenne (soumis à la signature le 5 mai 1988) Art.1

2.3.     PRINCIPAUX INSTRUMENTS ADOPTÉS PAR LA C.E.E.

- Traité constitutif de la C.E.E. (Rome 25 mars 1957) en particulier: art.: 100 - 101 - 102 - 117 - 118 - 119 - 120.
- Directive 75/117 (concernant l'application du principe de la parité de rétribution entre les travailleurs et les travailleuses).
- Directive 76/207 (concernant le principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes pour ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle, et les conditions de travail).
- Directive 79/7 (relative à la mise en oeuvre du principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale).
- Directive 86/378 (relative à la mise en oeuvre du principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale).

- Directive 86/613 (concernant le principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes exerçant une activité indépendante, y compris l'activité agricole, ainsi que la protection de la maternité).
- Décision de la Commission (9-12-1981) relative à la création d'un comité consultatif sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- Résolution du Conseil (12 juin 1982) concernant la promotion de l'égalité des chances pour les femmes.
- Plan d'action en faveur de la promotion de l'égalité des possibilités pour les femmes (1982-1985).  
Résolution de la Commission (14-12-1982).
- Résolution du Conseil (7 juin 1984) relative aux actions à mener pour combattre le chômage des femmes.
- Recommandation du Conseil (13-12-1984) relative à la promotion des actions positives en faveur des femmes.
- Nouveau plan d'action visant à la promotion de l'égalité des possibilités pour les femmes (1986-1990).  
Résolution du Conseil (24-7-1986).

- Conclusion du Conseil (26 mai 1987) sur la formation professionnelle des femmes.
- Conclusions du Conseil (26 mai 1987) concernant les législations pour la tutelle des femmes dans les États membres des Communautés européennes.
- Recommandation de la Commission du 24-11-1987 sur la formation professionnelle des femmes.

Parmi les instruments actuellement à l'étude il convient de rappeler:

- . Proposition de Résolution du Conseil sur le partage des responsabilités familiales et professionnelles.
- . Proposition de directives sur les congés parentaux et pour raisons de famille.
- . Proposition de directives sur l'inversion de la charge de la preuve dans le domaine de la parité de rétribution et de la parité de traitement entre hommes et femmes.

A l'égard de ces instruments l'Italie est favorablement disposée.

### 3. ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION INTERNE

Le début des réformes législatives qui ont accompagné le lent cheminement de l'Italie vers la parité de traitement entre les femmes et les hommes, et l'élimination de toute forme de discrimination, quelle qu'elle soit, remonte, peut-on dire, à l'unification nationale, même si la majeure impulsion a été donnée par l'avènement de la République après la seconde guerre mondiale.

\* Le premier code civil de 1865 a défini la condition juridique de la femme dans l'Italie unifiée: de sujet totalement conditionné dans le cadre familial et fortement discriminé par rapport à l'homme, comme elle l'était dans quelques législations préunitaires, la femme a acquis quelques titres d'égalité: la majorité à 21 ans comme pour l'homme, les mêmes droits héréditaires, l'attribution de la "puissance paternelle" sur les enfants, même si son exercice restait réservé au père.

Dans le cadre du mariage, les discriminations contre l'épouse étaient considérables: elle était contrainte à suivre son mari partout où il estimait opportun de fixer



sa résidence, elle était soumise à la puissance de son époux et à sa "protection".

Les limitations les plus graves étaient celles qui empêchaient à l'épouse de donner, d'aliéner des biens immobiliers, de les soumettre à hypothèque, de contracter des emprunts, de céder ou d'encaisser des capitaux, de stipuler des contrats d'assurances, de transiger ou de plaider à propos de tels actes, à moins qu'elle ne fût munie de l'autorisation de son mari.

\* En 1887 une loi a abrogé les dispositions qui empêchaient aux femmes d'intervenir comme témoins dans les actes publics et privés.

\* En 1907 était élaborée la législation sur le travail des femmes et des enfants: dans une optique protectrice, la femme était assimilée aux enfants mineurs pour ce qui est de l'interdiction d'être affectée à des travaux dangereux, trop fatigants ou insalubres, et d'être employée pour un travail nocturne. On lui reconnaissait le droit de jouir d'une journée entière de repos par semaine.

Pour la première fois était définie, même si ce fut d'une façon rudimentaire, une tutelle de la maternité: aux

femmes en couches était garantie l'abstention du travail pendant un mois après l'accouchement.

- \* La première loi importante qui a reconnu les droits des femmes est de 1919: elle a aboli les normes précédentes qui exigeaient l'autorisation du mari pour certains actes juridiques et a admis les femmes au conseil de famille.

Elle a établi que "Les femmes sont admises, au même titre que les hommes, à exercer toutes les professions et à occuper tous les emplois publics, à l'exclusion de ceux qui impliquent des pouvoirs publics juridictionnels ou l'exercice de droits et de puissances politiques, ou qui concernent la défense militaire de l'État" (art. 7).

Les femmes demeuraient exclues des emplois publics qui comportaient la dignité de grand officier de l'État et de ceux de grade supérieur à directeur général, de directeur général auprès des ministères, de comptable général de l'État, de préfet, de ministre plénipotentiaire et de consul général, de directeur général des chemins de fer; d'un quelconque emploi dans la magistrature et dans l'ordre judiciaire, y compris ceux de chancellerie et de secrétariat auprès des tribunaux de première instance comme auprès de tous les autres tribunaux et des cours, de

l'emploi d'officier judiciaire; exclues également du personnel de police, du corps des agents de surveillance des prisons, etc..

- \* Dans le nouveau code civil de 1942 ont été maintenues les discriminations prévues par le code précédent pour la femme mariée (soumission à la puissance et à la protection de son mari, obligation de le suivre dans la résidence choisie par lui, etc.) dans la mesure où la famille continuait à être régie par un critère hiérarchique rigide.

Même le régime patrimonial de la famille était conforme à ce choix: la séparation des biens garantissait au producteur du revenu (presque toujours le mari) d'être le propriétaire exclusif des biens acquis, sans tenir compte de la contribution de sacrifices, d'économies, de travail domestique, et souvent même extra-domestique, de l'épouse.

En outre le mari était, de droit, l'administrateur des biens dotaux, ce qui aggravait l'état de sujétion de l'épouse qui ne pouvait même pas gérer ce qu'elle-même avait apporté.

En-dehors du mariage la femme était cependant considérée comme un sujet juridique se trouvant sur un pied d'égalité avec l'homme dans les rapports de droit privé, exception faite dans le domaine du travail.

\* Un décret royal de 1944 a supprimé l'interdiction pour les femmes de dispenser certains enseignements et d'assumer des charges directives dans les établissements d'enseignement du cycle secondaire.

\* Dès la fin de la dictature fasciste et dans la perspective du référendum dont sortirait la République italienne, en 1945 a été attribué aux femmes italiennes, pour la première fois dans l'histoire, le droit de vote.

\* En 1946 les femmes ont été admises à faire partie des jurys populaires pour les Cours d'Assises "mais en nombre non supérieur au tiers du total".

\* La Constitution de la République italienne, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1948, pour ce qui concerne les principes de parité et d'égalité, a établi:

Art. 3: "Tous les citoyens ont une égale dignité sociale et sont égaux devant la loi sans distinction de

sexe, de race, de langue, de religion, d'opinions politiques, de conditions personnelles et sociales. C'est la tâche de la République que de supprimer les obstacles d'ordre économique et social qui, en limitant de fait la liberté et l'égalité des citoyens, empêchent le plein développement de la personne humaine..."

Art. 29: "Le mariage est fondé sur l'égalité morale et juridique des conjoints, dans les limites établies par la loi pour garantir l'unité familiale".

Art. 37: "La femme travailleuse a les mêmes droits et, à travail égal, les mêmes rétributions qui reviennent au travailleur. Les conditions de travail doivent consentir l'accomplissement de sa fonction familiale essentielle et assurer à la mère et à l'enfant une protection spéciale adéquate".

Art. 51: "Tous les citoyens de l'un et de l'autre sexe peuvent accéder aux fonctions publiques et aux charges électives dans des conditions d'égalité, suivant les qualités requises établies par la loi".

Comme on le voit, le principe général d'égalité solennellement proclamé par l'art. 3 est sujet à des

exceptions dans deux domaines: celui de la famille où sont admises des limites pour en garantir l'unité, et celui du travail où le traitement de parité est subordonné à l'évaluation du travail fourni par la femme.

Les articles 29 et 37 ont justifié la permanence de certaines des normes précédentes jusqu'à ce qu'intervienne le législateur pour appliquer concrètement le principe d'égalité, en harmonie avec l'évolution sociale dans notre pays, avec le progrès des peuples du monde et avec les engagements pris par l'Italie au niveau international.

Les normes constitutionnelles, en effet, n'étaient pas directement applicables aux citoyens, mais elles devaient servir comme de principes auxquels le législateur devait s'adapter au moment d'émaner les nouvelles lois.

Les normes précédentes, même si elles étaient en contraste avec ces principes, demeuraient en vigueur jusqu'à ce que la Cour Constitutionnelle, appelée à décider chaque fois à la requête d'un juge qui devait les appliquer, ne les déclarât illégitimes, les effaçant ainsi de la législation.

Parmi les normes annulées il y a en premier lieu l'art. 7 de la loi de 1919 qui, tout en permettant l'accès des femmes aux carrières, les avaient exclues de certains secteurs. Cela est advenu en 1960, et à ce propos la Cour a déclaré que:

"La différence de sexe, considérée en tant que telle, ne peut jamais être une raison de discrimination législative, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas comporter un traitement différent des personnes appartenant à l'un ou l'autre sexe devant la loi".

La Cour Constitutionnelle a prononcé d'autres sentences importantes en matière de parité juridique entre les conjoints pour ce qui a trait aux normes du code pénal qui prévoyaient des délits et des peines différents pour l'épouse et le mari infidèles, considérant qu'était plus grave la trahison de l'épouse.

A ce sujet, en 1969, la Cour a observé que les discriminations, remontaient aux temps anciens où la femme, considérée - même juridiquement - incapable et privée de nombreux droits, se trouvait assujettie à la puissance maritale, et donc étaient devenues incompatibles avec une réalité sociale où "la femme a acquis la plénitude de ses droits et où sa participation à la vie

économique et sociale de la famille et de la collectivité toute entière est devenue beaucoup plus intense, au point d'être parvenue à la pleine parité avec l'homme...".

D'autres sentences ont été décisives pour la législation. Rappelons la sentence de 1971 qui a déclaré inconstitutionnelle la norme du code pénal qui condamnait la propagande en faveur de pratiques anticonceptionnelles, suivie en 1975 par la loi sur les centres de consultation familiale, c'est-à-dire sur les services socio-sanitaires créés pour venir en aide à la personne, au couple et à la famille, vus sous leurs divers aspects problématiques.

Rappelons aussi la sentence de 1975 qui a reconnu la possibilité d'interruption de la grossesse en cas de dommage ou de grave péril pour la femme, ouvrant ainsi la route à la loi de 1978 qui a légalisé l'avortement; enfin la sentence de 1983 sur la citoyenneté qui a reconnu la nationalité italienne aux enfants de mères italiennes, suivie peu de temps après par une réglementation spéciale.

- \* C'est de 1950 que date la première loi qui a traité organiquement la matière concernant la tutelle des travailleuses-mères et qui a affirmé des principes importants visant à garantir la femme afin de lui



permettre de concilier maternité et travail. Le mérite de cette loi est d'avoir introduit la garantie du droit au travail pour les femmes en même temps que l'interdiction de licenciement depuis le début de la gestation jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de un an révolu; l'interdiction d'affecter les femmes enceintes au transport et au soulèvement de poids ainsi qu'à d'autres travaux dangereux, fatigants ou insalubres; l'interdiction d'assigner un travail aux femmes pendant les trois mois précédant l'accouchement et pendant les huit semaines suivantes.

On a garanti l'assistance médicale à l'accouchement, des périodes de repos pour l'allaitement, ainsi que le traitement économique durant les absences pour maternité au sujet duquel nous rappelons la Loi n° 7 du 9 janvier 1963 qui a fixé le traitement économique à 80% de la rétribution, et la Loi n° 1204 qui a réorganisé la réglementation précédente et qui aujourd'hui constitue la principale référence en la matière.

L'interdiction d'affecter les femmes au travail a été portée à deux mois avant l'accouchement et jusqu'à trois mois après.

- \* En 1963 une loi a établi l'interdiction de licenciement des travailleuses pour cause de mariage.

Il était en effet fréquent de trouver dans les contrats de travail des femmes la "clause de nubilité", qui prévoyait leur licenciement en cas de mariage.

Cette condition était justifiée par le poids majeur des contributions en cas de maternité, par l'augmentation des absences et en général par un rendement mineur causé par le double travail qui venait à peser sur la femme après le mariage; mais assurément cela contrastait avec le principe constitutionnel selon lequel les conditions de travail de la femme doivent permettre l'accomplissement de sa "fonction familiale essentielle".

En vertu de cette loi, les clauses qui prévoient le licenciement des travailleuses en conséquence de leur mariage sont considérées non valables, de même que sont sans validité les licenciements effectués pendant la période qui va de la demande des publications à une année après les noces.

- \* Faisant suite à la sentence de la Cour Constitutionnelle qui en 1960 avait déclaré illégitime l'exclusion des

femmes "de toutes les fonctions publiques qui impliquent l'exercice de droits et de puissances politiques" sanctionnée par la loi de 1919, en 1963 une loi a établi positivement que la femme peut accéder à toutes les charges, professions et emplois publics, y compris à la Magistrature, dans les divers rôles, carrières et catégories, sans limitation d'attributions et de développement de la carrière, dans le respect toutefois des qualités requises par la loi.

Pour l'enrôlement de la femme dans les forces armées et dans les corps spéciaux on a renvoyé à des lois particulières.

- \* En 1970 le divorce a été introduit en Italie. Cette loi a permis, d'une part, de régulariser par le mariage des situations familiales de fait et donc de les faire jouir de la tutelle juridique prévue pour les conjoints; d'autre part elle a introduit pour la première fois dans la législation le principe selon lequel, dans la définition des rapports économiques entre divorcés, le Juge doit tenir compte aussi de la contribution à caractère économique et de l'engagement personnel que chacun des conjoints a apporté à la conduite de la famille et à la formation du patrimoine des deux intéressés.

Cette norme a été créée pour sauvegarder les intérêts de la femme au foyer qui souvent, après une vie entière consacrée à la famille et ayant renoncé à une propre activité professionnelle, se retrouve privée de revenus personnels. Cette loi a par ailleurs été modifiée et complétée à plusieurs reprises, récemment même par la L.75 dans le but, entre autres, d'améliorer les garanties en faveur du conjoint le plus faible.

- \* En mai 1975 a été promulguée la loi de réforme du droit de la famille.

Les normes qui prévoyaient une différence de traitement entre les conjoints ont été abolies: la "nouvelle famille" est aujourd'hui bâtie sur des bases d'égalité et de solidarité.

Par le mariage le mari et la femme acquièrent les mêmes droits et assument les mêmes devoirs.

Les conjoints sont tenus, tous les deux, chacun en fonction de ses propres biens et de sa propre capacité de travail professionnel ou ménager, à contribuer aux besoins de la famille.

L'égalité est affirmée aussi dans les rapports avec les enfants par la reconnaissance du droit de l'épouse à exercer l'autorité parentale dans des conditions de parité par rapport au mari.

L'innovation sans doute la plus importante de la réforme est constituée par l'introduction de la communauté légale des biens entre les conjoints, sur la base de laquelle tout ce qui est acquis après le mariage est considéré par la loi comme propriété commune des deux conjoints à parts égales, sauf si, d'un commun accord, ils décident de garder leurs biens séparément.

La loi sur l'institution des centres de consultation familiale de 1975 a établi la nature, la finalité et les tâches du service pour l'assistance à la maternité et à la paternité responsables, pour les problèmes du couple et de la famille, de même que pour ce qui est de la problématique des mineurs, et elle a confié aux régions le soin de fixer par des lois qui leur soient propres les critères pour la programmation, le fonctionnement, la gestion et le contrôle dudit service.

\* En application des principes constitutionnels et également des directives de la Communauté Économique Européenne, la Loi n° 903 de décembre 1977 a introduit l'interdiction formelle de toute discrimination fondée sur le sexe pour ce qui concerne l'accès au travail, indépendamment des modalités d'engagement, quel que soit le secteur ou la branche d'activité dans la formation professionnelle à tous les degrés et niveaux hiérarchiques.

L'interdiction est étendue à toute référence, quelle qu'elle soit, à l'état matrimonial ou familial ou à celui de grossesse, au moyen de mécanismes de présélection, de publications dans la presse, ou de toute autre forme publicitaire qui indique comme qualité requise professionnelle l'appartenance à l'un ou à l'autre sexe, à l'exception du domaine de la mode, de l'art et du spectacle, quand un sexe déterminé peut être essentiel à la nature du travail. La loi interdit en outre toute discrimination entre hommes et femmes pour ce qui a trait à l'attribution des grades, des fonctions et de la progression dans la carrière.

Une disposition importante pour rendre effective l'égalité, même si jusqu'à présent elle a été peu appliquée, est celle d'avoir étendu également aux pères travailleurs, en alternative, le droit de s'absenter du travail et le traitement économique prévus pour les travailleuses-mères.

\* En mai 1978, suscitant de profonds contrastes au sein du Parlement et du Pays, a été promulguée une loi qui a légalisé l'avortement, en reconnaissant à la femme sa totale autodétermination et en garantissant la gratuité des interventions.

Pendant les 90 premiers jours de grossesse l'avortement est toujours consenti sur simple demande de la femme, qui peut être présentée par l'intermédiaire du médecin de confiance ou du médecin du centre de consultation.

Après les 90 premiers jours l'interruption est consentie, toujours sur requête de la femme, seulement si la grossesse ou l'accouchement comportent un grave danger pour sa vie ou si ont été constatés des développements pathologiques, dont ceux se rapportant à des anomalies ou à des malformations de l'enfant qui va naître, qui

déterminent un grave péril pour la santé physique ou psychique de la femme (avortement thérapeutique).

Les interventions ne peuvent être pratiquées que par des médecins dans les hôpitaux et dans les maisons de soins privées autorisées à cet effet (dans ces dernières seuls les avortements au cours des 90 premiers jours).

\* La loi n° 442 de 1981 a abrogé l'importance pénale de l'affaire d'honneur, abolissant aussi bien le "mariage réparateur" que la "dette d'honneur".

\* La loi précédente sur la nationalité italienne remontant à 1912 reflétait la conception de l'époque qui considérait la femme inférieure à l'homme et même dépourvue d'une capacité juridique complète: la nationalité n'était transmise aux enfants que par le père, et la mère italienne pouvait communiquer la sienne seulement si le père était inconnu ou apatride ou bien s'il appartenait à un État dont la nationalité n'était pas transmise à l'enfant.

Dans le mariage était prévu l'acquisition automatique de la nationalité pour la femme étrangère qui épousait un italien, tandis que la femme italienne qui épousait un



étranger et acquérait la nationalité de ce dernier, selon la loi du mari, perdait automatiquement la sienne.

Déjà avec le nouveau droit de la famille avait été reconnue à l'épouse italienne d'un citoyen étranger la faculté de renoncer à sa propre nationalité et la possibilité, pour les femmes qui l'avait perdue par le mariage, de la recouvrer sur simple déclaration.

Par une loi de 1983 on a établi le principe de parité entre les sexes en la matière: aussi bien la mère que le père transmettent leur nationalité aux enfants et le conjoint étranger, qu'il soit la femme ou le mari, acquiert la nationalité italienne s'il réside depuis au moins six mois dans le territoire de la République ou bien au bout de trois ans de mariage.

\* En avril 1989, après un long effort visant à sensibiliser par le truchement même de dures prises de positions la phase politique qui part des mouvements féminins des partis, des forces sociales dans toutes leurs diverses articulations et leurs différents mouvements, le Sénat a finalement approuvé le texte de réforme, encore en train d'effectuer son parcours législatif, sur les délits commis contre la personne sous forme de violence sexuelle.

La réglementation dérivant des lois mentionnées précédemment assure aux femmes les droits fondamentaux et admet formellement le principe de la parité et de l'interdiction de toute discrimination fixé par la Constitution.

La phase législative suivante, encore en cours, vise tout particulièrement à dépasser les discriminations de fait et les obstacles qui se dressent contre la réalisation de ces mêmes principes: c'est pourquoi elle est largement orientée vers les "actions positives" et les mesures de soutien en faveur des droits des femmes.

## Article 1

### Concept de discrimination

*Art. 1. - Aux fins de la présente Convention, l'expression "discrimination à l'égard des femmes" vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine.*

Les événements historiques italiens, la situation internationale, la participation multiforme des citoyens au niveau des décisions, ont contribué à configurer dans notre Pays une organisation sociale avancée où les liens multiples qui unissent l'état et la société civile ont élargi et développé la richesse du cadre démocratique et les formes d'agrégation et de "protagonisme" des particuliers et des collectivités.

La reconnaissance générale des droits des individus et des libertés fondamentales a progressivement entraîné la mise en cause de couches de population précédemment laissées en marge, mise en cause qui, à son tour, a renforcé quantitativement et qualitativement la démocratie italienne, jusqu'à en devenir l'un des principaux fondements.

L'explosive subjectivité féminine surtout, à la fois cause et effet de politiques ayant pour objectif la suppression de toute discrimination à l'égard des femmes, paraît désormais une donnée constante jouant un rôle fondamental pour l'évolution même du système démocratique. De multiples étapes ont caractérisé ce processus.

En schématisant, nous pourrions affirmer que des choix institutionnels visant à l'obtention de la parité ont marqué la longue phase de l'émancipation féminine déjà au lendemain de la lutte pour la Libération, et des options aussi significatives en faveur de l'égalité des chances caractérisent la phase actuelle, en vue de l'élimination définitive de toute forme de discrimination à l'égard des femmes.

En effet, on peut estimer que, à ce propos, au niveau politique des résultats considérables ont été obtenus.

La ratification même de la Convention dont il est question ici n'apparaît pas comme un acte de routine ou de pure adhésion formelle, mais il a la signification d'une adhésion globale et de la continuation dans un engagement, déjà contracté du côté intérieur et dont témoignent déjà de nombreuses mesures de nature non strictement juridique.

Dans un pareil contexte, le concept de discrimination - comme on peut le déduire du système juridique et aussi des politiques actuelles, qui visent à en supprimer les manifestations concrètes et les causes - est parfaitement cohérent avec la définition contenue dans l'art. 1 de la Convention, ainsi qu'avec le développement de l'élaboration communautaire en la matière.

En effet, dans l'articulation du concept de discrimination - inclusif, comme il est demandé par la Convention, de tous les cadres de la vie sociale et politique - on peut distinguer une ligne de tendances qui passe de l'engagement nécessaire contre toute forme de discrimination formelle et directe à l'identification de

formes de discrimination indirecte - également méritoires de politiques conscientes et fonctionnelles menées en vue du dépassement des effets - et qui va jusqu'à la définition et à la mise en oeuvre des dites actions positives, visant directement à l'égalité des chances pour les femmes.

D'une façon générale le concept de discrimination contient l'idée d'une diversité de traitement des personnes placées dans une même situation, par exemple une diversité de rétribution pour un travail égal ou d'égale valeur .

Ce même concept implique aussi l'impossibilité pour des personnes déterminées, à cause de leur sexe ou d'une autre condition, d'accéder à l'instruction, à certaines carrières ou d'effectuer certains travaux et activités, mais encore, il comprend aussi la création d'obstacles dans la progression de la carrière, dans l'accès à certaines charges, dans la possibilité d'accéder à des formes de financement. La discrimination peut avoir son fondement dans la loi lorsque celle-ci prévoit une diversité de traitement (qui inclut aussi l'accès, dans le sens précisé ci-dessus) entre hommes et femmes, de même que dans des modèles de comportement persistants.

A ce propos, généralement, dans les zones éloignées des gros centres urbains, malgré une certaine uniformité due à l'utilisation diffuse des moyens de communication de masse et, en particulier, de la télévision, on trouve encore des préjugés et des limitations à caractère essentiellement culturel qui déterminent des formes discriminatoires à l'égard des femmes ou qui poussent ces dernières à s'autodiscriminer.

En particulier, les formes de discrimination, directe et indirecte, produites par des comportements discriminatoires se révèlent d'une persistance particulière dans la mesure où l'on peut difficilement les qualifier comme telles à une première évaluation abstraite (Cf. Convention art. 5 et art. 10), et elles tendent donc à échapper à une identification précise.

## Article 2

### Politique pour l'élimination de la discrimination

*Art. 2. - Les États parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes, conviennent de poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et, à cette fin, s'engagent à:*

*a) Inscrire dans leur constitution nationale ou toute autre disposition législative appropriée le principe de l'égalité des hommes et des femmes, si ce n'est déjà fait, et assurer par voie de législation ou par d'autres moyens appropriés l'application effective dudit principe;*

*b) Adopter des mesures législatives et d'autres mesures appropriées assorties, y compris des sanctions en cas de besoin, interdisant toute discrimination à l'égard des femmes;*



*c) Instaurer une protection juridictionnelle des droits des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes et garantir, par le truchement des tribunaux nationaux compétents et d'autres institutions publiques, la protection effective des femmes contre tout acte discriminatoire;*

*d) S'abstenir de tout acte ou pratique discriminatoire à l'égard des femmes et faire en sorte que les autorités publiques et les institutions publiques se conforment à cette obligation;*

*e) Prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque;*

*f) Prendre toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour modifier ou abroger toute loi, disposition réglementaire, coutume ou pratique qui constitue une discrimination à l'égard des femmes;*

*g) Abroger toutes les dispositions pénales qui constituent une discrimination à l'égard des femmes.*

## 2. a) Principes constitutionnels

Le principe d'égalité dans ses multiples articulations (sexe, race, langue, religion, opinions politiques, conditions personnelles et sociales) assume dans le système juridique italien une valence générale, en pénétrant le précepte constitutionnel dans sa totalité. Les vicissitudes historiques de la Constitution italienne, approuvée en 1948 après la lutte de libération et un ample débat dans tout le pays, ont eu elles aussi leur incidence dans la formulation d'un texte où les valeurs de l'égalité, de la liberté et de la démocratie ont été largement reconnues.

La référence expresse à la parité entre les sexes est contenue principalement dans l'art. 3, al. 3, de la Constitution: "Tous les citoyens ont une égale dignité sociale et sont égaux devant la loi, sans distinctions de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinions politiques, de conditions personnelles et sociales".

Plus loin l'art. 29, al. 1, affirme que "La République reconnaît les droits de la famille en tant que société naturelle fondée sur le mariage. A l'alinéa 2 il établit que "Le mariage est construit sur l'égalité morale et juridique

des conjoints, dans les limites fixées par la loi afin de garantir l'unité familiale".

L'art. 37, al. 1, prévoit que "La femme travailleuse a les mêmes droits et, à travail égal, les mêmes rétributions qui reviennent au travailleur. Les conditions de travail doivent permettre l'accomplissement de sa fonction familiale essentielle et assurer à la mère et à l'enfant une protection spéciale appropriée".

L'art. 51, al. 1, dispose: "Tous les citoyens de l'un ou de l'autre sexe peuvent accéder aux fonctions publiques et aux charges électives dans des conditions d'égalité, selon les critères établis par la loi".

En vue d'une ultérieure intégration dans la Constitution du principe de la parité entre les sexes, la Commission parlementaire pour les réformes institutionnelles, sur proposition de la Commission Nationale pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme, a formulé dans son rapport conclusif (29 janvier 1985) les propositions suivantes de modification de l'art. 29 Const., - qui, demeurant inchangé pour tout ce qu'établit l'alinéa 1, se trouve modifié à l'alinéa 2 de la façon suivante: "Le mariage est construit sur l'égalité morale et juridique des

conjointes, en vue de garantir l'unité familiale" - et de l'art. 37 Const., al. 1, point II ("Les conditions de travail doivent consentir à l'homme et à la femme l'accomplissement de leurs fonctions dans la famille et assurer à la mère, au père et à l'enfant une protection particulière adéquate").

## 2. b) Lois d'application du principe constitutionnel

La valeur directement préceptive de certaines dispositions constitutionnelles en a permis l'application immédiate, même par voie jurisprudentielle et contractuelle.

Dans d'autres cas, par contre, s'est révélée nécessaire la promulgation de dispositions spécifiques d'application.

Dans l'une et l'autre circonstance, en outre, le législateur est intervenu plusieurs fois pour rendre opérants les principes constitutionnels grâce à un cadre normatif articulé caractérisé par la valeur de la parité et du respect entre les individus, indépendamment de considérations de sexe.

Tout ce que l'on vient de rappeler schématiquement ci-dessus permet de saisir les connexions existant entre les

nombreuses lois de mise à exécution du principe constitutionnel de non discrimination, destinées à rendre la réalité sociale conforme à ce principe et visant à rendre celui-ci opérant à tous les niveaux et non seulement sur le plan formel.

Aussi, au cours de ce rapport, rappellera-t-on les mesures législatives qui sont intervenues, allant depuis les mesures de tutelle jusqu'à la législation paritaire, pour arriver enfin à la prévision d'actions positives spécifiques en faveur des femmes.

De l'ensemble des lois adoptées jusqu'ici il ressort qu'aux yeux du législateur italien parité juridique et parité de fait représentent un binôme indissociable et que, en même temps, les lois nécessaires prévues pour garantir l'une et l'autre, ne sont pas suffisantes à elles toutes seules.

En effet, c'est justement au cours de ces dernières années que l'on a considéré également indispensable la mise en place de mécanismes administratifs spéciaux, (Comité National pour l'égalité des chances auprès du Ministère du Travail; Commission Nationale pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme auprès de la Présidence du Conseil; Comités, Commissions, Conseils, Conseillers pour la

parité dans les régions) ainsi que la mise en route d'actions positives spécifiques, envisagées même sur le plan normatif, mais définies au niveau contractuel et soutenues par des aides publiques spéciales (cf. art. 4 et 11).

La législation nationale prévoit des mécanismes sanctionneurs spécifiques afin de garantir la parité pour tout ce qui concerne le travail.

La loi n° 903/77 établit à l'art.16 que l'inobservation des dispositions contenues dans l'art. 1, al. 2 et 3 et dans les art. 2, 3 et 4 (concernant respectivement l'interdiction de discrimination pour l'accès au travail, pour la rétribution, pour l'attribution des grades, des fonctions et pour la progression dans la carrière, et pour les dispositions en matière de retraite) est punie d'une amende de 200.000 à 1.000.000 de liras.

L'inobservation des dispositions contenues dans l'art.5 (qui traite du travail nocturne des femmes et prévoit la suspension, par négociation collective, et même au niveau de l'entreprise, de l'interdiction valable pour les travailleuses de l'industrie) est punie d'une amende de 20.000 à 100.000 liras par travailleuse employée et par jour de travail, avec un minimum de 400.000 liras.

Pour l'inobservation des dispositions dont il est question aux art. 6 et 7 (concernant les congés en cas de placement d'un enfant en vue de son adoption, ou en cas d'adoption, et l'extension au père travailleur, en alternative de la mère travailleuse, du droit à l'abstention facultative du travail pendant six mois au cours de la première année de vie de l'enfant), on applique les pénalités prévues par l'art. 31 de la loi n° 1204 du 30-12-71 (Tutelle des travailleuses mères), c'est-à-dire une amende de 20.000 à 100.000 liras.

## **2. c) Protection juridique des droits des femmes et tutelle juridictionnelle**

Comme il est prévu par la Convention, la protection juridique des droits des femmes advient sur un plan de parité avec les hommes.

En effet, l'actionnabilité juridique des droits est élevée au rang de principe constitutionnel (art. 24, Const.: "tout citoyen peut agir en justice pour la tutelle de ses propres droits et intérêts légitimes").

Ce principe s'insère dans un contexte qui prévoit le droit à la défense, la protection des économiquement faibles et l'indépendance de la magistrature comme des éléments essentiels d'un système juridique fondé sur des règles certaines et égales pour tous.

Il vaut la peine de signaler en outre plus spécialement l'importance croissante accordée à l'actionnabilité juridique d'intérêts non seulement individuels mais aussi collectifs ("diffus"), résultant de l'activité d'administrations ou d'organisations représentantes de tels intérêts.

Dans cette optique, une intéressante hypothèse à propos de la présence en justice du Comité National pour l'Égalité des Chances (institué auprès du Ministère du Travail) est définie dans le projet de loi gouvernemental relatif à l'introduction d'actions positives, rappelé dans l'article précédent.

L'absence de discriminations en la matière n'est cependant pas contredite par un mécanisme prévisionnel spécifique pour tout ce qui a trait aux violations des droits touchant la parité dans l'accès au travail ou pour tout ce qui concerne la violation des normes qui réglementent le travail nocturne féminin.



A ce propos, l'art. 15 de la Loi 903/77 prévoit, sur recours du travailleur ou, par délégation, des organisations syndicales, que le juge de première instance du lieu où est advenu le comportement dénoncé, en qualité de juge du travail, dans les deux jours qui suivent, "après avoir convoqué les parties et recueilli des informations sommaires, s'il considère que subsiste la violation objet du recours, ordonne à l'auteur du comportement dénoncé, par un décret motivé et immédiatement exécutoire, la cessation du comportement illégitime et l'élimination de ses effets".

L'efficacité exécutoire du décret ne peut être révoquée jusqu'à la sentence par laquelle le juge de première instance définit le jugement établi.

Le but de ce mécanisme prévisionnel est la cessation rapide du comportement illégitime et l'élimination de ses effets discriminatoires pour les femmes.

Cette réglementation, en même temps que les réformes des procédures pour ce qui a trait au procès du travail, permet une vérification efficace des droits tout en prêtant une particulière attention aux délais du procès.

D'une façon plus générale, la thématique de l'actionnabilité judiciaire des droits des femmes dans le domaine du travail a été l'un des secteurs d'intervention du Comité National pour l'Égalité des Chances, qui a fourni des avis même en référence à des controverses concernant de simples individus.

A propos de tutelle juridictionnelle, sous l'aspect particulier des instruments d'évolution jurisprudentielle, en ce qui concerne la condition féminine, se rapporter plus loin au paragraphe 2. e).

2.d) Mesures mises à exécution pour éviter toutes discriminations vis-à-vis de la femme, pour amener les Autorités et les Organismes publics à se conformer à cette obligation.

Comme il résulte du présent rapport, les mesures prises afin de parvenir à la parité et à l'élimination des discriminations sont multiples.

Les interventions normatives, en particulier, imposent même aux pouvoirs publics de se conformer à la législation

touchant la parité. Cependant il s'est révélé nécessaire que les autorités publiques se posent en exemple significatif en allant au-delà de la poursuite de l'élimination de toute discrimination, pour amorcer des politiques positives qui visent au rééquilibrage de la présence féminine surtout aux niveaux les plus élevés.

Cet objectif rentre dans les tâches spécifiques de l'Observatoire de la Fonction Publique, institué par le décret du 25-2-1986. En particulier dans le cadre d'un accord interdépartemental pour les travailleurs de la fonction publique, les parties sont tombées d'accord sur la nécessité de mettre davantage en action, à l'aide de confrontations opportunes dans les divers sièges contractuels, des mesures et des mécanismes susceptibles de consentir une réelle parité hommes-femmes à l'intérieur de la fonction publique, en fournissant aussi, par l'intermédiaire de l'Observatoire, des informations appropriées sur les mécanismes d'accès et sur l'organisation du travail.

A cet effet a été instituée dans le cadre de l'Observatoire une section pour l'examen des problématiques et des propositions opérationnelles concernant la condition féminine dans l'Administration Publique.

Au Parlement sont en attente diverses propositions de loi pour les Actions Positives, qui ont pour objectif d'éliminer les discriminations directes et indirectes.

Pour ce qui concerne le régime pénitentiaire, la réglementation en vigueur contient un ensemble de normes "d'adaptation" du régime pénitentiaire à la condition féminine.

Notamment:

- est assurée aux détenus une alimentation saine et suffisante, appropriée à l'âge, au sexe, à l'état de santé, au travail, à la saison, au climat;
- dans chaque institut pénitentiaire pour femmes doivent être en fonction des services spéciaux pour l'assistance sanitaire des femmes enceintes et des accouchées et, en outre, il doit être consenti aux mères de garder leurs enfants auprès d'elles jusqu'à l'âge de trois ans; pour s'occuper des enfants et pour les assister sont organisées des crèches spéciales;
- les femmes doivent être accueillies dans des instituts séparés, ou dans des sections d'institut appropriées;

- le personnel qui effectue les opérations de perquisition personnelle, doit observer le plein respect de la personnalité, et le personnel qui y assiste doit être du même sexe que le sujet à perquisitionner;
- en matière de sanctions disciplinaires, est suspendue l'éventuelle exécution de l'exclusion des activités en commun à l'égard des femmes enceintes, des accouchées (jusqu'à six mois) et des mères qui allaitent leur propre enfant jusqu'à un an;
- la femme enceinte, ou qui allaite son propre enfant, ou la mère vivant avec ses enfants d'un âge inférieur à trois ans, peut expier sa peine (dans le cas où il s'agit d'une réclusion qui ne soit pas supérieure à deux ans) dans son habitation ou dans un lieu public de soins ou d'assistance;
- pendant les transferts de détenues l'assistance doit être prêtée par du personnel féminin qui remplit les fonctions de garde dans les instituts.

On a créé le corps des surveillantes pénitentiaires, personnel entièrement féminin qui au moment de son engagement suit un bref cours de formation professionnelle à caractère théorico-pratique en matière d'organisation pénitentiaire et,

plus particulièrement, de rapports avec les détenues. De toute façon, dans les instituts, du personnel masculin travaille aussi dans les divers secteurs et niveaux.

Le traitement pénitentiaire réserve aux femmes, dans le système italien, un schéma de tutelle tout à fait adéquat aux Règles Pénitentiaires Européennes (Recommandation R(87)3, adoptée par le Comité des Ministres le 12 février 1987).

2. e) Modification ou abrogation de lois, coutumes ou pratiques discriminatoires.

Sur la base des principes constitutionnels qui, comme on l'a vu, fixent déjà les critères fondamentaux pour la parité entre hommes et femmes, deux lignes d'action parallèles se sont progressivement développées en Italie.

D'un côté la jurisprudence, au cours des années, a élaboré une interprétation ultérieure et parfois extensive des normes en vigueur, de manière à rendre possible la pleine conformité des diverses dispositions avec les principes constitutionnels.

En particulier, la Cour Constitutionnelle s'est vu soumettre, en de nombreuses occasions, des questions de légitimité constitutionnelle relatives à des dispositions de loi susceptibles de discriminer la femme.

L'intervention abrogative de la Cour Constitutionnelle s'est effectuée à travers un processus d'adaptation graduelle, mais de plus en plus attentive et intense.

Même la Cour de Cassation a montré une sensibilité de plus en plus grande à l'égard des problèmes d'une importance sociale particulière, tels que, entre autres, la position de la femme.

A ce sujet la sentence n° 1903 du 8-3-86 est bien significative: afin de pouvoir configurer le délit de viol, elle a estimé que pour que se réalise la punissabilité du fait il n'est pas nécessaire que la violence de son auteur soit arrivée au point qu'il ne soit plus possible d'y résister, ni que de la part de la personne offensée soit opposée une vive et constante résistance jusqu'à l'extrême limite de ses forces physiques, s'accompagnant inévitablement de signes extérieurs sur le corps et sur les vêtements.

En modifiant la vieille conception qui prétendait de la femme la résistance d'une "héroïne", les juges ont inclus dans le concept de violence également celle qui, selon les circonstances, met le sujet en conditions de ne pas pouvoir opposer toute la résistance qu'il aurait voulu, ne réussissant même pas dans certains cas à appeler à l'aide.

De toute façon, il sera rendu compte des prononcés (aussi bien de la Cour Constitutionnelle que de la Cour de Cassation) qui ont marqué des points fermes dans l'interprétation de la législation nationale du point de vue de ses répercussions sur la condition de la femme, dans les divers points du rapport auxquels, secteur par secteur, ils se rattachent plus directement.

D'autre part, le développement de la politique concernant la parité et, en particulier, l'évolution législative de ces dernières années a été inspirée, dans la matière en question, par la volonté d'abroger toutes les normes, les pratiques et les comportements pénalisant la femme. Ce système normatif est examiné en détail, dans le présent rapport, en fonction des arguments disciplinés par la Convention. Toutefois il vaut la peine de signaler en



particulier, pour le principe général qui y est exprimé, l'art. 19 de la Loi 903/77 sur la parité de traitement entre l'homme et la femme en matière de travail, qui dispose: "Sont abrogées toutes les dispositions législatives en contraste avec les normes de la présente loi. En conséquence cessent d'avoir effet les normes internes et les actes à caractère administratif de l'État et des autres organismes publics.

De même sont nulles les dispositions des contrats collectifs ou individuels de travail, des règlements internes des entreprises et des statuts professionnels qui sont en contraste avec les normes contenues dans la présente loi".

## **2. f) Abrogation des dispositions pénales discriminatoires**

Dans l'introduction du présent rapport il a été fait allusion à l'abrogation, au cours des années passées, de normes pénales discriminatoires à l'égard des femmes (crime pour des raisons d'honneur et mariage réparateur).

La loi du 20 février 1958 a procédé à l'"Abolition de la réglementation de la prostitution et lutte contre l'exploitation de la prostitution d'autrui". Sur les problèmes qui s'y rattachent, nous renvoyons au prochain point 6 du présent rapport.

Toujours au sujet de l'abrogation des dispositions pénales discriminatoires, un nouveau système normatif est en cours d'approbation, réclamé avec insistance par des mouvements féminins et féministes, en matière de violence sexuelle. Ce type de délit est défini comme un crime contre la personne et non plus contre la morale.

### Article 3

#### Développement et progrès des femmes

*Art. 3. - Les États parties prennent dans tous les domaines, notamment dans les domaines politique, social, économique et culturel, toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes.*

L'activité menée par l'Italie, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, est illustrée, selon les arguments spécifiques disciplinés par la Convention, dans les diverses parties du présent rapport.

A ce propos il convient de mentionner en particulier le programme proposé par la Commission Nationale pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme, instituée par un décret du Président du Conseil des Ministres, le 23 juin 1984. Elle est entièrement composée de femmes

représentatives de partis politiques, de réalités sociales, ainsi que d'expertes en divers secteurs.

Il s'agit d'un organisme qui, de l'intérieur de l'exécutif, veille sur la réalisation effective de la parité, sanctionnée par la Constitution et confirmée par les lois mais, dans la pratique, peu appliquée et conditionnée par des obstacles sociaux et culturels.

Ces objectifs ont été choisis et poursuivis pour mettre à exécution les indications et les recommandations contenues dans le Programme d'Action voté à Copenhague (1980) à l'occasion de la II<sup>e</sup> Conférence Mondiale des Nations Unies pour les femmes.

Les compétences de la Commission sont les suivantes:

- 1) étudier et élaborer les modifications nécessaires pour conformer la législation à l'objectif de l'égalité entre les sexes;
- 2) découvrir, suggérer et réaliser des "actions positives" susceptibles de réduire les discriminations résiduelles à l'égard des femmes dans les divers secteurs: culture, instruction, information, politique, société et autres;

- 3) solliciter les diverses Administrations compétentes afin de coordonner la réalisation des "actions positives" susdites;
- 4) favoriser la recherche sur la situation des femmes en Italie et s'occuper de la publication et de la diffusion des résultats obtenus par le truchement du service de la Direction générale des informations, de l'édition et de la propriété littéraire, artistique et scientifique de la Présidence du Conseil des Ministres;
- 5) promouvoir la connaissance des données acquises et des résultats obtenus, en en stimulant la diffusion à travers les moyens de communication sociale tels que la presse et le service de radio et de télévision public et privé, en veillant aussi à la diffusion de la connaissance de la récente réglementation nationale et internationale en faveur des femmes;
- 6) examiner l'utilisation des moyens de communication à propos de l'image de la femme, en promouvant l'adoption de codes de comportement corrects grâce à la création d'un Observatoire spécial de la Commission;

- 7) opérer en accord avec le Ministère de l'Instruction Publique afin que les Universités instituent des cours et des chaires ainsi que des moments de didactique et d'orientation scientifique dans les diverses Facultés, dans le but de découvrir et d'approfondir les multiples aspects de la problématique féminine;
- 8) élaborer et proposer des hypothèses d'actions positives visant à promouvoir une présence adéquate des femmes à tous les niveaux dans les entreprises privées;
- 9) stimuler l'Administration à promouvoir une présence réelle des femmes dans les organisations nationales, internationales, dans les organismes publics et également économiques;
- 10) entrer en liaison avec l'associationnisme des femmes, italien et international, pour un échange réciproque d'informations tout en en constituant un point de référence;
- 11) constituer un point de référence pour les organismes analogues étrangers afin de diffuser les données de la situation des femmes en Italie ainsi que le travail de ladite Commission;

- 12) intervenir pour la désignation des représentantes italiennes aux conférences et dans les organismes internationaux ayant pour objet les thématiques des femmes;
- 13) s'employer à ce que soient recueillies et cataloguées les publications faites par les femmes et sur les femmes pendant les phases historiques les plus importantes pour leur progrès.

Les initiatives réalisées sont les suivantes:

- 1) audience cognitive avec Monsieur le Sous-Secrétaire, le député Corder, sur la situation des carrières féminines dans le cadre du Ministère de l'Intérieur (3 juillet 1984);
- 2) audience cognitive avec le Directeur de l'École Supérieure de l'Administration Publique, M. Macrì, sur l'accès et la carrière des femmes dans l'Administration Publique (6 novembre 1984);
- 3) présentation au Président de la Commission bicamérale pour la réforme institutionnelle", le député Aldo Bozzi, de quelques propositions formulées par la Commission

Nationale, à propos de la modification des articles 2, 29, 36 et 37 de la Constitution (14 novembre 1984), approuvées plus tard par la Commission bicamérale susdite, pour ce qui est des articles 29, 36 et 37 (29 janvier 1985);

- 4) audience cognitive avec la Présidente de la Fédération Nationale de la Presse Italienne, Miriam Mafai, sur la situation des femmes dans le cadre des moyens de communication de masse (4 décembre 1984);
- 5) présentation des premiers résultats de la recherche "Femmes et Nouvelles Technologies" (Milan, 26 février 1985);
- 6) rencontre avec Yvette Roudy, Ministre pour les Droits des Femmes en France, et avec Antonia Lajou Crisanti, Présidente du Conseil National pour la Parité en Grèce, pour un échange d'informations (7 mars 1985);
- 7) première émission nationale télévisée - RAI, 2<sup>e</sup> chaîne - (durée: 4 heures) sur l'activité de la Commission Nationale et sur les manifestations en Italie et dans le monde pour la fête des femmes (8 mars 1985);



- 8) présentation au Président du Conseil, au cours d'une conférence de presse, du "Code Femme", premier recueil officiel de toutes les normes en vigueur en Italie, nationales et internationales, de grand intérêt pour les femmes (14 mars 1985);
- 9) séminaire sur les "Congés parentaux et les crèches" organisé avec la Communauté Économique Européenne et le Comité pour l'Égalité des Chances du Ministère du Travail (26, 27 mars 1985);
- 10) présentation, au Président du Conseil, au cours d'une conférence de presse, de la "Campagne Vote Femme", réalisée par la Commission Nationale pour accroître la présence des femmes dans les assemblées électives (élections administratives et régionales): première "Action Positive" réalisée en Italie (26 avril 1985);
- 11) séminaire "Parité entre les sexes dans la langue, dans les mass media et dans l'éducation" (25-26-27 juin 1985);
- 12) présentation des volumes "120 ans de chemin vers la parité", "Les femmes italiennes en chiffres" et "Image Femme" (25 juin 1985);

- 13) présentation à la presse de la médaille, frappée par l'Hôtel des Monnaies de l'État pour la Commission Nationale à l'occasion de la Conférence Mondiale de Nairobi (9 juillet 1985);
- 14) rencontres avec Anita Gradin, Ministre des Rapports Sociaux en Suède, et avec Carlotta Bustela, Directrice de l'Institut de "la Mujer" en Espagne pour concerter les initiatives relatives à l'application du Document final de la Conférence Mondiale de Nairobi (9 octobre 1985);
- 15) audience cognitive avec une délégation d'ex-assistants de polices, afin d'éliminer quelques discriminations résiduelles contenues dans la normative les concernant (9 octobre 1985);
- 16) présentation à la presse du volume "Stratégies futures d'action en faveur du progrès des femmes et mesures concrètes pour dépasser les obstacles à la réalisation, d'ici l'an 2000, des buts et des objectifs du Décennat des Nations pour la femme: égalité, développement et paix": traduction intégrale du Document final de la Conférence Mondiale de Nairobi, qui s'est déroulée du 15 au 26 juillet 1985 (26 novembre 1985);

- 17) présentation, au Président du Conseil, au cours d'une conférence, de presse, des résultats de la seconde partie de la recherche "Femmes et Nouvelles Technologies" (Milan, 13 janvier 1986);
- 18) rencontres avec les représentants de l'Associationnisme féminin et avec les responsables des syndicats et des partis, afin de prédisposer le Plan d'Action national prévu par le Document final de Nairobi (23 janvier et 12 février 1986);
- 19) rencontre avec une délégation de représentants des organismes internationaux féminins du Portugal et d'Espagne (4 février 1986);
- 20) présentation au Président du Conseil, au cours d'une conférence de presse, du Plan d'Action nationale élaboré par la Commission Nationale et du Document élaboré par le Comité pour la Parité auprès du Ministère du Travail (8 mars 1986);
- 21) remise de décorations du mérite de la République, par le Sous-Secrétaire d'État, sur proposition de la Commission, à des femmes qui se sont particulièrement distinguées dans les arts et dans les professions (16 juillet 1986);

- 22) présentation par le Ministre pour la Fonction Publique, et par la Présidente de la Commission du nouvel Observatoire pour l'emploi public intégré, sur proposition de la Commission Nationale, avec l'aide de 19 expertes, pour la formulation de propositions et pour l'élaboration d'Actions positives afin d'améliorer la gestion des ressources humaines dans l'Administration Publique, tout en accordant une particulière attention au personnel féminin (6 août 1986);
- 23) réalisation de la part de la Commission Nationale, en collaboration avec le Théâtre de l'Opéra de Rome, de "Pupitre Femme", cycle de concerts dirigés par des femmes (octobre 1986 - janvier 1987);
- 24) rencontre avec les représentantes des associations des ménagères (16 octobre 1986);
- 25) approbation de la part du Conseil des Ministres du Plan d'Action Nationale, élaboré par la Commission pour éliminer les discriminations résiduelles, en application des Stratégies de Nairobi (12 décembre 1986);
- 26) congrès "Trente ans d'Europe et le chemin des femmes, 1957-1987" (8 mars 1987);

- 27) deuxième remise de décorations "au féminin" par le Sous-Secrétaire d'État, sur proposition de la Commission Nationale (12 mars 1987);
  
- 28) congrès "Femmes et informatique - Une action positive dans les prisons": les résultats de l'informatisation des volumes "Femmes auteurs italiennes" et "La presse périodique des femmes en Italie" commandée à une coopérative mixte de femmes détenues et non détenues (18 mars 1987);
  
- 29) rencontre-débat sur "La parité femme-homme: transformation sociale et conscience linguistique", à l'occasion de la publication de la recherche "Le sexisme dans la langue italienne" (Rome, siège de l'I.S.L.E. - Institut pour la documentation et les études législatives - 14 avril 1987);
  
- 30) séminaire "Administratrices italiennes: les femmes élues dans les régions, les provinces et les communes" (Rome, 2 et 3 mai 1987);
  
- 31) présentation à la presse de la campagne d'information pour soutenir les femmes candidates aux élections

européennes de 1989. La campagne "SANS LES FEMMES L'EUROPE FONCTIONNE A 50%" a été présente: sur la presse nationale - aussi bien sur les quotidiens que sur les périodiques - sur affiches dans toutes les villes chefs-lieux de province, à la télévision (avec des spots sur les trois chaînes de la RAI et sur les plus grandes Net Work nationales et locales) (18/4/89);

32) rencontre avec les coordinations syndicales nationales féminines C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L. pour un échange d'informations, dans le but de favoriser une confrontation constructive sur les tâches et sur les rôles réciproques actuels et et sur ceux en perspective (18/4/89);

33) audience cognitive avec des femmes dirigeantes syndicales, provenant de quelques Pays de l'Amérique Latine (Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Paraguay et Uruguay), désireuses d'approfondir leur connaissance des problématiques féminines dans notre Pays, par rapport aux différentes réalités, sur le plan des interventions décidées et des résultats obtenus au niveau politique, social et syndical. (19/4/89).

Les publications préparées par la Commission, toutes éditées par l'Institut Polygraphique de l'État et l'Hôtel de la Monnaie, de Rome, sont les suivantes:

- Code Femme - normes internes et actes internationaux, index également en langues française et anglaise;
- Affiche et spots pour la campagne "Vote femme", avril 1985;
- 120 années de chemin vers la parité, juin 1985, également en langue anglaise;
- Les femmes italiennes en chiffres, juin 1985, également en langues française et anglaise;
- Opuscule illustratif de la Commission Nationale en langue française et en langue anglaise, juin 1985;
- Médaille officielle de la Commission Nationale, Rome, juin 1985;
- Médaille de la Commission Nationale célébrative de la Conférence Mondiale de Nairobi, juin 1985;

- Image femme, juillet 1985;
- Stratégies futures d'action pour le progrès des femmes et mesures concrètes pour surmonter les obstacles à la réalisation, d'ici l'an 2000, des buts et des objectifs du Décennat des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, Conférence Mondiale de Nairobi, 15 et 26 juillet 1985, novembre 1985;
- Recommandations pour un usage non sexiste de la langue italienne, février 1986;
- Un programme d'Action positive, février 1986;
- Opuscule illustratif de la Commission Nationale, nouvelle édition, février 1986;
- Images masculines et féminines dans les textes pour les écoles élémentaires, mars 1986;
- Spots pour la campagne "Actions positives", février 1986;
- Femmes auteurs italiennes - catalogue raisonné des livres de prose, de poésie, d'essais: 1945-1985, avril 1986;



- La presse périodique des femmes en Italie - catalogue 1861-1985, avril 1986;
- Femme et technologies, octobre 1986;
- Opuscule illustratif de la Commission Nationale en italien, français, anglais, espagnol et portugais, nouvelle édition, novembre 1986;
- Le sexisme dans la langue italienne, janvier 1987;
- Enquête sur les femmes élues dans les régions, les provinces et les communes, avril 1987;
- Film en vidéocassette sur l'histoire et les activités de la Commission Nationale, avril 1987;
- Opuscule illustratif de la Commission Nationale, nouvelle édition, mai 1987;
- Plan d'action nationale, mai 1987;
- Femmes et droit - deux siècles de législation: 1796-1986, juin 1988.

\*\* \*\* \*

L'oeuvre la plus importante réalisée par la Commission est assurément celle d'avoir identifié et recueilli dans le "Plan d'Action Nationale" les interventions nécessaires pour éliminer certaines discriminations persistantes entre les sexes, d'en supprimer les causes, d'assurer des formes spéciales de promotion et de tutelle des femmes. Le Plan est articulé en six chapitres:

- . Information et formation;
- . Femmes et politique;
- . L'égalité dans la Constitution et dans les Lois;
- . Femmes et santé;
- . Femmes et nouvelles technologies;
- . Femmes et rapports internationaux.

Les lignes essentielles du Plan ont été approuvées par le Conseil des Ministres le 12 décembre 1986.

Étant donné l'importance de ce travail, aussi bien pour dresser un tableau de la situation actuelle de fait et de droit de la femme en Italie, que pour découvrir les lignes opérationnelles, nous avons jugé opportun de l'ajouter intégralement au présent rapport comme pièce jointe.

#### Article 4

##### Mesures temporaires et protection de la maternité

##### Art. 4.

1. - L'adoption par les États parties de mesures temporaires spéciales visant à accélérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes n'est pas considérée comme un acte de discrimination tel qu'il est défini dans la présente Convention, mais ne doit en aucune façon avoir pour conséquence le maintien de normes inégales ou distinctes; ces mesures doivent être abrogées dès que les objectifs en matière d'égalité de chances et de traitement ont été atteints.

2. - L'adoption par les États parties de mesures spéciales, y compris de mesures prévues dans la présente Convention, qui visent à protéger la maternité, n'est pas considérée comme un acte discriminatoire.

#### **4.1 Mesures temporaires**

Le principe contenu dans le numéro 1 de l'art. 4, selon lequel ne sont pas considérées discriminatoires les mesures temporaires spéciales, tendant à accélérer le processus d'instauration de fait de l'égalité entre les hommes et les femmes, a été adopté aussi par le système italien.

Des dispositions spécifiques et significatives sont contenues dans de nombreuses lois, parmi lesquelles nous indiquons, à titre d'exemple:

- a. la loi pour la reconversion industrielle, 675/77;
- b. la loi 863/84 qui, dans l'art. 2, au point 4 <sup>bis</sup>, tout en définissant les contrats de solidarité, établit que les "embauches sur requête nominative opérées par l'employeur sur la base des conventions collectives ne doivent pas déterminer une réduction du pourcentage de la main-d'oeuvre féminine par rapport à celle masculine - ou bien de cette dernière quand elle apparaît inférieure - dans les unités productives intéressées par la réduction de l'horaire, excepté s'il y a carence, déclarée par la commission de placement, de main-d'oeuvre féminine, ou bien masculine, en possession des

qualifications en référence desquelles est programmé l'engagement par requête nominative";

c. la loi n° 45 du 28-2-1986 (Mesures extraordinaires pour la promotion et le développement de l'activité d'entreprise menée par les jeunes dans le Mezzogiorno) qui établit que dans l'évaluation des projets, une priorité revient aux entreprises ayant une composition essentiellement féminine;

d. la loi n° 113 du 11-4-1986 (Plan extraordinaire pour l'emploi des jeunes), où il est spécifié (art. 5, point c) que dans le choix des projets, la priorité revient aux entreprises qui prévoient l'embauche de main-d'oeuvre féminine dans des activités où elle est sous-représentée;

e. la loi n° 56 du 28-2-1987 ("Normes sur l'organisation du marché du travail") définit ultérieurement les tâches du Conseiller pour la Parité déjà prévues dans la loi 863/84, art. 4 et 5 et envisage des mesures visant à promouvoir l'emploi féminin dans les conventions entre les entreprises et les commissions des régions ou des circonscriptions pour l'emploi (art. 17);

f. la loi n° 48 du 29-2-1988, concernant la "fiscalisation des charges sociales", prévoit opportunément des solutions

contributives en faveur des entreprises, différenciées aussi à l'égard des femmes employées, qui en réduisant le coût du travail garantissent le maintien des niveaux de compétitivité sur le marché et facilitent le non abaissement des niveaux de l'emploi.

Le problème des mesures temporaires est amplement débattu en Italie, sur la manière d'agir pour ne pas créer, par des interventions normatives, des systèmes ou des mécanismes à caractère permanent et donc discriminatoires, et comme tels également interdits par la Convention.

Parmi les débats les plus significatifs, rappelons: le séminaire organisé par l'Institut Italien de Médecine Sociale sur le thème spécifique de "La parité entre les travailleurs et les travailleuses et la tutelle de la santé" de janvier 1982 (cf. pièces jointes); les Conférences nationales sur l'emploi féminin, convoquées par les Ministres du Travail en exercice et dont la dernière, qui s'est déroulée en 1986, a confirmé la centralité contextuelle des thématiques des actions positives et de la révision de la tutelle qui n'est plus justifiée; l'activité des mécanismes nationaux et régionaux en la matière.

De même le programme ministériel pour la politique de l'emploi pour la décennie 1985-1995 est caractérisé par l'idée de ne pas créer de systèmes permanents, et donc de discriminations a contrario.

Ce n'est pas un hasard, si dans le cadre des politiques préconisant la souplesse, ce programme reconnaît le fait qu'"à la place de trop de systèmes normatifs de tutelle servent plutôt des encouragements spécifiques et des actions positives...".

Dans certains cas, pour créer des mesures temporaires spéciales, on a choisi des solutions souples. Ainsi, par exemple, l'art. 5 de la loi 903/77 stipule: "Dans les entreprises manufacturières, et même artisanales, il est interdit d'affecter les femmes à un travail de 0h à 6h ...

L'interdiction citée à l'alinéa précédent peut être diversement disciplinée, ou supprimée, grâce à une négociation collective, même au niveau de l'entreprise, en fonction des exigences particulières de la production et en tenant compte des conditions ambiantes du travail et de l'organisation des services. L'interdiction dont il est question au premier alinéa, n'admet pas de dérogations pour

les femmes dès le début d'un état de grossesse et jusqu'à ce que l'enfant ait l'âge de sept mois révolus".

Certes, le débat parlementaire n'a pas manqué de souligner l'éventuel caractère temporaire de ces solutions-ci comme des autres solutions, et cette même loi prévoit la préparation annuelle d'un rapport du Gouvernement au Parlement sur l'état de la mise à exécution des dispositions établies par la loi.

#### ***4.2 Mesures pour la protection de la maternité***

Le caractère non discriminatoire des mesures spéciales visant à protéger la maternité est un principe adopté dans de nombreux instruments internationaux qui lient l'Italie.

En effet la directive C.E.E. 76/207 relative à la mise à exécution du principe de la parité de traitement entre les hommes et les femmes pour ce qui regarde l'accès au travail, à la formation et à la promotion professionnelle, et les conditions de travail, dispose à l'art.3: "La présente directive ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la protection de la femme, en particulier pour tout ce qui concerne la grossesse et la maternité".



Même selon les plus récentes orientations communautaires consacrées à la révision des tutelles, la législation sur les travailleuses mères est prévue comme une dérogation nécessaire.

En outre, l'Italie, qui a ratifié les Conventions O.I.T. en la matière, et qui a approuvé la Charte Sociale Européenne, dispose aussi d'une législation nationale, conforme au principe énoncé par la Convention.

La loi fondamentale qui discipline la matière est la loi n° 1204 du 30-12-1971 "Tutelle des travailleuses mères" modificative de la précédente loi n° 860 du 26 août 1950 "Tutelle physique et économique des travailleuses mères" qui prévoyait aussi d'amples formes de garantie.

La loi citée s'applique aussi bien au secteur public qu'au secteur privé; elle sanctionne l'interdiction de licenciement pendant la période d'abstention obligatoire jusqu'à ce que l'enfant ait l'âge d'un an révolu, elle indique les activités auxquelles il est interdit d'affecter les femmes en état de grossesse et pendant les périodes qui suivent immédiatement l'accouchement. L'abstention obligatoire pour toutes les travailleuses, comprend les deux mois qui précèdent l'accouchement et les trois qui le

suivent; pendant cette période la femme a droit à percevoir une indemnité égale à 80% de sa rétribution.

Plus récemment la Cour Constitutionnelle, dans sa sentence n° 1 du 14 janvier 1987, a encore spécifié que, dans des cas particuliers, tels que le décès ou la grave infirmité de la travailleuse mère, ledit droit à l'abstention revient directement au père travailleur.

En cas de complications pendant la grossesse ou de conditions de travail ou de conditions ambiantes particulières, l'abstention du travail peut être anticipée. De toute façon elle est prise en compte, à tous les effets, dans l'ancienneté de service.

En plus de l'abstention obligatoire du travail, la travailleuse peut jouir de 6 mois d'abstention facultative, au cours de la première année de vie de l'enfant, tout en percevant 30% de sa rétribution. Successivement, la loi 903/77 a reconnu ce droit également au père, en alternative de la mère travailleuse: la portée de l'innovation, essentielle non seulement dans l'intérêt de l'enfant mais aussi pour une manière égale d'endosser ses responsabilités familiales, est évidente et constitue une étape ultérieure et fondamentale dans la législation paritaire.

La loi 1204/71 prévoit, en outre, que le droit aux congés et aux absences dû à un autre titre n'est pas cumulable avec l'abstention obligatoire et facultative du travail; que l'assistance sanitaire pour l'accouchement revient à toutes les travailleuses; que doivent être observées des périodes de repos journaliers pour l'allaitement.

Le traitement économique est reconnu sous la forme d'une somme forfaitaire pour les travailleuses autonomes (cultivatrices directes, artisanes et commerçantes).

Pour ces dernières, des lois régionales et, surtout, la loi n° 546 du 29 décembre 1987, concernant l'"Indemnité de maternité pour les travailleuses autonomes" ont introduit des normes complémentaires et ont assimilé le traitement économique de ces dernières à celui prévu pour les travailleuses salariées (80% de la rétribution).

Les dispositions prévues par la loi 1204/71 sont ensuite disciplinées de façon détaillée dans le décret d'exécution correspondant, de décembre 1976, et dans de nombreuses circulaires ministérielles. Parmi celles-ci, il convient de signaler la circulaire n° 134382 du 26 janvier 1982 de l'Institut National de la Sécurité Sociale, portant

sur les modalités de paiement de l'indemnité de traitement économique.

Pour conclure, la législation italienne en la matière, dont les lignes essentielles n'ont été rapportées ici que succinctement, vise simultanément la protection de la santé de la femme et de l'enfant, et la discipline antidiscriminatoire des dispositions concernant les autorisations d'absences et les congés.

Il faut rappeler aussi que la quasi totalité des Conventions Collectives Nationales de Travail contient des dispositions plus favorables pour les travailleurs, éventualité prévue expressément par la loi n° 1204. En particulier, certaines Conventions traitent seulement des aspects économiques (industries mécanique et métallurgique), tandis que d'autres (commerce, services, industrie chimique) concernent également le traitement normatif.

Plus précisément le traitement économique dû pendant le congé obligatoire prénatal et postnatal est généralement calculé (à partir des 80% prévus) sur la base des Conventions jusqu'à concurrence de 100% de la rétribution.

Il est important de relever que la discipline actuelle concernant la protection de la maternité ne se limite pas seulement au rapport de travail, mais qu'elle comprend aussi de multiples mesures normatives et politico-sociales visant à rendre effective cette tutelle: on renvoie, à ce propos, aux articles qui suivent.

Il apparaît opportun en revanche de rappeler ici brièvement la considération spéciale en laquelle est tenue, dans le cadre du code pénal, la femme en état de grossesse. Il est prévu en effet le renvoi de l'exécution de la peine, substituée par les arrêts domiciliaires, pour la femme enceinte ou qui allaite, et ceci aussi bien en cas d'arrestation facultative qu'en cas d'arrestation obligatoire.

## Article 5

### **Action de l'État pour le dépassement de modèles culturels discriminatoires à l'égard de la femme**

**Art. 5. - Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour :**

**a) Modifier les schémas et modèles de comportement socioculturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes;**

**b) Faire en sorte que l'éducation familiale contribue à faire bien comprendre que la maternité est une fonction sociale et à faire reconnaître la responsabilité commune de l'homme et de la femme dans le soin d'élever leurs enfants et d'assurer leur développement, étant entendu que l'intérêt des enfants est la condition primordiale dans tous les cas.**

**La thématique de la parité, et en particulier l'exigence de dépasser des stéréotypes et des modèles**

culturels qui discriminent la femme, a fortement caractérisé la réalité sociale, culturelle et politique italienne.

Le point de départ des revendications des femmes naît de la prise de conscience de la profonde injustice inhérente à la traditionnelle division des rôles qui a rigidement assigné à la femme - surtout après l'avènement de l'industrialisation - la sphère du privé: rôle d'épouse et de mère, soin de la maison, etc.; et à l'homme la sphère sociale et publique.

Cette soustraction forcée à la participation, à la construction de l'histoire de façon directe et personnelle, est reconnue comme étant "la discrimination" qui engendre ensuite toutes les autres discriminations grandes ou petites, évidentes ou cachées qui constituent la réalité de la vie de toutes les femmes dans une plus ou moins large mesure, indépendamment de leur classe sociale, de leur degré d'instruction, de leurs conditions économiques.

La nouvelle valeur - valeur-guide centrale - qui est alors affirmée est celle qui traditionnellement a été appelée "parité" entre l'homme et la femme à laquelle correspond sous forme négative le refus de la position subalterne de la femme.

Parité qui avec les années prend au fur et à mesure une valence de plus en plus ample et globale.

Un fort mouvement associatif, la présence des femmes dans les partis et dans les syndicats et leur action, même si elle était rendue difficile par les résistances culturelles masculines, ont fait en sorte que les valeurs qui inspiraient de nombreuses interventions législatives et de nombreux choix dans le domaine du travail, de la sécurité sociale et de la famille fussent, selon des modalités différentes, en harmonie avec l'évolution de la sensibilité sociale, des réponses partielles à un problème central, de plus en plus clairement perçu non seulement par les femmes mais aussi par la conscience générale.

Ce problème concerne l'exigence de dépasser une culture sexiste, discriminatoire à l'égard de la femme, aussi bien sur le plan théorique que dans la tangibilité de la vie quotidienne.

L'art. 3 de la Constitution italienne et les lois qui au fur et à mesure se sont succédées ont servi à affirmer en positif l'égalité entre la femme et l'homme, leur parité.



La considération qui sert de point de départ se rapporte au fait que beaucoup de préjugés vis-à-vis des femmes sont transmis, perpétués et mis en valeur par l'intermédiaire de la langue. La langue, en effet, est un élément important dans la construction sociale de la réalité: à travers elle, à travers ses symboles et ses filtres sont assimilées un grand nombre de ces règles sociales et de ces orientations qui sont à la base des choix qui inspirent la vie des personnes.

Les formes linguistiques porteuses d'idéologies et de préjugés anti-femme sont si profondément enracinées dans notre "*structure du sentir*" qu'elles sont difficilement reconnaissables.

Partant de ces observations, la Commission Nationale a promu une recherche qui s'est proposé de mettre en évidence les formes sexistes de la langue italienne <sup>(1)</sup>, c'est-à-dire

---

<sup>(1)</sup> Commission Nationale pour la Réalisation de la Parité entre l'homme et la femme. Alma Sabatini. Le sexisme dans la langue italienne. - Présidence du Conseil des Ministres - Direction Générale de l'Information et de l'Édition. Rome 1987.

les éléments linguistiques, au niveau grammatical et structurel, dissymétriques et discriminatoires par rapport aux femmes, relevés dans le langage des journaux et des revues. L'objectif en a été de stimuler une modification dans l'usage de la langue qui représente les femmes de façon plus proche de leur réalité, sans effacements, ni distorsions, ni réductions.

Il s'en est dégagé, à la lumière des résultats de la recherche, quelques lignes d'action adoptées par le Plan d'Action Nationale:

1) Constitution d'un Comité *ad hoc* de recherche et de promotion, fondé auprès de la Direction Générale de l'Information, de l'Édition et de la propriété littéraire, artistique et scientifique de la Présidence du Conseil des Ministres, qui ait la fonction de:

a) relever les formes linguistiques "sexistes", c'est-à-dire discriminatoires pour le sexe, en noter les persistance et les changements;

b) diffuser à travers la presse et la RAI-TV une information visant à stimuler la prise de conscience de l'importance sociale et politique du phénomène linguistique et de ses conséquences pratiques sur les comportements;

c) *conseiller* et *suggérer* des formes alternatives non sexistes à ceux qui opèrent dans les mass media et dans l'école, en poursuivant l'oeuvre commencée par l'Agence A.N.S.A. et par quelques quotidiens (p. ex. "Il Messaggero" de Rome).

2) Développement d'une action coordonnée des divers ministères compétents, par la publication de circulaires et d'actes d'orientation, dans le but d'éliminer des formes linguistiques discriminantes pour le sexe dans les actes publics, dans la rédaction des textes juridiques, des projets de loi, des règlements, des formulaires, des certificats d'état-civil (dans les certificats d'état-civil persiste, malgré la réforme du Droit de la famille, l'expression "Chef de famille") et autres, et dans tous les documents de l'Administration publique.

3) Réalisation d'une coordination au niveau international, particulièrement entre les pays de la C.E.E., pour la mise en oeuvre d'une politique linguistique commune antidiscriminatoire pour le sexe.

Le deuxième niveau concerne le problème de l'image de la femme dans les mass media.

Le problème a été affronté à travers une recherche sur le thème "Image femme".<sup>(2)</sup>

Cette recherche a examiné en particulier les modèles de femmes dominants dans les divers moyens de communication de masse soumis à l'analyse simultanément pendant une période déterminée. Il s'agissait d'un échantillon très ample qui a intéressé 20 journaux quotidiens, périodiques d'information et hebdomadaires féminins, journaux télévisés, programmes télévisés d'information culturelle et la publicité aussi bien sur le papier imprimé que sur les ondes de la radio et de la télévision.

L'hypothèse, confirmée par la recherche, était que les modèles de femmes proposés par les divers moyens de communications étaient indissociablement liés par une unique logique qui traduit des valeurs, des orientations, des choix différents entre eux, mais complémentaires.

---

<sup>(2)</sup> Commission Nationale pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme. Gioia Di Cristofaro Longo. Image Femme. Présidence du Conseil des Ministres, Direction Générale de l'Information et de l'Édition. Rome 1985.

Il ne fallait donc pas considérer comme fortuites, d'une part l'absence et en tout cas la sous-représentation de la femme dans les secteurs de la politique et de la culture, et de l'autre l'énorme présence des femmes dans la publicité et dans les revues définies - et ce n'est pas par hasard - féminines. Présences et absences sont en effet des formes complémentaires d'une réalité culturelle qui par les mass media, et surtout par eux, fortement marqués au masculin, continuent à reproposer - même si c'est sous une forme apparemment mise au goût du jour - des modèles de femmes stéréotypés et de toute façon représentent une zone de très forte résistance à l'accueil des nouvelles exigences, des nouvelles valeurs proposées par le sujet politique femme qui par leur portée ne touchent pas seulement les femmes, mais aussi la société toute entière.

Il en ressort donc trois formes de discriminations concernant :

a) la persistance de formes explicites et implicites, dans les moyens de communication de masse, de la culture qui alimente et véhicule des messages basés sur les stéréotypes sexuels masculins et féminins;

b) l'emploi du corps de la femme à des fins publicitaires souvent en usant de tons allusifs, obtenant comme résultat la conservation de l'image de la femme objet de vente et d'achat, de prise de possession, de jouissance;

c) l'absence d'espace suffisant pour l'information sur les thématiques qui intéressent les femmes directement et indirectement.

Sur la base de ces considérations se sont dégagées les lignes suivantes, adoptées par le Plan d'Action Nationale:

La législation italienne peut être considérée, du point de vue de la parité, une bonne législation. Le problème qui s'est manifesté de plus en plus clairement regarde l'application des lois dont la difficulté générale est à rattacher aux persistances d'une culture marquée au masculin et qui, en conséquence, incline à interpréter d'une manière réductive, partielle, déformante le dispositif législatif paritaire. Si ces démaillages existent au niveau institutionnel, ils sont d'autant plus éclatants au niveau des comportements courants.

La forte présence des femmes en Italie caractérisée de multiples façons à travers l'action de mouvements, d'associations, de partis, a cependant produit dans le même temps une nouvelle conscience largement enracinée et répandue parmi les femmes et, même si c'est aujourd'hui avec des niveaux de conflits plus ou moins accentués, également parmi les hommes.

Cette nouvelle conscience porte d'une part à dépasser les préjugés culturels sexistes, et de l'autre - aspect encore plus important - à affirmer une culture de la parité ou, comme peut-être aujourd'hui on peut la définir plus correctement, une culture de l'équivalence qui sauvegarde, en termes positifs, le problème de la différence sexuelle.

Pour l'État s'est posé et se pose donc l'objectif de traduire en réalités concrètes, des opinions et des orientations diffuses, en harmonie avec les directives que peu à peu l'on élabore aussi dans le domaine international.

La dimension culturelle du problème a été admise par la Commission pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme auprès de la Présidence du Conseil des Ministres qui s'est engagée à affronter cette thématique sous divers aspects.

Nous attardant ici sur cet aspect de la communication et des mass media, il faut signaler en particulier deux niveaux d'analyse, qui ont donné lieu à diverses propositions d'actions gouvernementales dont le premier se réfère au sexisme dans l'usage de la langue italienne.

1) Institution auprès du siège de la Direction Générale des informations, de l'édition et de la propriété littéraire, artistique et scientifique) d'un *Observatoire* ayant la tâche de relever les discriminations - qualitatives et quantitatives - opérées vis-à-vis des femmes par les moyens de communication de masse;

2) Préparation, dans le cadre de la programmation de la RAI, d'émissions spéciales et de rubriques consacrées à l'information des femmes sur les plus récentes acquisitions dans le domaine des lois et de la recherche, en ouvrant des espaces de communication à l'associationnisme et au mouvement des femmes;

3) Valorisation du niveau professionnel des femmes qui travaillent dans les moyens de communication sociale, en particulier à l'intérieur de la RAI;



4) Application à l'intérieur de la RAI d'un programme d'"Action Positive" pour rééquilibrer les présences masculines et féminines à l'intérieur de l'Organisme à tous les niveaux;

5) Promotion d'initiatives culturelles (séminaires, Semaine de l'information) qui impliquent la participation de tous les agents des communications (presse et RAI - TV) à une confrontation et à un approfondissement sur comment doit se présenter de façon positive une information qui ne reproduise pas de disparités culturelles;

6) Institution d'un concours avec prix pour un article, un film, un documentaire ou un reportage de radio ou de télévision qui transmette une image non stéréotypée de la femme;

7) Préparation, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'édition, de contributions en faveur des journaux publiés à des fins non lucratives;

8) Destination prioritaire de ces contributions en faveur de la presse des associations féminines et du mouvement des femmes et en faveur de la publicité des administrations d'État et des organismes publics;

9) Création auprès de la Direction Générale des Informations, de l'Édition et de la Propriété littéraire artistique et scientifique de concert avec la Commission nationale pour la réalisation de la parité entre l'homme et la femme auprès de la Présidence du Conseil des Ministres, d'une Agence de presse spécialisée pour l'information en faveur des femmes et sur les initiatives des femmes militant dans l'associationnisme, dans les partis et dans les syndicats.

10) Proposition d'un projet de loi spécial dans le but de:

a) empêcher:

- qu'il soit fait usage du corps de la femme pour la vente des marchandises, en reproposant une image de la femme-objet;

- que la femme soit représentée dans l'unique "rôle" de la ménagère;

- toute référence à une infériorité supposée sur le plan psychique, physique et intellectuel des femmes;

b) prévoir:

- des primes d'encouragement en faveur d'une publicité au sein des entreprises, qui promeuve la culture de l'égalité des chances.

## Article 6

### Répression du trafic et de l'exploitation de la prostitution

*Art. 6. - Les États parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour supprimer, sous toutes leurs formes, le trafic des femmes et l'exploitation de la prostitution des femmes.*

Avec la loi n° 75 du 20-2-1958 a été aboli le régime de réglementation de la prostitution, activité qui était interdite, à l'exception de celle qui s'exerçait dans les dites "maisons de tolérance".

Cette loi porteuse de profondes valeurs innovatrices pour les mœurs de l'époque, était inspirée aussi par la nécessité d'adapter la législation italienne à la Convention O.N.U de 1950, adoptée plus tard par notre Système Juridique en 1966.

La motivation de fond de la nouvelle réglementation, était caractérisée par l'idée d'empêcher et de punir, en prévoyant des sanctions pénales très dures, toute forme

d'exploitation, de traite et d'organisation de la prostitution.

Le propriétaire, le gérant, l'administrateur ou le loueur d'une maison de prostitution est puni de deux à six ans de réclusion ou d'une amende allant de cinq cent mille à vingt millions de liras.

A la même peine est soumis le propriétaire ou le gérant d'un local public, sujet à autorisation, qui tolère à l'intérieur dudit local la présence de personnes s'adonnant à la prostitution.

Ceci est une forme atypique de connivence en faveur de la prostitution, dans la mesure où elle présuppose le comportement omissif du responsable. Dans de telles hypothèses, la tolérance doit être habituelle, car un épisode isolé qui ne se vérifierait que sporadiquement n'est pas incriminable.

Est également puni, avec la même rigueur, celui qui recrute, aide, exploite une personne pratiquant la prostitution, ou qui la pousse à exercer cette activité, ou qui induit une personne à se rendre dans le territoire d'un autre État ou en facilite le départ à cette même fin.

Le phénomène de la "traite" se concrétise par la participation à l'activité d'organisations qui se consacrent au recrutement de la prostitution.

L'exercice de la prostitution est puni quand il se concrétise dans une invitation au libertinage effectuée d'une manière scandaleuse ou fastidieuse: la loi prévoit jusqu'à 8 jours d'arrestation et une modeste peine pécuniaire.

L'action répressive se concrétise, donc, dans la dénonciation des cas pénalement importants auxquels fait suite l'éventuelle décision d'infliger la sanction pénale de la part de l'Autorité Judiciaire compétente.

Sur le plan préventif, en revanche, à ceux qui pour leur comportement sont considérés occupés à favoriser ou à exploiter la prostitution ou la traite des femmes, les organes de police appliquent les mesures administratives établies par la loi n° 1423 du 27-12-1956 telles que la sommation à changer de mode de vie, accompagnée en même temps de la suspension du permis de conduire (la voiture constituant un instrument souvent utile pour réaliser les modalités du comportement incriminé), le rapatriement avec la feuille de route obligatoire dans la commune de résidence, la

soumission à la mesure de sécurité de la surveillance spéciale.

Au niveau opératif, l'action des forces de police visant à poursuivre de tels comportements delictueux au moyen d'actions dissuasives, effectuées par un personnel pourvu d'une préparation spécifique, avec de fréquents contrôles dans les établissements et les lieux publics, dans les salles de bal, dans les gares ferroviaires et, en général, dans tous les endroits qui se prêtent à devenir un lieu de rencontre habituel pour la prostitution.

A partir de l'examen des références numériques on a l'impression que l'action répressive institutionnelle, menée par la police judiciaire et par la magistrature, a permis de contenir le phénomène dans des limites modestes. En effet, le nombre des délits et des personnes dénoncées, pour autant qu'il puisse être non homogène entre les deux secteurs, car il est obtenu avec des paramètres différents, est toutefois caractérisé par une tendance univoque à la diminution, et de même le nombre des condamnés est en régression sensible et évidente au cours des trois années 1983-87, ainsi que le nombre des mineurs impliqués dans cette typologie criminelle.

Avec la loi n. 75/58, en outre, il a été explicitement imposé aux Autorités de police, aux autorités sanitaires et à toute autre autorité administrative, quelle qu'elle soit, l'obligation de ne procéder sous aucune forme, directe ou indirecte, à l'enregistrement des personnes qui exercent la prostitution, que n'est plus considérée, en elle-même, un délit.

## Article 7

### Participation à la vie publique et politique

#### DEUXIEME PARTIE

*Art. 7. - Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays et, en particulier, leur assurent, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit:*

*a) De voter à toutes les élections et dans tous les référendums publics et être éligibles à tous les organismes publiquement élus;*

*b) De prendre part à l'élaboration de la politique de l'État et à son exécution, occuper des emplois publics et exercer toutes les fonctions publiques à tous les échelons du gouvernement;*

*c) De participer aux organisations et associations non gouvernementales s'occupant de la vie publique et politique du pays.*



L'extension du droit de vote aux femmes advint par le décret du Lieutenant Général du Royaume n° 23, du 1<sup>er</sup> février 1945.

Le titre IV de la Constitution italienne (entrée en vigueur en 1948) établit aussi le principe de la parité des deux sexes pour l'accès aux charges électives et aux fonctions publiques (art. 51).

#### 7. 1 *Électorat actif et passif*

Le principe constitutionnel de la parité entre les hommes et les femmes pour le droit de voter et d'être élus, a eu une pleine et complète application, dès le moment de l'entrée en vigueur de la Constitution. Toutefois, bien que le nombre des électrices soit supérieur à celui des électeurs, on a toujours constaté une nette minorité de femmes candidates et élues, même si se manifeste une tendance à l'augmentation.

Par exemple, aux élections nationales de 1976 pour la Chambre des Députés, sur un total de 37.683.956 électeurs, le nombre des femmes a été de 19.532.854, équivalant à 51 %, et pour le Sénat de la République, sur 32.596.444 il a été de 17.025.616, équivalant à 52,3 %.

Toutefois les femmes candidates au Parlement, quoique en augmentation par rapport aux élections précédentes, furent encore très peu: pour la Chambre elles passèrent de 772 à 871 et pour le Sénat de 72 à 102, tandis que les élues furent respectivement 54 à la Chambre et 11 au Sénat.

Lors de la dernière session électorale, de juin 1987, on a pu noter un accroissement significatif des femmes candidates qui sont arrivées pour la Chambre des Députés à un pourcentage de 16,2 % (1.402 femmes sur 8.628 candidats admis); pour le Sénat de la République à un pourcentage de 7,7 % (176 sur 2.279). Par contre, on n'a pas enregistré de succès correspondants dans la mesure où les femmes élues ont été respectivement 71 à la Chambre et 20 au Sénat.

Cependant la présence des femmes dans les assemblées électives, Chambre et Sénat, a eu une croissance qui les a vues plus que doublées en 39 ans. En 1948 elles étaient 4,7 % sur le total des élus, actuellement elles sont 10,6 %. L'indice moyen annuel de croissance a été de 2,21 %. Un résultat très positif si l'on tient compte du fait que les femmes étaient désavantagées au départ. Mais si l'on considère le fait qu'elles sont la majorité de la population,

plus de 50 %, une représentation guère supérieure à 10 % au Parlement italien n'est pas encore adéquate.

Comme on l'a vu, un grand pas en avant a été fait en 1987 quand les élues ont augmenté globalement de 35 en valeur absolue avec un accroissement de 53 % qui devrait être distribué plus équitablement entre les forces politiques.

La présence des femmes au Sénat semble être plus difficile, 1,4 % du total en 1948 avec 4 sénatrices, jusqu'à une seule même en 1953, soit 0,4 % du total, 10 en 1968, 3,1 %, puis 16 en 1983, 5 %, et 21 en 1987, 6,5 %.

La présence féminine au Sénat a des variations par certains côtés différentes par rapport à celles de la Chambre, et généralement plus négatives pour les femmes.

Les élections administratives présentent un trend analogue: actuellement résultent en charge 9.895 administrateurs communaux femmes sur un total de 150.381 (environ 5 %), 73 administrateurs régionaux femmes sur un total de 1.057 (environ 7%) et 167 administrateurs provinciaux femmes sur un total de 2.826 (environ 6%).

Alors que dans le monde du travail et de la vie sociale les femmes vont consolidant de plus en plus leur présence, on ne relève pas de tendance correspondante pour ce qui concerne les partis, les syndicats et les espaces décisionnels: c'est-à-dire les institutions, les structures et les organismes de pouvoir.

D'autre part nous devons constater un majeur absentéisme même pour le vote, qui est le premier instrument fondamental de participation et de présence.

Il résulte donc qu'un rapport organique, non fragmentaire ni occasionnel entre les femmes et la politique est encore inconsistent.

Le chemin de la "présence" des femmes semble s'arrêter et s'effacer, en grande partie, en face de la réalité institutionnelle et politique, contredisant les rapports plus continus que la femme réussit à établir avec la société civile.

La raison fondamentale de la faible présence des femmes dans les institutions publiques, si faible au point d'apparaître souvent seulement symbolique, est d'ordinaire identifiée généralement dans la majeure désaffection des

femmes elles-mêmes pour la politique active et pour le fonctionnement des institutions, restant toutefois bien entendu que la nouvelle conscience que la femme a de soi, aujourd'hui, lui permet d'affronter avec plus de lucidité que par le passé les grands problèmes de la vie des femmes mêmes, du Pays, et donc de tous les citoyens, de l'Europe et du monde.

En effet, la longue action militante dans le domaine social de la part des femmes, dans le contexte de la construction de l'état démocratique, a désormais créé les conditions nécessaires de base, de connaissance et de pratique, pour ce qui est de leur participation.

De récentes enquêtes ont révélé que, pour les femmes, le rapport avec le monde de la politique constitue, à la fois, un noeud de dialectique qui ne peut être ni évité ni éludé, et la plate-forme sur laquelle doit être implantée la réforme de la société. On peut noter, en effet, la nette apparition d'une conscience collective qui trouve ses points de force dans une compétence professionnelle qualifiée, conscience collective qui pousse les femmes dans des espaces de responsabilité de plus en plus vastes où sont identifiés et rassemblés les besoins réels concrets non seulement de la femme, mais de tous, hommes et femmes, des familles, de la

société dans son ensemble, en un mot de leur propre Pays démocratique.

Pour ce qui est des mesures visant à promouvoir une culture effective de la présence des femmes, il semble que l'on puisse dire que la principale stratégie en est assurément la promotion et la formation de plus en plus réfléchie d'une "conscience collective" des femmes. On peut reconnaître en cela l'oeuvre des associations féminines qui opèrent dans un domaine prépolitique qui constitue en définitive le "politique" au sens étymologique, donc au sens propre, comme un moment de liaison et de médiation, en tant que formations sociales intermédiaires, entre le tissu social de base et les institutions publiques.

Toutefois les mesures pour promouvoir une nouvelle culture de la présence des femmes dans les institutions, doivent être reconnues aussi dans un changement: celui de la façon de faire de la politique à l'intérieur des forces politiques elles-mêmes, de la façon de gérer les institutions aussi bien que de la façon d'en organiser le fonctionnement. Cela afin de réaliser une démocratie achevée dont la condition nécessaire réside dans le fait de donner un espace effectif à tous les sujets présents dans la société.

Il s'agit donc d'une problématique culturelle, non seulement technico-quantitative, mais principalement de valeurs, de "vision du monde", de projet de société paritaire qui peut trouver une convergence effective de forces pour sa réalisation dans la mesure où l'on partage la conviction de la nécessité de l'apport direct spécifique des femmes au développement non seulement de leur propre Pays, mais aussi de la communauté humaine toute entière.

Toutefois, on ne peut pas ne pas mettre en évidence comment, grâce aussi à la présence d'un fort mouvement féminin à l'intérieur des partis politiques et des syndicats, le phénomène de la participation des femmes à la vie politique du pays trace une ligne de développement de signe positif.

Ci-joint les tableaux 1-7, qui résument les données statistiques sur la participation des femmes à la vie politique.

TABLEAU I

CHAMBRE DES DÉPUTÉS: ÉLUS PENDANT LES DIX LÉGISLATURES, DIVISÉS PAR SEXE  
(valeurs absolues et pourcentages par sexe)

LÉGISLATURE ANNÉE	I 1948	II 1953	III 1958	IV 1963	V 1968	VI 1972	VII 1976	VIII 1979	IX 1983	X 1987	TOTAL
Total des Élus	574	590	596	630	630	630	630	630	630	630	6.170
Élus hommes											
<i>n</i>	535	557	574	601	613	606	577	577	580	303	5.523
%	93,2	94,4	96,3	95,4	97,3	96,2	91,6	91,6	92,1	48,1	89,5
Élues femmes											
<i>n</i>	39	33	22	29	17	24	53	53	50	80	400
%	6,8	5,6	3,7	4,6	2,7	3,8	8,4	8,4	7,9	12,7	6,5



**TABIEAU II**

**SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE: ÉLUS PENDANT LES DIX LÉGISLATURES, DIVISÉS PAR SEXE**  
(valeurs absolues et pourcentages par sexe)

LÉGISLATURE ANNÉE	I 1948	II 1953	III 1958	IV 1963	V 1968	VI 1972	VII 1976	VIII 1979	IX 1983	X 1987	TOTAL
Total des Élus	342	243	249	321	322	322	322	322	323	324	3.090
Élus hommes											
<i>n</i>	338	242	246	315	312	317	311	311	307	303	3.002
%	98,8	99,6	98,8	98,1	96,9	98,4	96,6	96,6	95,0	93,5	97,2
Élues femmes											
<i>n</i>	4	1	3	6	10	5	11	11	16	21	88
%	1,2	1,4	1,2	1,9	3,1	1,6	3,4	3,4	5,0	6,5	2,8

TABLEAU III

ÉLECTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU 14/6/1987  
Candidates admises

PRINCIPAUX PARTIS OU GROUPES POLITIQUES	TOTAL DES CANDIDATS	FEMMES	% SUR LE TOTAL
D.C.	626	77	12,3
P.C.I.	629	183	29,1
P.S.I.	629	71	11,3
M.S.I. - D.N.	628	37	5,9
P.R.I.	629	63	10,0
P.S.D.I.	628	37	5,9
P.L.I.	629	53	8,2
P. Rad.	628	179	28,5
Autres Partis	3.518	701	327,8
ADMIS	8.628	1.401	16,2

TABLEAU IV

ÉLECTION DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE DU 14/6/1987  
Candidates admises

PRINCIPAUX PARTIS OU GROUPES POLITIQUES	TOTAL DES CANDIDATS	FEMMES	% SUR LE TOTAL
D.C.	225	9	4,0
P.C.I.	216	21	9,7
P.S.I.	164	10	6,1
M.S.I. - D.N.	226	6	2,7
P.R.I.	209	7	3,3
P.S.D.I.	161	4	2,5
P.L.I.	204	8	3,9
Dem. Prol.	185	28	15,1
P. Rad.	106	21	19,8
Autres Partis	428	62	109,3
ADMIS	2.279	176	7,7

TABLEAU V  
ADMINISTRATEURS COMMUNAUX PAR SEXE,  
REPARTITION GEOGRAPHIQUE  
ET CHARGE POLITIQUE

COMMUNES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
COMMUNES	151.292	141.518	9.774
% Communes	100,00	93,54	6,46
dont:			
MAIRE			202
PREMIER ADJOINT			131
ADJOINT			2.078
CONSEILLER			7.359
NORD	81.714	75.165	6.549
% Nord	100,00	91,99	8,01
dont:			
MAIRE			144
PREMIER ADJOINT			85
ADJOINT			1.408
CONSEILLER			4.912
CENTRE	19.963	18.603	1.360
% Centre	100,00	93,19	6,81
dont:			
MAIRE			24
PREMIER ADJOINT			12
ADJOINT			286
CONSEILLER			1.038
MIDI	49.615	47.750	1.865
% Midi	100,00	96,24	3,76
dont:			
MAIRE			30
PREMIER ADJOINT			32
ADJOINT			387
CONSEILLER			1.412

**TABLERAU VI**  
**ADMINISTRATEURS PROVINCIAUX PAR SEXE,**  
**REPARTITION GEOGRAPHIQUE**  
**ET CHARGE POLITIQUE**

PROVINCES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
PROVINCES	2.851	2.697	154
% Provinces	100,00	94,60	5,40
dont:			
Président de la COMMISSION	95	94	1
Président du CONSEIL	95	94	1
ADJOINT			29
CONSEILLER			148
NORD			79
% Nord			
dont:			
Président de la COMMISSION			1
Président du CONSEIL			1
ADJOINT			14
CONSEILLER			63
CENTRE			45
% Centre			
dont:			
Président de la COMMISSION			-
Président du CONSEIL			-
ADJOINT			8
CONSEILLER			37
MIDI			30
% Midi			
dont:			
Président de la COMMISSION			-
Président du CONSEIL			-
ADJOINT			7
CONSEILLER			23

**TABEAU VII**  
**ADMINISTRATEURS RÉGIONAUX PAR SEXE,**  
**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE**  
**ET CHARGE POLITIQUE**

RÉGIONS	TOTAL	HOMMES	FEMMES
<b>TOTAL</b>	<b>1.058</b>	<b>986</b>	<b>72</b>
<b>% Total</b>	<b>100,00</b>	<b>93,19</b>	<b>6,81</b>
dont:			
Vice-Prés. de la COMMISSION			1
Vice-Prés. du CONSEIL			1
Secrétaire du CONSEIL			9
ADJOINT			7
CONSEILLER			54
<b>NORD</b>	<b>456</b>	<b>416</b>	<b>40</b>
<b>% Nord</b>	<b>100,00</b>	<b>91,23</b>	<b>8,77</b>
dont:			
Vice-Prés. de la COMMISSION			1
Vice-Prés. du CONSEIL			1
Secrétaire du CONSEIL			5
ADJOINT			4
CONSEILLER			29
<b>CENTRE</b>	<b>180</b>	<b>164</b>	<b>16</b>
<b>% Centre</b>	<b>100,00</b>	<b>91,11</b>	<b>8,89</b>
dont:			
Vice-Prés. de la COMMISSION			-
Vice-Prés. du CONSEIL			-
Secrétaire du CONSEIL			2
ADJOINT			-
CONSEILLER			14
<b>MIDI</b>	<b>422</b>	<b>406</b>	<b>16</b>
<b>% Midi</b>	<b>100,00</b>	<b>96,21</b>	<b>3,79</b>
dont:			
Vice-Prés. de la COMMISSION			-
Vice-Prés. du CONSEIL			-
Secrétaire du CONSEIL			2
ADJOINT			3
CONSEILLER			11

## **7. 2 *Emploi dans les administrations publiques***

Dans sa sentence n° 33 du 18 mai 1960, la Cour Constitutionnelle déclara - en conformité avec l'art. 51, al. 1, de la Constitution, "Tous les citoyens de l'un et l'autre sexe peuvent accéder aux fonctions publiques et aux charges électives dans des conditions d'égalité, selon les critères établis par la loi" - l'illégitimité de la disposition normative qui excluait de façon générale les femmes de l'accès aux emplois publics impliquant des pouvoirs juridictionnels, ou l'exercice de droits ou de pouvoirs publics, ou ayant trait à la défense de l'État, (art. 7, Loi n° 1176 du 17-7-19).

Sur la base du principe approuvé par la Cour Constitutionnelle, et confirmé par de nombreuses autres décisions de cette même Cour et du Conseil d'État, la loi n° 66 du 9 février 1963, établit que la femme "peut accéder à toutes les charges et catégories, sans limitations de fonctions ni de développement de la carrière, dans le respect des critères établis par la loi", supprimant ainsi l'un des obstacles qui s'interposaient à la réalisation effective de la parité sanctionnée par la Constitution.

Sur la base des nouveaux principes l'accès des femmes a été possible même dans des carrières traditionnellement "masculines" comme par exemple la police.

En effet, la récente loi n° 121 de 1981 sur l'organisation de la Police, prévoit à l'art. 25, que la Police d'État doit accomplir ses services institutionnels avec un personnel masculin et féminin en appliquant la parité pour les grades, les fonctions, le traitement économique et la progression dans la carrière.

La présence du personnel féminin dans les cadres de la Police d'État est actuellement de 1.377 unités, pour ce qui est du corps des agents et des assistants. Cette consistance numérique représente 2,27 % de la force effective dudit corps qui, à la fin de 1987, comprenait 60.502 unités. Quant aux cadres professionnels sanitaires de la Police d'État il résulte que 15 femmes sur un total de 125 médecins en font partie, soit une présence relative équivalant à 12 % du total. Mais ce pourcentage est très largement dépassé par celui des femmes intégrées dans le corps des inspecteurs et des fonctionnaires de la Police d'État.

A cet égard - bien que soit encore généralement exacte la thèse de la faible présence qualitative des femmes en



comparaison de leur forte présence numérique, surtout dans la fonction publique, dans les derniers concours ouverts par le Ministère de l'Intérieur pour la carrière de dirigeant et aussi pour le secteur de la Police - on observe que le nombre des femmes reçues aux concours a été nettement majoritaire par rapport à celui des hommes (ci-joint les tableaux 8 et 9, avec les données les plus significatives sur la participation des femmes aux carrières du Ministère de l'Intérieur et de la Police d'État).

Les premières titularisations de femmes magistrats remontent au Décret Ministériel du 5 avril 1965: depuis lors jusqu'à aujourd'hui, sur un effectif global du personnel de la magistrature de 7.353 unités inscrites au tableau de l'Ordre (dont 7.009 en service), les femmes ont atteint une présence de 1.243 unités; les contingents les plus élevés appartiennent, évidemment, aux qualifications initiales, en raison non seulement de la période nécessaire pour gravir tous les échelons de la carrière, mais aussi, en particulier, du fait que la participation féminine au concours pour auditeur judiciaire a graduellement augmenté dans le temps, jusqu'à atteindre, dernièrement, le pourcentage de 50% environ (cf. tableau 9 ci-joint).

Dans le cadre des divers offices judiciaires, la Cour d'Assises et la Cour d'Assises d'Appel jugent, respectivement en première et en seconde instance, des délits de gravité majeure et elles se caractérisent, quant à leur composition, par la présence à côté de deux magistrats en robe (dont un avec fonctions de président) de six juges populaires, lesquels constituent un collège unique à tous les effets.

A ce propos, si la loi n° 287 du 10 avril 1951, concernant la "Réorganisation des procès d'Assises", prévoyait que des six juges populaires "au moins trois" devaient être des hommes, c'est-à-dire la majorité (entre autres, à l'époque, l'accès des femmes à la magistrature professionnelle n'était pas encore consenti), avec le D. L. n° 31 du 14 février 1978 (loi de conversion n° 74 du 24 mars 1978) cette discrimination a été éliminée grâce à l'introduction de la disposition qui établit que les Cours d'Assises sont composées, non seulement des représentants de la magistrature en robe, mais aussi "de six juges populaires".

Le tableau n° 9 reporte les données relatives à la présence des femmes dans la Magistrature.

TABLEAU VIII  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ADMINISTRATION CIVILE  
DISTRIBUTION DU PERSONNEL PAR ÉCHELONS D'ÂGE  
SITUATION GÉNÉRALE

A N S	C A R R I E R E S					
	DIRIGEANTS			CADRES		
	UNITÉS		%	UNITÉS		%
	HOMMES	FEMMES		HOMMES	FEMMES	
DE 15 A 20						
DE 21 A 25					1	0,1
DE 26 A 30				115	119	20,6
DE 31 A 35				182	224	35,8
DE 36 A 40	41	5	4,9	137	91	20,1
DE 41 A 45	101	22	13,0	50	56	9,3
DE 46 A 50	173	37	22,3	57	24	7,1
DE 51 A 55	137	15	16,1	28	9	3,3
DE 56 A 60	215	8	23,6	18	2	1,8
DE 61 A 65	183	6	20,0	18	2	1,8
DE 66 A 70						
DE 71 A 75						
DE 76 A 99					1	0,1
	850	93	100	605	529	100
TOTAUX	943			1.134		

TABLEAU IX

SITUATION DU PERSONNEL DE LA MAGISTRATURE  
A LA DATE DU 5/2/1988

F O N C T I O N	EFFECTIF		EN SERVICE DANS LES BUREAUX JUDICIAIRES		HORS CADRES AUTRES ADMINISTRATIONS		MINISTERE ET C.S.M.	
				DONT FEMMES		DONT FEMMES		DONT FEMMES
PREMIER PRÉSIDENT DE COURS DE CASSATION	1		1					
PROCUREUR GÉNÉRAL DE COURS DE CASSATION ET ASSIMILÉ (ex 2 <sup>e</sup> degré)	3		3					
MAGISTRAT DE CASSATION AVEC BUREAU DE DIR.SUP. DÉCLARÉ APTE AUX FONCT. DIRECT. SUP. (ex 3 <sup>e</sup> degré)	104		1.522		32		38	
MAGISTRAT DE CASSATION	517		1.212	27	20		33	1
MAGISTRAT DE COUR D'APPEL	6.378		1.281	142	9		33	3
MAGISTRAT DE TRIBUNAL			1.891	594	19	4	59	20
AUDITEURS JUDICIAIRES	350	avec fonctions	779	326	1	-	-	-
		sans fonctions	320	154	-	-	-	-
TOTAL	7.353		7.009	1.243	81	4	163	24

## Article 8

### Participation des femmes à la représentation internationale de l'État

*Art. 8. - Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que les femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes et sans aucune discrimination, aient la possibilité de représenter leur gouvernement à l'échelon international et de participer aux travaux des organisations internationales.*

Le principe exprimé par l'Art. 8 trouve sa pleine application pour ce qui concerne la représentation internationale du Gouvernement italien et la participation aux travaux des organisations internationales; et il n'existe pas d'exceptions audit principe, au niveau législatif ou réglementaire.

En particulier, pour ce qui concerne la carrière diplomatique, les fonctionnaires de sexe féminin sont actuellement 50, dont 1 Ministre Plénipotentiaire de II<sup>e</sup> classe, 5 Conseillers d'Ambassade, 25 Conseillers de

Légation, 4 Premiers Secrétaires de Légation, 13 Secrétaires de Légation et 2 Volontaires Diplomatiques, sur un total de 836 présences.

Pour les Organisations internationales on a pris en considération les effectifs des Nations Unies, de l'U.N.E.S.C.O., de l'O.C.S.E. et de la F.A.O., dans la mesure où ils sont davantage représentatifs et pour lesquels on dispose d'éléments mis à jour de plus fraîche date. En particulier, auprès des Nations Unies il y a 47 fonctionnaires italiens, avec des grades allant de D2 à P1, dont 11 femmes (respectivement 1 P5, 3 P4, 6 P3 et 1 P2); auprès de l'O.C.S.E. figurent 5 femmes parmi les 24 fonctionnaires italiens présents avec des grades allant de A7 à A1 (3 A4 et 2 A3), tandis qu'auprès de la F.A.O., sur 156 italiens avec des grades de D2 à P1, 29 sont des femmes (1 D1, 1 P5, 3 P4, 10 P3, 14 P2).

Pour ce qui a trait spécifiquement à la participation aux activités des organisations internationales opérant dans le domaine de la politique sociale, rappelons le respect de la part italienne des dispositions contenues dans l'art. 3 de la Constitution de l'O.I.T. ainsi que de celles contenues dans la résolution relative à la parité de possibilités et de traitement pour les travailleuses (adoptée au cours de la

60<sup>e</sup> session de la Conférence Internationale du Travail (Genève, juin 1975).

La participation plus intense des femmes dans les délégations désignées à l'occasion de nombreuses échéances au sein de l'O.I.T. constitue, du reste, la confirmation de la présence parallèle, plus forte et plus qualifiée des travailleuses aussi bien dans les organisations syndicales que dans les structures administratives.

En outre, l'Italie a participé et participe par l'intermédiaire de quelques expertes - femmes - à des conférences internationales au sein de l'O.N.U. (sur les femmes, sur les mineurs, sur les handicapés), auprès de l'U.N.E.S.C.O., du CONSEIL DE L'EUROPE et de la C.E.E..

Le représentant italien au Conseil Exécutif de l'U.N.E.S.C.O. est une femme, c'est la députée Tina Anselmi qui fait partie de la Commission de l'O.N.U. sur le Statut de la Femme.

## Article 9

### Problèmes relatifs à la nationalité

Art. 9. -

1. Les États parties accordent aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité. Ils garantissent en particulier que ni le mariage avec un étranger, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne change automatiquement la nationalité de la femme, ni ne la rend apatride, ni ne l'oblige à prendre la nationalité de son mari.

2. Les États parties accordent à la femme des droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants.

9. 1. Pour ce qui concerne le principe sanctionné par le § 1 de l'Art. 9, qui fait obligation aux États d'assurer aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en matière de nationalité, il faut rappeler qu'en vertu de la loi n° 555 du



13 juin 1912, l'italienne qui épousait un citoyen perdait sa nationalité si la loi du mari prévoyait l'acquisition de sa propre nationalité "jure matrimonii".

La loi n° 151 du 19 mai 1975, sur la réforme du droit de la famille, a abrogé cette réglementation en prévoyant la possibilité pour la femme, qui avait perdu sa nationalité par le mariage, de la recouvrer par une déclaration faite à l'autorité compétente, et elle a prévu à l'art. 143 <sup>ter</sup> du Code civil la conservation de la nationalité italienne sauf renonciation expresse de la part de la femme pour les mariages contractés postérieurement à l'entrée en vigueur de cette loi.

Par ailleurs restaient en vigueur les normes précédentes qui prévoyaient la transmission de la nationalité italienne à la femme étrangère qui épousait un italien.

Avec la loi n° 123 du 21 avril 1983, la différence de traitement a été abolie pour ce qui est de l'acquisition de la nationalité, et l'on a établi, en faisant référence au mariage, que le conjoint étranger ou apatride de citoyen italien peut acquérir la nationalité italienne, lorsqu'il réside depuis au moins six mois sur le territoire de la

République, ou bien trois ans après la date du mariage s'il n'y a pas eu dissolution, annulation ou cessation des effets civils et s'il n'existe pas de séparation légale.

Sur la base de cette réglementation, aujourd'hui, dans le système italien:

- a) le mariage avec un étranger n'a pas d'incidence automatique sur la nationalité de l'épouse;
- b) le changement de nationalité du mari durant le mariage n'implique pas automatiquement le changement de nationalité de la femme;
- c) l'éventuelle acquisition, de la part de la femme, d'une nationalité étrangère jure matrimonii ne comporte pas la perte de la nationalité italienne à moins qu'il n'y ait une renonciation expresse.

La sentence n° 71 du 26 février 1987, de la Cour Constitutionnelle, a déclaré par la suite l'illégitimité de l'art. 18 des Dispositions préliminaires sur la Loi qui prévoyait en général, en l'absence de loi nationale commune, que les rapports personnels entre conjoints étaient soumis à la loi nationale du mari au moment de la célébration du mariage.

9. 2. En matière de parité entre hommes et femmes à propos de la nationalité de leurs enfants, le système normatif italien a subi une évolution complexe.

Dans sa sentence n° 30 du 9 février 1983, la Cour Constitutionnelle a déclaré l'illégitimité constitutionnelle de l'art. 1, de la loi n° 555 du 13 juin 1912 qui ne prévoyait pas la transmission de la nationalité par la naissance jure sanguinis à l'enfant d'une mère citoyenne. Par la suite, l'art. 5 de la loi de 1983 précitée a disposé qu'est citoyen italien l'enfant mineur, même adoptif, de père citoyen ou de mère citoyenne et que, dans le cas de double nationalité, l'enfant devra opter pour une seule nationalité dans l'année suivant sa majorité. Cette norme s'applique aussi bien dans le cas des enfants légitimes que dans celui des enfants naturels reconnus.

La Cour Constitutionnelle par sa sentence du 10/12/87 a abrogé l'art. 20 des Dispositions sur la Loi générale pour la partie où, en cas de conflit de loi différente des parents, il donnait la préférence à la loi du père. L'art. 20 en effet établissait dans les rapports entre parents et enfants l'application de la loi de la mère seulement si celle-ci avait légitimé l'enfant ou si la maternité avait été constatée.

## Article 10

### Parité dans le domaine de l'éducation

*Art. 10 - Les États partie prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes afin de leur assurer des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation et, en particulier, pour assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme:*

*a) Les mêmes conditions d'orientation professionnelle, d'accès aux études et d'obtention de diplômes dans les établissements d'enseignement de toutes catégories, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, cette égalité devant être assurée dans l'enseignement préscolaire, général, technique, professionnel et technique supérieur, ainsi que dans tout autre moyen de formation professionnelle;*

*b) L'accès aux mêmes programmes, aux mêmes examens, à un personnel enseignant possédant les qualifications de même*

ordre, à des locaux scolaires et à un équipement de même qualité;

c) L'élimination de toute conception stéréotypée des rôles de l'homme et de la femme à tous les niveaux et dans toutes les formes d'enseignement en encourageant l'éducation mixte et d'autres types d'éducation qui aideront à réaliser cet objectif et, en particulier, en révisant les livres et les programmes scolaires et en adaptant les méthodes pédagogiques;

d) Les mêmes possibilités en ce qui concerne l'octroi de bourses et autres subventions pour les études;

e) Les mêmes possibilités d'accès aux programmes d'éducation permanente, y compris aux programmes d'alphabétisation pour adultes et d'alphabétisation fonctionnelle, en vue notamment de réduire au plus tôt tout écart d'instruction existant entre les hommes et les femmes;

f) La réduction des taux d'abandon féminin des études et l'organisation de programmes pour les filles et les femmes qui ont quitté l'école prématurément;

*g) Les mêmes possibilités de participer activement aux sports et à l'éducation physique;*

*h) L'accès à des renseignements spécifiques d'ordre éducatif tendant à assurer la santé et le bien-être des familles, y compris l'information et des conseils relatifs à la planification de la famille.*

La condition culturelle de la femme en Italie doit être vue dans le cadre des processus de changement qui ont caractérisé la vie de la société italienne. Il n'est sans doute pas inopportun de rappeler qu'au moment de l'unité nationale, en 1861, trois femmes sur quatre ne savaient ni lire ni écrire, et dans quelques régions méridionales plus de 90 % de la population féminine était pratiquement aveugle et muette par rapport à la parole écrite.

Le profond changement intervenu surtout pendant les 40 dernières années est en grande partie consécutif au vaste processus de scolarisation qui s'est développé pendant cette période.

Il faut considérer qu'en 1951 il y avait encore un fort pourcentage d'analphabétisme, surtout féminin: 1/3 du total de la population féminine était en effet analphabète par

rapport au 1/5 de la population masculine, tandis que seulement 5,94 % du total de la population était en possession d'un diplôme d'études secondaires du premier cycle, 3,25 % d'un diplôme du deuxième cycle et 1,01 % d'une licence.

L'élévation de la limite d'âge pour la scolarisation obligatoire pour tous jusqu'à 14 ans (1962) a constitué un tournant radical même pour la condition culturelle de la femme.

Il a assuré aux jeunes générations de femmes un niveau culturel de base non seulement plus élevé et diffusé, mais plus homogène par rapport à celui des hommes, et il a surtout mis en route le processus de pleine intégration de la femme aux niveaux moyens-hauts de l'instruction et des professions.

Au niveau de l'école secondaire, la population féminine passe de 613.130 élèves qui fréquentent en 1962 à 1.261.674 en 1986, faisant monter le taux de féminisation de 42,25 % à 47,73 %.

Toutefois il peut arriver - et cela vaut indifféremment pour les jeunes des deux sexes - que, pour des nécessités économiques familiales ou par ignorance, en quelques régions

d'Italie les jeunes soient retirés de l'école et envoyés précocement au travail; malgré les sanctions prévues par le système italien aussi bien pour le retrait de l'école avant l'achèvement de la période de fréquentation obligatoire, que pour l'envoi précoce au travail.

A ce sujet il faut relever, l'oeuvre très appréciable de l'État dans deux directions. D'une part, en effet, est imminente l'approbation du projet qui ajoutera deux ans supplémentaires à la période obligatoire de fréquentation scolaire, comprenant de cette façon les deux premières années du second cycle de l'actuelle école secondaire.

Et d'autre part le Ministère de l'Éducation Nationale a constitué (D.M. du 19 juillet 1988) un groupe de travail sur la "dispersion scolaire" pour intervenir, au niveau de la prévention et de la récupération, sur les abandons pendant l'école obligatoire. Cette action s'exerce, actuellement à travers la réalisation de projets complémentaires par zone qui implique l'intervention, aux côtés de l'école, des différentes institutions compétentes dans les zones où les phénomènes de l'abandon scolaire ou de la fréquentation irrégulière ont pris manifestement des proportions majeures, selon une analyse statistique effectuée précédemment.



Cette initiative, tout en s'adressant aussi bien aux garçons qu'aux filles, peut toutefois avoir une importance considérable pour ces dernières puisque, dans des situations de gêne socio-économique, ce sont justement les filles qui, souvent, sont retirées de l'école les premières.

A propos des écoles du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, on doit observer que, malgré les nombreuses tentatives visant à briser les schémas préconçus, persiste encore une double division sexiste: "verticale" et "horizontale". La division "verticale" comporte le fait que les filles sont envoyées au travail ou restent dans l'attente d'un travail avec une plus grande fréquence que les garçons après l'école obligatoire sans obtenir aucune formation ou spécialisation.

La division "horizontale" est attestée par le fait que, bien que les filles représentent 49,9 % des inscrits dans le deuxième cycle des écoles secondaires (année scolaire 85/86), certains types d'école présentent un taux de féminisation extrêmement élevé et presque constant au cours de ces dernières années, si on exclut le lycée scientifique qui a enregistré une graduelle augmentation de la présence féminine.

Le taux de féminisation le plus élevé est celui des écoles normales (92,9%), suivies par les lycées artistiques (69,3%); par les instituts d'art (66,0%), par les lycées classiques (62,6%) et par les lycées scientifiques (y compris les lycées linguistiques) (50,3%). Les filles sont présentes dans la mesure de 48,1 % dans les instituts professionnels et de 39,9 % dans les instituts techniques.

Quant aux fluctuations des diplômés du baccalauréat, le pourcentage féminin se situe aux environs de la moitié avec prédominance des diplômes délivrés par les instituts vers lesquels s'orientent les jeunes filles.

Pour ce qui concerne l'université, la présence des femmes a progressivement augmenté au cours de ces dernières années, atteignant pendant l'année académique 86/87 47,2 % et s'orientant essentiellement vers les disciplines que traditionnellement elles préfèrent, mais enregistrant également une augmentation dans d'autres matières que précédemment elles prenaient peu en considération.

C'est pourquoi le taux de féminisation au cours de l'année académique 86/87 se présente de la façon suivante: groupe littéraire 80,1 %, diplômes universitaires 51,7%, groupe scientifique 50,6 %, juridique 47,4 %, médical 41,0 %,

économique et politico-social 39,1 %, agricole 32,8 %, ingénierie 19,4 %.

Au cours de l'année 1988 le nombre des lauréats en Italie s'est élevé à 72.987. Le pourcentage des femmes sur ce total a été de 44,1 %, ainsi réparti: groupe scientifique 60,4 %, groupe médical 33,4 %, ingénierie 14,7 %, groupe agricole 21,2 %, groupe économique 29,5 %, groupe politique et social 39,1 %, groupe juridique 36,5 %, groupe littéraire 78,5 %, diplômes universitaires 51,4 %.

Pour ce qui concerne le personnel enseignant il n'y a, en Italie, aucune discrimination sexiste et le recrutement advient uniquement sur la base des titres et des qualifications adéquates possédées. A ce propos il faut noter que le projet de loi n° 322 du 6 août 1988, converti en la loi n° 426 du 6 octobre 1988, a supprimé dans l'école secondaire du premier cycle la différenciation des enseignants selon le sexe pour l'attribution des chaires d'éducation physique masculine et féminine.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1988, sur un total de 866.906 enseignants titulaires employés, les femmes étaient 622.907, c'est-à-dire 71,6 %.

Ce pourcentage, déjà élevé, croît toutefois encore davantage dans les écoles de degré inférieur telles que la maternelle (99,5 %) et les élémentaires (89,1 %) où il couvre la quasi totalité des postes, soit parce que les diplômes requis peuvent être obtenus en suivant une filière de durée plus brève, soit parce que, traditionnellement, il existe une tendance à voir une continuité et une affinité entre le rôle maternel et l'enseignement aux élèves les plus petits, soit, enfin, parce que la somme des deux motifs précédents rend ces chaires peu recherchées par les hommes dans la mesure où elles sont considérées de faible prestige social.

Il n'existe aucune différenciation entre les garçons et les filles pour ce qui est des programmes dans le cadre d'un même type d'école secondaire ou d'une même faculté universitaire.

La même chose vaut pour l'accès aux locaux scolaires et aux équipements qui est assuré, de la même façon, aux garçons et aux filles.

Dans presque toutes les écoles et - évidemment - dans les universités, l'éducation est mixte et les garçons et les filles ont les mêmes chances pour la concession de bourses d'études et pour les autres subventions.

De même, hommes et femmes peuvent accéder, dans des conditions d'égalité, aux programmes d'éducation permanente des adultes.

Dans le cadre de l'école sont fournies aux garçons et aux filles les mêmes informations sur la santé et sur le bien-être personnel et familial.

Quant aux sports, il n'existe aucune discrimination dans le cadre scolaire, mais il subsiste des discriminations résiduelles dans quelques secteurs de la compétition.

La situation italienne ne présente donc pas de discriminations sexistes dans l'éducation sur le plan normatif et institutionnel, tandis que persistent certaines discriminations, liées à la prédominance d'une mentalité traditionnelle, sur le plan de la réalité de fait.

Afin d'éliminer aussi ces ultimes discriminations, compte tenu de l'importance de l'école pour le développement social et culturel du pays, le 6 mars 1989 a été institué auprès du Ministère de l'Éducation Nationale un Comité pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. La tâche de ce Comité, composé de représentants du Ministère et des associations syndicales et professionnelles, est de

promouvoir des initiatives dans le cadre scolaire, également sous forme d'actions positives, visant à assurer une parité effective entre enseignants hommes et enseignantes femmes et entre étudiants et étudiantes.

On a déterminé les directions dans lesquelles l'action du Comité devra s'exercer pour atteindre ses propres objectifs: la révision des programmes d'enseignement et des livres de textes, dont devront être éliminés les stéréotypes sexistes; l'examen des politiques scolaires et des formes d'orientation à promouvoir pour éviter la concentration des étudiantes dans des zones déterminées, qui, en outre, sont celles les moins liées au développement scientifique et technologique de la société; la formation, initiale et un service permanent des enseignants qui, bien qu'étant pour la majeure partie des femmes, ont souvent transmis de façon critique un modèle masculin de culture.

Pour ce qui est des programmes, il faut cependant observer que les "Nouveaux programmes pour l'école élémentaire", en vigueur depuis 1986, indiquent déjà l'opportunité d'une considération positive des diversités de tout genre et, donc, même de celle relative au sexe.

En outre, un projet d'expérimentation dans le cadre de l'instruction professionnelle prévoit une modification

substantielle des programmes pour les assistantes de l'enfance, qui s'occupent des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge préscolaire et pour lesquelles, jusqu'à présent, a été plus lourd le conditionnement traditionnel qui conduisait à confondre les qualités requises que l'on exigeait d'elles avec celles typiques de la figure maternelle.

Pour ce qui concerne les problèmes relatifs aux initiatives à caractère éducatif, tendant à garantir la santé et le bien-être familial et à fournir des informations et des conseils sur la planification familiale, que la loi 405/1975 prévoit "dans le respect des convictions éthiques", le Ministère de la Santé a promu, au cours de ces dernières années, diverses initiatives à caractère national, dans le secteur de l'information et de l'éducation sanitaire, en accordant une attention particulière aux problèmes des femmes et de l'enfance.

Le programme appelé "Action Femme", a eu comme objectif toutes les initiatives à caractère aussi bien éducatif qu'opérationnel ayant trait à la tutelle de la maternité et de l'enfance et aux choix responsables et conscients en matière de procréation.

En particulier avec ce programme on a voulu identifier et réduire les facteurs de risque liés à la grossesse et à l'accouchement, favoriser l'amélioration des conditions de santé de la mère et réduire le taux de pathologie et de mortalité périnatale et infantile, promouvoir une vaste oeuvre de sensibilisation pour la diffusion des méthodes les plus appropriées pour la prévention et le diagnostic précoce des tumeurs de la sphère génitale féminine.

Ce même Ministère de la Santé a également promu le "Service d'informations sanitaires", en collaboration avec la S.I.P. qui fournit des informations par l'intermédiaire du téléphone, qui traitent, entre autres, de sujets concernant la santé de la femme (grossesse, infections, tumeurs féminines, cycles menstruels, stérilité) et de l'enfant (alimentation, santé, croissance, comportement).

Au cours de 1985, et des années suivantes, le Ministère de la Santé a mis à exécution le "Plan Enfance", qui a pour objectif principal de créer des conditions optimales, aussi bien du point de vue sanitaire que du point de vue socio-ambiant, afin que grossesse et naissance adviennent dans une atmosphère harmonieuse, et donc de présenter la grossesse comme un processus physiologique dans lequel est impliqué le noyau familial tout entier.



Il faut enfin mettre en évidence que, en plus de l'initiative précitée sur la "dispersion scolaire", le Ministère de l'Éducation Nationale est actuellement en train de réaliser de nombreux projets, structurés sur la condition des jeunes, (collaboration entre l'école et l'"extra école" dans la perspective d'un système formatif intégré; éducation à la santé, avec une attention particulière apportée à la prévention des toxico-dépendances; interventions en faveur de l'insertion des élèves étrangers; activité en matière d'éducation à l'environnement; "projet jeunes"). Dans tous les projets mentionnés, le problème de la parité entre les sexes occupe une position centrale et parmi les objectifs prioritaires à poursuivre il y a celui d'offrir, à travers l'école, une effective égalité de chances aux garçons et aux filles.

## Article 11

### Parité entre l'homme et la femme en matière de travail

#### Art. 11

1. Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine de l'emploi, afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les mêmes droits, et en particulier:

a) Le droit au travail en tant que droit inaliénable de tous les êtres humains;

b) Le droit aux mêmes possibilités d'emploi, y compris l'application des mêmes critères de sélection en matière d'emploi;

c) Le droit au libre choix de la profession et de l'emploi, le droit à la promotion, à la stabilité de l'emploi et à toutes les prestations et conditions de travail, le droit à la formation professionnelle et au

*recyclage, y compris l'apprentissage, le perfectionnement professionnel et la formation permanente;*

*d) Le droit à l'égalité de rémunération, y compris de prestation, à l'égalité de traitement pour un travail d'égale valeur aussi bien qu'à l'égalité de traitement en ce qui concerne l'évaluation de la qualité du travail;*

*e) Le droit à la sécurité sociale, notamment aux prestations de retraite, de chômage, de maladie, d'invalidité et de vieillesse ou pour toute autre perte de capacité de travail, ainsi que le droit à des congés payés;*

*f) Le droit à la protection de la santé et à la sécurité des conditions de travail, y compris la sauvegarde de la fonction de reproduction.*

*2. Afin de prévenir la discrimination à l'égard des femmes en raison de leur mariage ou de leur maternité et de garantir leur droit effectif au travail, les États parties s'engagent à prendre des mesures appropriées ayant pour objet:*

a) D'interdire, sous peine de sanctions, le licenciement pour cause de grossesse ou de congé de maternité et la discrimination dans les licenciements fondée sur le statut matrimonial;

b) D'instituer l'octroi de congés de maternité payés ou ouvrant droit à des prestations sociales comparables, avec la garantie du maintien de l'emploi antérieur, des droits d'ancienneté et des avantages sociaux;

c) D'encourager la fourniture des services sociaux d'appui nécessaires pour permettre aux parents de combiner les obligations familiales avec les responsabilités professionnelles et la participation à la vie publique, en particulier en favorisant l'établissement et le développement d'un réseau de garderies d'enfants;

d) D'assurer une protection spéciale aux femmes enceintes dont il est prouvé que le travail est nocif.

3. Les lois visant à protéger les femmes dans les domaines visés par le présent article seront revues périodiquement en fonction des connaissances scientifiques et techniques et seront révisées, abrogées ou étendues, selon les besoins.

Le cadre de référence constitutionnel relatif au droit au travail et au principe de l'égalité entre les travailleurs et les travailleuses est contenu dans:

- l'art. 4 "La République reconnaît à tous les citoyens le droit au travail et assure les conditions qui rendent ce droit effectif. (omissis)."

- l'art. 37 "La femme travailleuse a les mêmes droits et, à travail égal, la même rétribution qui revient aux travailleurs... (omissis)".

En application dudit art. 37 de la Constitution la loi - plusieurs fois citée - 903/77, "Parité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de travail", établit une réglementation articulée pour la réalisation de la parité dans l'accès au travail, la formation professionnelle, la rétribution, l'attribution des grades et des fonctions, la progression dans la carrière et la sécurité sociale. C'est pourquoi elle constitue, avec sa mise en oeuvre jurisprudentielle et administrative, la principale source de référence pour ce qui est des points spécifiques de l'article de la Convention que nous sommes en train d'examiner.

En outre, l'art. 15 de la loi n° 300, du 20 mai 1970, (appelée aussi "Statut des Travailleurs") visant à sauvegarder la liberté et la dignité du travailleur sur les lieux de son travail, compte les raisons de sexe au nombre des raisons pour lesquelles sont interdites les discriminations.

11. 1. a. *Droit au travail*

La reconnaissance du droit au travail, sanctionnée solennellement par la Constitution, a nécessité concrètement des mesures de garantie.

Comme on l'a rappelé dans la partie introductive, la première loi de tutelle des travailleuses-mères (Loi 860/1950) avait établi l'interdiction du licenciement des travailleuses du début de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 1 an révolu.

Cette interdiction a été rendue encore plus incisive par la loi de tutelle des travailleuses-mères actuellement en vigueur, qui prévoit aussi pour l'employeur, l'obligation de rétablir le rapport de travail, quand la travailleuse licenciée produit, dans les 90 jours, une documentation

appropriée attestant l'existence, à l'époque du licenciement, des conditions qui l'interdisaient.

La loi n° 7/1963 a interdit le licenciement de la travailleuse pour cause de mariage. Ladite loi établit une présomption absolue du licenciement pour cause de mariage, considérant comme tel tout licenciement intervenu entre la demande des publications du mariage jusqu'à un an après les noces. En outre, afin d'éviter des pressions indues de la part de l'employeur, la loi considère nulles les démissions de la travailleuse si elles ne sont pas confirmées personnellement par l'intéressée au Bureau du Travail.

En tout cas, en l'état actuel des choses, le droit au travail de la femme, au même titre que l'homme, peut être considéré comme acquis et il n'est plus un sujet de contestation. Cette conviction a pu prendre racine non seulement grâce au zèle et aux luttes des mouvements féminins, mais aussi grâce aux changements des conditions sociales et des mœurs. En particulier c'est une opinion courante que de considérer que le travail de la femme, dans l'immense majorité des cas, constitue une contribution essentielle pour le maintien d'un niveau de vie convenable et pour le progrès social de la famille.

Pour ce qui concerne d'autre part la condition de la femme chef d'une famille monoparentale, de plus en plus fréquente surtout à cause de l'augmentation des séparations et des divorces, ce qu'elle apporte par son travail constitue l'essentiel et, bien souvent, l'unique source de revenu pour la famille.

D'où l'actuelle politique qui vise principalement à supprimer les obstacles qui s'opposent encore à la parité réelle effective dans la réalisation du droit au travail: des obstacles et des difficultés en partie liés à des conditions subjectives des travailleuses, telles que l'accroissement du poids des responsabilités familiales, ou, dans quelques cas la formation professionnelle non adaptée à la demande du marché, mais bien souvent aussi connexes à des préjugés et à des situations culturelles et aux moeurs. Nous renvoyons à ce propos aux mesures de soutien en faveur de l'emploi féminin mises à exécution dans notre Pays et déjà rappelées en référence à l'art. 4.

**11. 1. b. Accès et sélections dans le domaine du travail.**

L'interdiction de discrimination, même par le truchement de mécanismes particuliers de sélection



professionnelle, est prévu par l'art. 1 de la loi 903/77 déjà citée plusieurs fois.

Cet article dit textuellement:

"Est interdite toute discrimination, quelle qu'elle soit, fondée sur le sexe pour ce qui concerne l'accès au travail, indépendamment des modalités d'engagement et quel que soit le secteur ou la branche d'activité, à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle.

La discrimination citée à l'alinéa précédent est interdite, même si elle est déjà mise à exécution:

1) à travers la référence à la situation matrimoniale, à la situation de famille, ou à l'état de grossesse;

2) d'une façon indirecte, à travers les mécanismes de présélection, ou bien par la presse ou par toute autre forme publicitaire qui indique comme condition professionnelle requise l'appartenance à l'un ou à l'autre sexe.

...omissis...

D'éventuelles dérogations aux dispositions qui précèdent ne sont admises que pour des attributions de travail particulièrement pesantes, déterminées par la négociation collective.

Ne constitue pas une discrimination le fait de conditionner à l'appartenance à un sexe déterminé l'engagement dans des activités de la mode, de l'art et du spectacle, quand cela est essentiel à la nature du travail ou de la prestation".

A titre de commentaire de l'article précité il convient avant tout de mettre en évidence le fait qu'avec son entrée en vigueur sont tombés automatiquement les interdictions et les barrages contre le travail des femmes dans des secteurs déterminés, des activités et des fonctions prévues par les lois précédentes pour des raisons de tutelle. Il s'agit entre autres du transport et du soulèvement des poids, des travaux dans les mines et dans les sous-terrains, des travaux dangereux, fatigants et insalubres dans des entreprises industrielles prévues par des tableaux spéciaux. Ces interdictions sont demeurées en vigueur seulement pour les femmes mineures, pour les femmes enceintes et en couches.

La négociation collective, à laquelle la loi confie le soin de déterminer les attributions particulièrement pénibles, a été particulièrement prudente lorsqu'elle a fait usage du pouvoir qui lui avait été conféré de déroger au principe de la parité pour l'accès au travail, en interdisant certaines activités et certaines fonctions. A ce jour, l'on ne trouve d'interdictions pour des attributions particulièrement pénibles que dans guère plus de deux ou trois conventions collectives nationales; dans un nombre égal de conventions au niveau régional et provincial et dans quelques dizaines d'accords d'entreprises.

Par ailleurs, l'on ne doit pas penser que les femmes se sont déversées en masse vers les professions exercées traditionnellement par les hommes. Au contraire, pour ces activités, on constate en général une offre de travail féminine plutôt rare.

Les travailleuses employées dans ces professions bien souvent se trouvent en possession d'une formation professionnelle spécifique (par exemple les femmes "expert minier" qui travaillent dans les mines).

L'application jurisprudentielle de la disposition particulière a fourni des éclaircissements importants.

On a traduit en justice divers avis de concours qui prévoyaient des mécanismes de sélection ou des conditions requises considérées comme discriminatoires aussi bien dans le secteur privé (surtout bancaire) que dans le secteur public. Entre autres, on a considéré comme discriminatoires des conditions requises regardant la taille des concurrents (concours des gardiens de la paix) ainsi que des mécanismes de sélection prévoyant entre autres les épreuves ergométriques (concours pour manoeuvre des Chemins de Fer de l'État).

Pour ce qui est de la discrimination en référence à l'état de grossesse il a été établi que la travailleuse embauchée par l'intermédiaire du bureau public de placement sur la base de listes spéciales, et la travailleuse qui a obtenu sa nomination dans le secteur public, également sur la base de listes de classement, ont droit à l'instauration du rapport de travail, même s'il advient pendant la période précédant ou suivant l'accouchement où est prévue par la loi l'interdiction d'affectation à un travail, restant bien entendu que la prestation demeure suspendue jusqu'au moment où l'interdiction vient à cesser.

En référence à l'art. 5 de la L. 903 qui établit l'interdiction du travail nocturne des femmes dans les

entreprises industrielles, mais qui consent que cette interdiction puisse être supprimée grâce à une négociation collective, la jurisprudence a établi que ne peut être accueillie par le bureau de placement la requête de l'employeur pour un personnel exclusivement masculin devant être affecté aussi à des services de nuit, dans la mesure où l'interdiction pour le personnel féminin peut être levée. La demande de personnel masculin n'est légitime que lorsqu'il s'agit d'activité à exercer uniquement la nuit.

Quant aux offres de travail par voie de presse faisant référence à l'un ou à l'autre type de personnel, souvent elles voulaient faire entendre qu'elles s'adressaient aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Les annonces s'y rapportant, si elles n'impliquent pas la responsabilité pénale du directeur du journal, impliquent celle des auteurs des annonces.

Pour compléter tout ce qui précède il convient de rappeler que la disposition en question est munie d'une sanction pénale consistant en une amende allant de 200.000 à 1.000.000 de liras, et qu'elle est assistée de la procédure d'urgence particulière (art. 15) dont on a amplement parlé à propos de l'art. 2 de la Convention examinée ici.

Rappelons d'autre part que dans le cadre des Commissions Régionales et Nationale pour l'emploi, qui ont des compétences en matière de préparation professionnelle, est incluse "la conseillère de parité" dont la tâche spécifique consiste à prendre toute initiative utile pour la réalisation de la parité pour ce qui est de l'accès au travail des travailleuses (cf. rapport sur l'art. 3).

Des tâches spécifiques en la matière sont également prévues par les décrets constitutifs des organismes spéciaux prévus dans le cadre de l'administration publique. Il s'agit du Comité National pour la mise en oeuvre des principes de parité institué auprès du Ministère du Travail par le Décret ministériel du 8 octobre 1982 et de la Commission Nationale analogue instituée auprès de la Présidence du Conseil par le Décret du Président du Conseil des Ministres du 12/6/1984.

Les deux organismes précités, dont on propose actuellement l'institutionnalisation législative, en outre, n'ont pas seulement collaboré à la définition d'hypothèses législatives relatives à la pleine réalisation de la parité, mais ils se sont posés en interlocuteurs pour des cas particuliers, en donnant des avis se référant à des circonstances concrètes.

Signalons enfin la récente institution de la Commission pour la Parité auprès de la Chambre des Députés.

Toutes ces initiatives se situent dans le cadre d'une politique globale, unitaire, dont les lignes essentielles ont été tracées dans le Plan d'action nationale élaboré par la Commission - déjà citée - siégeant auprès de la Présidence du Conseil, Plan qui souhaite la détermination et la mise en oeuvre d'interventions destinées à éliminer les discriminations résiduelles entre les sexes, à en supprimer les causes, à assurer des formes spécifiques de promotion des femmes.

11. 1. c) *Libre choix de la profession et de l'emploi*

L'article 4 de la Constitution, déjà cité, prévoit expressément que le droit/devoir au travail doit être entendu comme droit/devoir à l'exercice d'une activité "selon ses propres choix".

Du reste ce principe est confirmé plus loin - avec une portée plus générale - dans l'art. 25 qui établit qu'"aucune prestation personnelle ne peut être imposée si ce n'est selon la loi".

Il n'existe donc en Italie aucune forme de travail obligatoire. On peut ajouter que l'initiative personnelle est favorisée, sans discrimination de sexe. Tous les arts, toutes les professions et affaires sont accessibles aux femmes et aux hommes.

En Italie un nombre consistant de femmes a un emploi dans des activités autonomes, en qualité de titulaires ou de collaboratrices de petites entreprises souvent à caractère familial (agriculture directe, artisanat, commerce).

A l'art. 30 <sup>bis</sup> le code civil réglemente expressément "l'entreprise familiale" en disposant que tous les membres de la famille qui y collaborent se trouvent dans une position de parité pour tout ce qui concerne la direction et la gestion de l'entreprise et que la répartition des bénéfices et des accroissements advient en proportion de la quantité et de la qualité de la prestation fournie.

En outre l'art. 14 de la loi 903 établit qu'"aux travailleuses autonomes qui fournissent un travail continu dans l'entreprise familiale est reconnu le droit de représenter l'entreprise dans les organes statutaires des coopératives, des consortiums et de toute autre forme associative".



L'interdiction de toute discrimination, quelle qu'elle soit, entre hommes et femmes "pour ce qui concerne l'attribution des grades, des fonctions, et la progression dans la carrière" est établie par l'art. 3, 1<sup>er</sup> alinéa, toujours de la L. 903.

La disposition concernant l'attribution des grades et des fonctions trouve en général une application correcte sur la base de la discipline d'une convention collective. Les conventions prévoient en effet une classification professionnelle composée d'un nombre déterminé de catégories professionnelles; à chaque convention correspond la rétribution relative à ces catégories.

Dans le cadre de chaque catégorie sont rangées les fonctions considérées d'égale valeur. Ce qui fait apparaître clairement l'attribution de la fonction correspondant à l'activité qui est effectivement exercée, et en cas d'inaccomplissement de la part de l'employeur, ce droit est actionnable en justice.

L'art. 2103 du Code civil oblige en outre l'employeur à affecter le salarié aux fonctions pour lesquelles il a été engagé ou à celles correspondant à la catégorie supérieure qu'il aurait acquise ultérieurement. En tout cas est

interdite la rétrogradation du travailleur à un niveau inférieur.

Pour ce qui concerne par contre la progression de la carrière, on ne peut manquer de noter qu'elle constitue l'un des aspects sur lesquels la L. 903 a eu l'incidence la moins efficace. En effet il n'y a que très peu de femmes qui parviennent au sommet de leurs carrières respectives. Ce problème est l'objet d'un débat et aussi de quelques "actions positives" promues par les syndicats dans quelques entreprises. Ces dernières consistent à étudier les carrières accomplies par le personnel des deux sexes, à les confronter et à examiner les méthodes de sélection adoptées.

#### Stabilité de l'emploi

Le droit à la stabilité de l'emploi, reconnu pour tous les travailleurs, ne subit pas de dérogation par rapport au sexe. En particulier, le système en vigueur prévoit l'interdiction de licenciement sans une juste cause ou un motif justifié, pour les entreprises qui occupent plus de 35 employés (Loi n° 604 de 1966 sur la "réglementation des licenciements individuels").

En particulier l'art. 11 de cette loi considère légitime le licenciement "ad nutum" (sans juste cause ou sans motif justifié) quand le travailleur a atteint l'âge de la retraite, qui en Italie est à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. En dérogation à cette réglementation, l'art. 4 de la Loi 903/77 a établi que "même si les travailleuses sont en possession des qualités requises pour avoir droit à la pension de vieillesse, elles peuvent continuer à exercer leur activité jusqu'aux mêmes limites d'âge prévues pour les hommes par les dispositions législatives, réglementaires et contractuelles, à condition d'en donner préalablement communication à l'employeur au moins trois mois avant la date d'échéance du droit à la pension de vieillesse".

La Cour Constitutionnelle, intervenant à plusieurs reprises dans la réglementation précitée, a établi:

- que la différence d'âge pour la mise à la retraite des hommes et des femmes est légitime: et ce en considération du fait que, selon les moeurs largement dominantes encore, incombe presque toujours exclusivement sur les femmes l'ensemble des tâches familiales qui, ajouté à leur activité professionnelle, rend particulièrement pénible le rôle de la femme.

- que les femmes ont droit à la tutelle contre les licenciements jusqu'au même âge que les hommes.

- que la communication préalable à l'employeur est illégitime dans la mesure où elle conditionne un droit subjectif parfait.

Rappelons enfin, pour compléter l'enquête, la protection spéciale contre les licenciements des travailleuses durant la grossesse et jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 1 an révolu, ainsi que l'interdiction de licenciement des travailleuses pour cause de mariage (cf. § 11. 1. a) sur le "Droit au travail").

#### Formation professionnelle

En vue de l'élimination de toute discrimination dans le domaine de la formation professionnelle, est importante aussi l'interdiction expresse contenue dans la loi 903/1977, qui dans l'art. 1 établit que n'importe quelle discrimination, même indirecte, à l'égard de la femme s'applique aussi aux initiatives en matière d'orientation, de formation et de recyclage professionnel, pour ce qui a trait aussi bien à l'accès qu'aux contenus.

Cette précision prend une particulière importance en fonction de l'élimination, y compris dans les contenus professionnels, de stéréotypes culturels encore persistants.

L'ultérieure loi-cadre du secteur (21-12-1978) a confirmé cette orientation.

La jurisprudence s'est constamment orientée dans le même sens, en particulier, en affirmant l'illégitimité de l'exclusion d'un contrat de formation (dont il est question à l'art. 1, 1<sup>er</sup> alinéa, de la L. 285/77) de concurrentes en état de grossesse.

Sur le plan des faits il convient de souligner que la participation féminine aux cours de formation professionnelle de tous types est proche de la moitié environ de la participation totale relative aux deux sexes. Des initiatives particulières sont destinées aux femmes qui entendent retourner dans la vie productive ou qui y retournent tardivement. (Ci-joint un tableau statistique contenant les données de la participation aux cours professionnels différenciées par sexe.)

Tableau 4.12 - Cours pour la formation professionnelle selon le niveau professionnel du cours, par région <sup>(\*)</sup>

ANNÉES SCOLAIRES	COURS DE QUALIFICATION DE BASE <sup>(b)</sup>			COURS DE SPÉCIALISATION			TOTAL				
	Cours	PARTICIPANTS		Cours	PARTICIPANTS		Sièges	Cours	PARTICIPANTS		Enseignants
		HOM.	FEM.		HOM.	FEM.			HOM.	FEM.	
1981-82	13.155	275.295	114.034	1.297	31.940	13.447	3.645	14.452	307.235	127.481	38.871
1982-83	13.521	280.114	118.885	1.169	24.883	10.175	3.126	14.690	304.997	129.060	43.701
1983-84	13.215	281.735	118.237	1.404	29.376	13.042	3.225	14.619	311.111	131.279	42.883
1984-85	12.224	259.449	108.344	1.294	26.161	11.660	3.221	13.518	285.610	120.004	40.711
1985-86	12.754	268.943	114.028	1.421	30.187	12.523	3.247	14.175	299.130	126.551	43.626
1985-86 - PAR RÉGION											
Piémont	1.134	25.771	10.083	288	5.916	3.008	331	1.422	31.687	13.091	4.754
Vallée d'Aoste	74	2.230	1.231	12	53	32	38	86	2.283	1.263	345
Lombardie	2.192	51.810	23.985	354	9.218	2.825	505	2.546	61.028	26.810	8.726
Trentin-Haut Adige	561	13.738	5.948	34	802	236	135	595	14.540	6.184	1.333
Bolzano-Bozen	237	7.077	3.197	30	711	195	74	267	7.788	3.392	704
Trento	324	6.661	2.751	4	91	41	61	328	6.752	2.792	629
Vénétie	1.548	31.952	9.154	154	2.741	833	440	1.702	34.693	9.987	3.178
Frioul-Vénétie Julienne	631	11.380	3.103	78	768	-	99	709	12.148	3.103	1.808
Ligurie	345	7.168	2.940	38	619	270	61	383	7.787	3.210	1.407
Émilie-Romagne	2.076	39.485	12.836	106	2.017	974	514	2.182	41.502	13.810	5.956
Toscane <sup>(c)</sup>	481	9.310	4.056	56	1.331	535	155	537	10.641	4.591	1.719
Ombrie	169	4.318	1.575	12	152	45	50	181	4.470	1.620	387
Marches	295	5.301	2.087	29	433	307	104	324	5.734	2.394	884
Latium	949	21.803	13.052	81	2.908	1.727	200	1.030	24.711	14.779	3.185
Abruzzes	419	8.168	3.157	36	744	400	86	455	8.912	3.557	763
Molise	139	1.842	1.224	5	89	87	35	144	1.931	1.311	304
Campanie <sup>(c)</sup>	60	1.810	981	2	121	48	24	62	1.931	1.029	835
Pouilles	438	8.603	4.108	21	322	102	117	459	8.925	4.210	2.610
Basilicate	81	1.713	1.028	3	54	46	22	84	1.767	1.074	427
Calabre	77	1.133	879	7	83	16	30	84	1.216	895	215
Sicile <sup>(c)</sup>	990	19.872	11.843	99	1.739	996	274	1.089	21.611	12.839	4.346
Sardaigne <sup>(c)</sup>	95	1.536	758	6	77	36	27	101	1.613	794	444
ITALIE	12.754	268.943	114.028	1.421	30.187	12.523	3.247	14.175	299.130	126.551	43.626
NORD-CENTRE	10.455	224.266	90.050	1.242	26.958	10.792	2.632	11.697	251.224	100.842	33.682
MEZZOGIORNO	2.299	44.677	23.978	179	3.229	1.731	615	2.478	47.906	25.709	9.944

a) Les cours de formation professionnelle fournissent des connaissances théorico-pratiques nécessaires pour remplir des rôles professionnels dans les divers secteurs productifs. Ils visent à la qualification, au recyclage, au perfectionnement et à la spécialisation des travailleurs. - b) Ils comprennent les cours de première formation, de requalification ou de reconversion, de recyclage ou de perfectionnement, pour handicapés et autres types de cours. - c) Ne sont pas comprises (parce que non parvenues) les données des provinces de Grosseto, Benevento, Trapani, Sassari, Nuoro, Oristano.

11. 1. d) *Parité de rémunération*

L'art. 37 de la Constitution stipule que "la femme travailleuse a les mêmes droits et, à travail égal, la même rétribution qui revient au travailleur".

La signification qu'il faut attribuer à l'expression "à travail égal" a formé un objet de débat sur le plan doctrinal et jurisprudentiel. Toutefois par effet de la ratification de la Convention O14 n° 100, l'orientation s'est consolidée par la reconnaissance du droit à la même rétribution pour un travail "de valeur égale". L'application concrète de ce précepte a été réalisée surtout par la négociation collective.

Avec l'accord pour le secteur textile (1959), mais surtout avec l'accord cadre interconfédéral de parité de 1960 a été éliminée avant toute chose la double classe des rétributions masculines et féminines existant précédemment.

Au cours des années suivantes, les conventions collectives ont établi un nouveau système de rétribution. Il a été fixé, pour chaque convention, un nombre déterminé de "catégories professionnelles" disposées par échelons et pour chacune d'elles a été déterminée la rétribution

correspondante. Dans le cadre de chaque "catégorie" ont été insérées les activités et les fonctions considérées de "valeur égale". Les critères d'évaluation adoptés ont été parfois empiriques, mais bien souvent ils ont utilisé les techniques de la "fab-evaluation".

Ce processus s'est développé au cours des années 1960-65.

On doit cependant déplorer que les fonctions exercées principalement par le personnel féminin se situent en ligne générale aux niveaux intermédiaires, et bien souvent aux niveaux mi-bas de la classification professionnelle, tandis que les travailleuses qui arrivent aux niveaux les plus élevés sont encore peu nombreuses: cela est dû à la persistance de la tendance, dans le secteur industriel, à affecter les femmes à des fonctions spécifiques et traditionnelles.

Dans les secteurs non industriels, et surtout dans le tertiaire, la ségrégation horizontale et verticale des travailleuses, est bien mineure et les femmes se trouvent insérées dans une vaste gamme d'activités et de fonctions.



La Loi 903/77 a tenu compte des résultats de l'action contractuelle. L'art. 2 stipule: "La travailleuse a droit à la même rétribution que le travailleur quand les prestations requises sont égales ou d'égale valeur".

Puis l'alinéa 2, qui suit, dispose d'autre part que "Les systèmes de classification professionnelle en vue de la détermination des rétributions doivent adopter des critères communs pour les hommes et les femmes".

Ce que prévoit plus loin le contenu de l'art. 16 est de particulière importance, lorsqu'il établit que la non-observation des dispositions contenues dans l'art. 2 est punie d'une amende de 200.000 à 1.000.000 de liras. En outre, ladite loi n° 903 établit la nullité des stipulations contractuelles qui sont en contraste avec elle.

Il s'ensuit que les taux rétributifs ne contiennent pas de toute façon - et il ne pourrait en être diversement - de clauses discriminantes en rapport avec le sexe.

Les données statistiques indiquent la persistance de différences salariales, par ailleurs peu importantes: elles sont déterminées non seulement en raison du fait que les travailleuses se situent en moyenne aux niveaux les moins

élevés, mais aussi en raison de facteurs subjectifs tels que leur "ancienneté" inférieure.

A titre d'exemple on reporte ci-après quelques données relatives aux rétributions de fait dans le secteur industriel, d'après une enquête périodique menée par le Ministère du Travail vis-à-vis des entreprises ayant au moins 30 salariés (les données se réfèrent au mois d'avril 1984):

- INDUSTRIE TEXTILE: (sur 1.226 établissements)

GAIN MOYEN HORAIRE BRUT: hommes 6.650,95

femmes 6.051,56

- INDUSTRIE CHIMIQUE: (sur 607 établissements)

GAIN MOYEN HORAIRE BRUT: hommes 7.760,22

femmes 6.993,87

La jurisprudence a précisé plus tard quelques critères pour l'évaluation de la parité rétributive tels que: comparaison du traitement rétributif tout entier, et non pas seulement du traitement minimum; prise en considération, pour juger de l'importance du comportement discriminatoire, des fonctions effectivement remplies, etc.); exclusion de l'évaluation du rendement industriel.

11. 1. e) *Sécurité Sociale*

En matière de sécurité sociale, de prestations de vieillesse aux survivants, de chômage, de maladie, d'invalidité, est en vigueur le principe de non-discrimination, sanctionné législativement d'une manière organique dans la loi 903/77 (art. 9 s.), plusieurs fois citée, spécifié dans de nombreuses sentences ultérieures de la Cour Constitutionnelle, qui est intervenue plusieurs fois en adaptant la législation préexistante au principe de la parité entre les sexes.

On examine ci-après l'application de ce principe par rapport aux diverses institutions juridiques qui composent notre système de sécurité sociale, en se fondant sur les art. 9 à 12 de la L. 903.

**Allocations Familiales (art. 9, L. 903).**

Avant la Loi 903, seul le travailleur "chef de famille" avait droit aux prestations familiales (c'est-à-dire au complément de rétribution pour les membres de la famille à charge, versé dans le cadre des assurances sociales obligatoires). La femme pouvait acquérir la qualité de chef de famille (et par conséquent l'intitulé des allocations à

son nom) seulement dans le cas où le mari était décédé ou invalide permanent pour le travail. L'article en question a établi le droit de choix de la part des conjoints pour toucher ladite prestation. ("Les allocations familiales, les compléments familiaux et les majorations des pensions pour les membres de la famille à charge peuvent être versés, en alternative à la femme travailleuse ou retraitée aux mêmes conditions et avec les mêmes limites prévues pour le travailleur ou le retraité").

Actuellement les prestations familiales ont été remplacées par l'"allocation au foyer" qui n'est versé qu'aux familles les moins fortunées en rapport avec le revenu familial et le nombre de personnes composant le foyer.

Pour ce qui concerne les sujets titulaires du droit, les critères précisés précédemment demeurent inchangés.

En particulier, avant la Loi 903, pour ce qui a trait aux prestations concernant les membres qui composent le noyau familial (pensions réversibles aux membres de la famille survivants après le décès du travailleur, allocations familiales) le système de sécurité sociale se basait sur le principe que le titulaire de la prestation était le mari, considéré de droit le "chef de famille". Aux fins susdites,

la femme ne pouvait acquérir la qualité de chef de famille que dans des circonstances spéciales.

Cette organisation - cohérente avec la situation précédente de fait où la participation de la femme à l'activité productive était relativement faible, surtout si elle était mariée et mère, et où en tout cas l'apport économique du travail de la femme à la famille était considéré purement complémentaire et de remplacement par rapport à l'apport essentiel de l'homme - a été nettement dépassée par la réalité actuelle où la participation féminine au monde productif est de plus en plus étendue et massive, entraînant une réévaluation de l'importance du contenu économique de la travailleuse pour la bonne marche du foyer. Ces nouveaux principes, déjà adoptés dans le nouveau droit de la famille (L. 151/75) et qui ont attribué aux deux conjoints les mêmes devoirs d'entretien du noyau familial ont été intégrés dans la L. 903 dans le cadre de la sécurité sociale. Cette dernière loi attribue en effet aux femmes les mêmes droits, déjà reconnus à l'homme dans le cadre des prestations familiales, et la parfaite réciprocité de la réversibilité de la pension du mari à l'égard de la femme et respectivement de la femme à l'égard du mari.

**Pension de vieillesse et pension destinée aux survivants  
(art. 11, L. 903)**

En matière de pension il ne subsiste aucune discrimination entre les sexes ni pour ce qui concerne le cumul, ni pour ce qui concerne la prestation: la pension de vieillesse est calculée sur la base de la rétribution de la dernière période de l'activité professionnelle et du nombre d'années d'inscription à l'assurance obligatoire.

Rappelons à ce sujet (cf. 11. 1. c: stabilité d'emploi) que l'âge limite pour avoir droit à la pension en Italie est de 55 ans pour la femme et de 60 ans pour les hommes et que la Cour Constitutionnelle (sentence 137/86) a considéré légitime cette différence eu égard aux conditions dans lesquelles se déroule encore le travail féminin, mais elle a censuré le licenciement "ad nutum" de la travailleuse intervenu pendant la période comprise entre l'âge de mise à la retraite de la femme et l'âge de mise à la retraite de l'homme. Cette situation, indubitablement privilégiée pour la travailleuse, paraît destinée de toute façon à être dépassée avec le temps, dans la mesure où les programmes gouvernementaux de révision de l'institution ont tendance à prévoir l'égénéralisation de l'âge de la retraite.

Dans le secteur public il subsiste une autre différenciation dans la mesure où le salarié de l'administration publique a la faculté de démissionner avec droit à la retraite après 20 ans de service, tandis que la femme dispose d'une faculté analogue après 15 ans de service si elle est mariée ou mère d'enfants mineurs. Cette disposition particulière a été récemment censurée par le Tribunal Administratif Régional du Latium qui a reconnu à un salarié de l'administration publique ayant des enfants mineurs, le droit à la pension après 15 ans de service. La question est actuellement soumise à l'appréciation de la Cour Constitutionnelle.

En matière de pension en faveur des survivants, l'art. 11 de la L. 903 est particulièrement important: il adopte le principe signalé en introduction. Avant l'entrée en vigueur de cette loi, la pension du travailleur décédé était réversible non seulement à ses enfants mineurs ou invalides permanents pour le travail, mais aussi à son épouse, qu'elle fût titulaire ou non d'une pension lui revenant directement. La pension de la femme n'était pas réversible en faveur du mari, excepté dans des circonstances spéciales.

L'art. 11 en question a rendu réversible, toujours et dans tous les cas, la pension de l'épouse en faveur du mari.

Le même critère a été adopté pour les autres formes de pension différentes de la pension de vieillesse, notamment pour les rentes dues en cas de décès ou d'invalidité permanente provoqués par un accident ou une maladie professionnelle (art. 10 et 12, L. 903).

La Cour Constitutionnelle, en déclarant l'illégitimité partielle des art. 11 et 12 de la Loi 903, a étendu ultérieurement le droit qui s'y référait, en attribuant la réversibilité de la pension au mari survivant d'une travailleuse décédée avant l'entrée en vigueur de la loi 903.

#### Chômage, Perte de la capacité de travail

La réglementation concernant les prestations en cas de chômage involontaire ne contient pas de discriminations relatives au sexe. En effet, sont sujettes à l'assurance obligatoire pour le chômage les personnes des deux sexes qui ont atteint l'âge de 14 ans et qui exercent un travail rétribué au service de tiers, à l'exclusion: des employés des entreprises publiques et privées quand ils ont la garantie de l'emploi, et de ceux qui appartiennent à des catégories mineures tels que, en général, ceux qui ne travaillent au service de tiers qu'occasionnellement, ou ceux qui participent aux bénéfices de l'entreprise.



Aucune discrimination relative au sexe ne subsiste dans le système italien, pas même pour ce qui concerne les prestations en cas de perte de la capacité de travail, qu'elle soit due à une maladie ou à un accident professionnels (indemnité temporaire, rente viagère) ou qu'elle soit imputable à d'autres causes indépendantes même de l'activité professionnelle (pension d'invalidité).

#### Maladie

Avec la Loi 833/78 qui a institué le service sanitaire national, les prestations à caractère sanitaire, pour la prévention, les soins et la réhabilitation, fournies sous forme de visites de généralistes et de spécialistes, à domicile ou au dispensaire, d'analyses cliniques, de fournitures pharmaceutiques, d'hospitalisations, sont étendues à tous les citoyens, auxquels est appliqué un régime d'égalité.

Le concours des citoyens aux dépenses sanitaires advient par l'intermédiaire de contributions établies suivant des critères et des modalités différentes selon les catégories professionnelles et les revenus, ainsi que par des tickets modérateurs perçus sur certaines prestations qui sont

définies chaque année par la loi qui approuve le budget de l'État.

Pour ce qui concerne les travailleurs, la contribution est établie sous forme d'une quote-part proportionnelle aux rétributions et est à la charge de l'employeur, sauf pour un faible pourcentage qui est à la charge du travailleur.

Dans le système de la Sécurité Sociale est comprise l'indemnité pécuniaire revenant au travailleur durant ses absences pour maladie, versée par les mêmes instituts qui distribuent les pensions.

Aucune différenciation n'existe entre les hommes et les femmes, ni pour ce qui est de la contribution, ni pour ce qui est de l'indemnité de maladie qui est calculée en pourcentage sur la rétribution.

Il faut signaler que les prestations de maternité pour toutes les femmes (visites auprès de spécialistes, analyses cliniques, hospitalisation pour accouchement) sont exemptes de tickets modérateurs.

**11. 1. f) *Congés rétribués***

Le droit aux congés rétribués est constitutionnellement reconnu (art. 36, al. 3 "Le travailleur a droit au repos hebdomadaire et aux congés annuels rétribués, et il ne peut y renoncer").

Cette stipulation trouve une application généralisée pour tous les travailleurs, indépendamment du secteur d'appartenance ou du sexe.

La jurisprudence a opportunément précisé par la suite que la configuration constitutionnelle de la disposition n'en permet pas la superposition par rapport à des autorisations d'absence ou à des congés dont les travailleurs jouissent à un autre titre.

Pour tout ce qui a trait spécifiquement à la matière qui est l'objet du présent rapport, tout en soulignant l'absence de discriminations dans la discipline de la

---

**11. 1. f) - Au sujet de ce point, cf. Art. 4. 2. -.**

disposition, nous rappelons que la loi 1204/71, portant la discipline de la tutelle des travailleuses mères, confirme expressément dans l'art. 8 que les congés et les absences qui reviennent éventuellement aux travailleuses à un autre titre ne peuvent pas être pris en même temps que les périodes obligatoires et facultatives d'abstention du travail, prévues par cette même loi.

#### 11. 2. *Tutelle de la travailleuse mère*

La matière qui forme l'objet de l'art. 11. 2. a) de la Convention étudiée ici se trouve largement adoptée dans la loi 1204/71 à propos de laquelle des indications ont déjà été fournies au précédent article 4.

Nous allons résumer dans les lignes suivantes les principales formes de tutelle, en en développant les aspects qui se trouvent être les plus pertinents aux dispositions spécifiques dont il est question.

##### 11. 2. a) *Interdiction de licenciement*

L'interdiction de licenciement depuis le début de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 1 an

révolu est contenue dans l'art. 2 de la loi 1204/71, déjà citée, qui stipule ainsi: "Les travailleuses ne peuvent être licenciées du début de la période de grossesse jusqu'au terme de la période d'interdiction de travail prévue par l'art. 4 de la présente loi, ainsi que jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 1 an."

L'interdiction de licenciement opère en connexion avec l'état objectif de grossesse et de puerpéralité, et la travailleuse, licenciée au cours de la période où opère l'interdiction, a droit à obtenir le rétablissement du rapport de travail au moyen de la présentation, dans les quatre-vingt-dix jours suivant le licenciement, d'un document approprié certifiant l'existence, à l'époque du licenciement, des conditions qui l'interdisaient.

Durant la période où opère l'interdiction de licenciement, la travailleuse ne peut pas être suspendue de ses fonctions, sauf dans le cas où est interrompue l'activité de l'entreprise ou du service auquel elle appartient; à condition que ledit service ait une autonomie fonctionnelle."

L'art. 31, qui suit, établit pour la non-observation de ces dispositions une amende de 20.000 à 100.000 liras pour

chaque travailleuse à qui se réfère la non-observation des termes de la loi.

Rappelons en outre la loi n° 7/63 qui interdit le licenciement de la travailleuse pour cause de mariage (cf. art. 11. 1. a): droit au travail; et c) stabilité d'emploi)

Il convient de noter en particulier sur le plan jurisprudentiel et doctrinal l'orientation qui tend à empêcher que l'état de grossesse ne soit un obstacle à l'accès au travail. En s'appuyant sur l'art. 1 de la loi 903 (parité de traitement entre hommes et femmes en matière de travail) qui interdit toute discrimination dans l'accès au travail "en référence à l'état de grossesse", et sur l'art. 8 de la loi 300/70 (Statut des Travailleurs) qui interdit d'effectuer des enquêtes sur des faits sans importance pour l'"évaluation des aptitudes professionnelles du travailleur", cette orientation exclut la légitimité des vérifications concernant l'état de grossesse de la travailleuse devant être embauchée, de la part de l'employeur.

Dans le même esprit a été déclaré discriminatoire le non formation professionnelle d'une travailleuse en état de grossesse de la part du Bureau du Travail, qui dans ce cas a été reconnu comme étant l'auteur de ladite violation.

11. 2. b) *Congés de maternité*

L'abstention obligatoire du travail pour cause de maternité est établie par l'art. 4 de la loi 1204, et comprend:

- a) les deux mois précédant la date présumée de l'accouchement, telle qu'elle est indiquée par le certificat médical.
- b) la période intermédiaire éventuellement entre la date présumée et la date effective de l'accouchement.
- c) les trois mois suivant l'accouchement.

L'absence du travail pour les périodes suivant l'accouchement est obligatoire et la travailleuse ne peut y renoncer. Des sanctions pénales à l'encontre de l'employeur sont prévues en cas de non-observation de l'art. 3 qui suit.

L'absence obligatoire pour maternité est prise en considération dans l'ancienneté de service avec tous les effets qui en découlent.

## 11. 2. c) *Structures sociales*

### **Crèches**

En Italie, un réseau relativement étendu de crèches a été réalisé conformément à la loi 1044/71 concernant le "plan quinquennal pour la réalisation de crèches communales avec la contribution de l'État". Ce plan, renouvelé ultérieurement par la loi 891/77, a été adopté à la suite de l'apparition d'une demande pressante et des besoins dictés par la modification de l'organisation familiale et en particulier par les problèmes créés par la croissance de l'emploi féminin, et il a consenti la réalisation de plus de 2.000 crèches, y compris celles (600) qui étaient gérées précédemment par l'Oeuvre Nationale pour la Maternité et pour l'Enfance, aujourd'hui dissoute, distribuées sur tout le territoire national, même si c'est encore avec des carences persistantes dans les Régions méridionales.

Le financement du service est assuré par la contribution de l'État, par celle des Régions et des Communes - ces dernières ont également la charge de la gestion -, ainsi que par la contribution des usagers, en règle générale, en fonction de leur revenu. De toute façon,



les enfants des familles les moins fortunées sont admis gratuitement.

La loi 1044/71 reconnaît la crèche comme un "service social" destiné aux soins et à l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de 3 ans afin surtout de permettre aux parents de travailler. Les lois régionales qui ont suivi ont souligné ultérieurement l'aspect psycho-pédagogique des crèches. Leur accès est en croissance, il est accordé en priorité aux enfants dont les mères ne travaillent pas, et à ceux qui ont des problèmes d'intégration sociale ou familiale.

Ci-joint deux tableaux, contenant les données sur le nombre de crèches réalisées dans les diverses Régions et sur le nombre de places/enfants dans les crèches modernes.

11. 2. d) *Protection des femmes enceintes affectées à des travaux nocifs*

La protection des femmes enceintes employées dans des travaux nocifs est contenue principalement dans l'art. 3 de la L. 1204/71, (cf. art. 4 de la Convention) lequel stipule au 1<sup>er</sup> alinéa: "Il est interdit d'affecter au transport et au soulèvement de poids, ainsi qu'à des travaux dangereux,

fatigants et insalubres les travailleuses durant la période de grossesse et jusqu'à sept mois après l'accouchement". Les travaux dangereux sont définis par l'art. 5 du règlement d'exemption de la loi (Décret du Président de la République n° 1026/76) qui comprend en plus d'un tableau bien fourni d'activités industrielles, des travaux tels que ceux effectués sur des échelles et sur des échafaudages mobiles, ceux de manoeuvres de poids, ceux qui comportent la station debout pendant une durée égale à la moitié de l'horaire ou qui obligent à une position fatigante, ceux exécutés avec des machines à pédales, ou avec des machines produisant des secousses, ceux effectués à bord des navires ou des avions, ceux consistant à assister et à soigner des infirmes dans les services pour maladies infectives et pour maladies nerveuses et mentales, ainsi que ceux qui exigent un contact avec le public quand il existe des dangers de contagion, surtout pendant les périodes d'épidémie.

Les travailleuses employées dans les activités interdites doivent être destinées à d'autres fonctions pendant toute la période où reste en vigueur l'interdiction (art. 3. 2. c - L. 1204). La loi permet, en dérogation au principe du code civil et du statut des travailleurs, que les travailleuses puissent être destinées à des fonctions

inférieures en conservant, dans tous les cas, la rétribution correspondant aux fonctions précédemment exercées.

En plus des travaux indiqués impérativement dans l'article 5 précité du règlement des exemptions de la loi, l'Inspection du Travail peut décider directement des dispositions pour interdire d'autres activités et pour ordonner la destination à d'autres fonctions quand il constate que les conditions du travail ou du milieu ambiant sont préjudiciables à la santé de la femme (art. 3. 3. c), L. 1204).

Chaque fois que le transfert à d'autres fonctions se révèle impossible, l'Inspection du Travail, peut disposer directement l'abstention obligatoire du travail pendant toute la période de la grossesse, ainsi que pendant la période suivant l'accouchement, jusqu'à un maximum de 7 mois - le traitement économique, équivalant à 80 % de la rétribution normale est versé dans le cadre du système de la sécurité sociale -.

Une ultérieure hypothèse, contenue dans l'art. 4 de la Loi 1204, concerne les travaux considérés comme durs et préjudiciables en raison de l'état avancé de la grossesse: l'Inspection du travail en adoptant directement une mesure,

ou, dans un cas général, le Ministre du Travail en promulguant directement un décret, stipulent l'anticipation de l'abstention obligatoire du travail à trois mois de la date présumée de l'accouchement.

L'art. 5 de la loi 1204 contient des dispositions pour tout ce qui touche à l'interdiction du travail dans des circonstances affectant personnellement la travailleuse et qui consistent en de "graves complications de la grossesse" ou en des "formes morbides préexistantes qui peuvent être aggravées par l'état de grossesse".

Enfin, c'est toujours L'Inspection du Travail qui, sur la base d'un constat médical, décide l'abstention obligatoire du travail pour la travailleuse, pendant une ou plusieurs périodes, à n'importe quel stade de la grossesse: le traitement économique est identique à celui qui a été précisé précédemment.

Toutes les normes citées sont fournies de sanctions pénales à la charge de l'employeur:

a) dans le cas de graves complications de la grossesse ou de formes morbides préexistantes qui, présume-t-on, pourraient être aggravées par l'état de grossesse;

b) quand les conditions du travail ou du milieu ambiant sont considérées préjudiciables à la santé de la femme et de l'enfant;

c) quand la travailleuse ne peut pas être mutée dans d'autres fonctions, selon ce qui est stipulé précédemment dans l'art. 3."

L'art. 6 prévoit que les périodes d'abstention obligatoire du travail, mentionnées ci-dessus, soient calculées dans l'ancienneté de service à tous les effets, y compris ceux relatifs à la gratification de Noël et aux congés.

En outre, des dispositions spécifiques sont en vigueur pour les travailleuses soumises à des radiations ionisantes.

Le Décret du Président de la République, n° 185, du 13 février 1964 ("Sécurité des installations et protection sanitaire des travailleurs et des populations contre les dangers des radiations ionisantes dérivant de l'emploi pacifique de l'énergie nucléaire") prévoit pour les mineurs de moins de 18 ans et les femmes enceintes l'interdiction de leur affectation à des fonctions caractéristiques des travailleurs exposés à de telles radiations.

Le même D. P. R., dans l'art. 68, portant sur des irradiations exceptionnelles déterminées, dispose que les femmes ne peuvent pas subir de telles irradiations avant la fin de leur période de fertilité.

Pour compléter tout ce qui vient d'être exposé à propos de l'art. 11 (Travail) de la Convention examinée ici, nous fournissons quelques statistiques (de source I.S.T.A.T.) commentées, relatives à l'évolution et aux caractéristiques de l'emploi féminin en Italie.

La série historique relative aux années 80 (années 1981-87), dont le tableau est ci-joint (Population par condition, par secteur d'activité économique des salariés et par sexe) met en relief un accroissement consistant des forces de travail féminin qui ont augmenté pendant la période considérée de plus d'un million d'unités.

L'accroissement résulte supérieur, aussi bien à la donnée de la population féminine totale (+ 445.000) qu'à celle concernant les salariées qui ont augmenté d'un peu moins d'un demi-million d'unités.

C'est tout autrement que se présente l'évolution pour ce qui concerne les hommes: les données respectives font

noter un état stationnaire substantiel des forces de travail, en chiffre absolu, comme par rapport au total de la population masculine, et à celui concernant le nombre des salariés qui accuse un léger fléchissement.

L'ensemble des données exposées ci-dessus met en évidence:

- que la participation des femmes au monde du travail représente un phénomène de plus en plus important et irréversible ayant une dynamique et une spécificité propres tout à fait différentes de celles des hommes;
- que l'aspiration des forces de travail féminines à s'insérer dans l'activité productive ne trouve pas de débouchés suffisants pendant une période caractérisée par des transformations technologiques radicales qui, au moins dans la phase actuelle, en Italie, comportent dans quelques secteurs la réduction des niveaux de l'emploi;
- que le chômage féminin croissant (dont le taux est plus du double du chômage masculin) trouve sa cause non seulement, et non pas tant, dans la persistance de préjugés et d'attitudes de sous-évaluation du travail des femmes qui ont une incidence sur l'égalité des chances effective dans

l'accès au travail, mais aussi, et surtout, dans la majeure offre de travail féminin, considérable et croissante, qui en elle-même est un symptôme d'une prise de conscience et d'une indépendance à un plus haut degré de la femme italienne.

Pour ce qui concerne les secteurs d'emploi du travail féminin, on observe que les femmes ont largement bénéficié du vaste processus de "tertiarisation" de l'activité productive face à la diminution, en grande partie physiologique, de l'emploi dans l'agriculture et au léger fléchissement dans le secteur industriel vis-à-vis duquel les travailleuses manifestent encore des difficultés d'intégration et où la ségrégation horizontale et verticale est la plus ressentie.

Les phénomènes rapportés ci-dessus ont enregistré une dynamique encore plus intense au cours des trois dernières années (1984-1987), auxquelles on se réfère ci-après pour un majeur approfondissement desdits phénomènes.

Le tableau ci-joint (Tableau 1: Population, forces de travail, emploi et sous-emploi féminin en Italie pendant les années 1984-87) permet de mettre en relief ce qui suit:



- L'offre croissante de travail féminin (forces de travail + 613.000 pendant la période considérée, en pourcentage: + 7,7 %) a réussi à réduire à moins d'un tiers le stock de femmes italiennes en âge de travailler en-dehors de l'activité productive (rapport forces de travail/non forces de travail), confirmant la tendance qui veut que la généralité des femmes italiennes aspirent à s'insérer dans le monde du travail.
- L'accroissement, en vérité considérable, de l'emploi féminin pendant la période prise en considération (+ 336.000 unités, en pourcentage: + 5 %), grâce à la contribution décisive de l'expansion de l'emploi dans le tertiaire (+ 472.000 unités pendant les trois années, équivalant à + 11,4 %, soit + 3,5 % en moyenne par an) s'est accompagné d'une augmentation également remarquable du chômage dit "explicite" (c'est-à-dire les personnes qui se sont déclarées, dans les enquêtes de l'I.S.T.A.T., à la recherche active d'un travail) qui a porté le taux de chômage féminin des 16,5 % de 1984 aux 18,7 % de 1987 (+ 287.000 unités).
- Dans le cadre de la classification des personnes à la recherche d'un travail (ce que l'on appelle "chômage explicite"), tandis que la donnée concernant les chômeuses

déjà employées confirme les difficultés persistantes surtout dans le secteur industriel travaillé par des processus de restructuration et de reconversion (234.000 chômeuses en 1987 avec un accroissement de 35.000 unités par rapport à 1984), et que celle des personnes à la recherche de leur premier emploi dénote la forte pression des jeunes femmes qui se présentent dans leur totalité sur le marché du travail (689.000 en 1987, avec une augmentation par rapport à 1984 de 86.000 unités), se révèle particulièrement important et significatif le phénomène qui sous-tend la donnée des "autres personnes à la recherche d'un travail". Dans ce groupe sont comprises essentiellement les femmes qui veulent rentrer dans le marché du travail après une période d'absence motivée en général par l'accomplissement de responsabilités familiales, mais aussi et en particulier des femmes, déjà en condition non professionnelle, des ménagères surtout, qui aspirent à s'insérer dans l'activité productive: ce qui confirme que les processus d'émancipation intéressent non seulement les jeunes générations, mais qu'ils ont pénétré le monde féminin dans sa totalité.

La donnée paraît particulièrement importante (681.000 en 1987, avec une augmentation de 166.000 unités par rapport à 1984) surtout si on la compare à la donnée de 1981, quand

celles qui appartenaient à la classe particulière des personnes à la recherche d'un emploi étaient 475.000.

- Pour ce qui concerne les jeunes, les taux de chômage par classes d'âge (cf. tableau 5, taux de chômage féminin en Italie en moyenne pendant les années de 1984 à 1987, par niveau d'instruction et classes d'âge, mettent en évidence la pression sur le marché du travail à la fin de l'école aux divers niveaux (14-19 ans, taux de chômage 51,3 %; 20-29 ans, taux de chômage 31,1 % en 1987) ainsi que la durée de l'attente, supérieure en moyenne à deux ans, pour la première insertion dans l'activité de travail.

Enfin, il convient de faire une ultérieure considération, à propos de l'importance et de la qualité de l'instruction féminine par rapport au chômage.

Alors que le tableau 3 (Population âgée de 14 ans et plus, en moyenne, en 1987, selon le sexe, la classe d'âge et le titre d'études) révèle un déséquilibre persistant, quoique léger, entre les diplômes obtenus respectivement par les garçons et par les filles, par ailleurs en phase de récupération chez les jeunes générations, le tableau 4 (forces de travail, emploi, chômage féminin en Italie, en moyenne, de 1984 à 1987, par titre d'études) et le tableau 5,

déjà cité, font ressortir un taux particulièrement élevé de chômage concernant les femmes qui ont obtenu le diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (22,1 % en 1987) et même la licence (9,3 % en 1987).

La cause de ce phénomène doit être, au moins en partie, rapportée au type de cursus d'études encore préférés par un grand nombre de femmes, qui ne sont pas toujours ceux qui répondent le plus aux exigences actuelles du marché du travail.

Tandis que les transformations socio-culturelles de la dernière décennie, y compris sous la poussée de la législation paritaire, ont considérablement réduit les manifestations discriminatoires dans l'accès au travail, le choix pas toujours avisé de la part des femmes des "curricula" scolaires et professionnels constitue encore un indubitable frein à la pleine réalisation de la parité, et également une cause - qui est loin d'être la dernière - de la persistance de la ségrégation sectorielle des travailleuses.

Tableau I - Population, forces de travail emploi, chômage et sous-emploi féminin pendant les années 1984, 1985, 1986 et 1987  
(milliers d'unités)

	1984	1985	1986	1987	Variations de 1984 à 1987	
					absolues	%
Forces de travail	7.982	8.111	8.399	8.595	+ 613	+ 7,7
Ayant un emploi	6.665	6.753	5.903	6.991	+ 336	+ 5,0
- agriculture	845	811	799	756	- 90	- 10,6
- industrie	1.661	1.625	1.627	1.605	- 56	- 3,4
- autres activités	4.158	4.317	4.477	4.630	+ 472	+ 11,4
A la recherche d'un emploi (chômage "explicite")	1.317	1.358	1.496	1.604	+ 287	+ 21,8
- chômeurs ayant déjà eu un emploi	199	199	212	234	+ 35	+ 17,6
- à la recherche d'un premier emploi	603	635	679	689	+ 86	+ 14,3
- autres à la recherche d'un travail	515	524	605	681	+ 166	+ 32,2
Non appartenant aux forces de travail en âge de travailler (14-70 ans)	13.191	13.222	13.103	12.976	- 215	- 1,6
dont: disposés à travailler à certaines conditions (sous-emploi "explicite")	593	566	569	563	- 30	- 5,1
Non appartenant aux forces de travail et n'étant pas en âge de travailler (jusqu'à 13 ans et de plus de 70 ans)	7.746	7.671	7.536	7.507	- 239	- 3,1
Chômage + sous-emploi "explicite"	1.910	1.924	2.065	2.187	+ 257	+ 13,5
Forces de travail "corrigées" (forces de travail + personnes non classées parmi les forces de travail mais disposées à travailler à certaines conditions)	8.575	8.677	8.968	9.158	+ 583	+ 6,8
Population présente	28.919	29.004	29.038	29.078	+ 159	+ 0,5
Taux d'activité (rapports % entre forces de travail et population)	27,6	28,0	28,9	29,6	-	-
Taux de chômage (rapports % entre chômage "explicite" et forces de travail)	16,5	16,7	17,8	18,7	-	-
Taux de chômage / sous-emploi (rapports % entre chômage + sous-emploi "explicite" et forces de travail "corrigées")	22,3	22,2	23,0	23,7	-	-

Source: Ministère du Bilan et de la Programmation Économique, *Rapport Général sur la situation économique du Pays, 1986 et 1987*, Rome, 1987 et 1988, vol. III.  
Élaborations effectuées par nos soins.

Tableau II - Population selon l'attitude vis-à-vis du travail, par sexe - Année 1986 (données absolues en milliers)

CONDITIONS	CHIFFRES ABSOLUS			COMPOSITION POURCENTAGE PAR CONDITION			F — %
	H	F	H F	H	F	H F	H F
1. Personnes appartenant aux forces de travail	15.068	8.399	23.467	54,7	28,9	41,5	35,8
1.1 Salariés	13.953	6.903	20.856	50,7	23,8	36,9	33,1
1.1.1 qui ont déclaré être salariés	13.595	6.581	20.176	49,4	22,7	35,7	32,6
1.1.2 qui n'ont pas déclaré être salariés, mais ont affirmé avoir effectué des heures de travail pendant la semaine de référence	358	322	681	1,3	1,1	1,2	47,3
dont: chômeurs partiels	454	392	847	1,6	1,4	1,5	46,3
1.2 Personnes à la recherche d'un emploi	1.115	1.496	2.611	4,0	5,2	4,6	57,3
1.2.1 qui ont déclaré être chômeurs ou à la recherche d'un 1 <sup>er</sup> emploi	906	891	1.796	3,3	3,1	3,2	49,6
chômeurs	289	212	501	1,0	0,7	0,9	42,3
personnes à la recherche d'un 1 <sup>er</sup> emploi	617	679	1.296	2,2	2,3	2,3	52,4
1.2.2 qui ont déclaré être dans une condition non professionnelle (ménagère, étudiant, retraité, etc.) mais à une demande ultérieure de la même interview ont affirmé qu'ils cherchaient du travail	209	605	814	0,8	2,1	1,4	74,3
2. Personnes n'appartenant pas aux forces de travail	12.471	20.638	33.109	45,3	71,1	58,5	62,3
2.1 Personnes en âge de travailler (14-70 ans)	5.652	13.103	18.755	20,5	45,1	33,2	89,9
2.1.1 qui ont affirmé ne pas chercher de travail mais qui estimaient pouvoir effectuer un travail dans des conditions particulières	164	569	733	0,6	2,0	1,3	77,6
2.1.2 qui ont affirmé ne pas chercher de travail, faute de possibilité ou d'intérêt pour exercer une profession	5.488	12.534	18.022	19,9	43,2	31,9	89,5
2.2 Personnes non en âge de travailler (jusqu'à 13 ans et de plus de 70 ans)	6.819	7.535	14.354	24,8	26,0	25,4	52,5
Total	27.538	29.038	56.576	100,0	100,0	100,0	51,3

Tableau III - Population âgée de 14 ans et plus, en moyenne en 1987 selon le sexe, la classe d'âge et le titre d'études  
(milliers d'unités)

	14 - 19 ans	20 - 24 ans	25 - 29 ans	30 - 59 ans	60 ans et +	Total 14 ans et +
<i>Hommes et femmes - total</i>	5.156	4.387	4.025	22.435	11.398	47.401
- aucun titre et avec Certificat d'Études Primaires	578	400	550	11.186	9.387	22.100
- Certificat d'Études Secondaires du Premier Cycle	4.159	2.047	1.820	6.211	1.132	15.369
- Baccalauréat	420	1.920	1.453	3.781	623	8.196
- Licence	...	21	202	1.257	257	1.737
<i>Hommes - total</i>	2.637	2.188	1.950	11.069	4.984	22.827
- aucun titre et avec Certificat d'Études Primaires	323	200	245	4.930	3.877	9.574
- Certificat d'Études Secondaires du Premier Cycle	2.143	1.074	912	3.329	580	8.039
- Baccalauréat	171	905	694	2.060	334	4.164
- Licence	...	8	99	750	193	1.050
<i>Femmes - total</i>	2.519	2.199	2.075	11.366	6.414	24.574
- aucun titre et avec Certificat d'Études Primaires	255	200	305	6.256	5.510	12.526
- Certificat d'Études Secondaires du Premier Cycle	2.016	973	908	2.882	552	7.330
- Baccalauréat	249	1.015	759	1.721	289	4.032
- Licence	...	13	103	507	64	687
<i>Femmes - composition en pourcentage</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
- aucun titre et avec Certificat d'Études Primaires	10,1	9,1	14,7	55,0	85,9	51,0
- Certificat d'Études Secondaires du Premier Cycle	80,0	44,2	43,7	25,4	8,6	29,8
- Baccalauréat	9,9	46,1	36,6	15,1	4,5	16,4
- Licence	...	0,6	5,0	4,5	1,0	2,8

Source: I.S.T.A.T., *Relevé des forces de travail - année 1987*, Collection d'information, n° 13, 1988.

Tableau IV - Forces de travail, emploi, chômage, féminins en Italie, en moyenne de 1984 à 1987 par classes d'âge et niveau d'instruction

	1984		1985		1986		1987		Variations 1984 / 1987	
	milliers d'unités	composition %	milliers d'unités	composition %	milliers d'unités	composition %	milliers d'unités	composition %	milliers d'unités	composition %
<i>Forces de travail - total</i>	7.982	100,0	8.111	100,0	8.399	100,0	8.595	100,0	+ 613	+ 7,7
14 - 19 ans	686	8,6	656	8,1	638	7,6	628	7,3	- 58	- 8,5
20 - 29 ans	2.373	29,7	2.428	29,9	2.556	30,4	2.657	30,8	+ 284	+ 12,0
30 - 39 ans	2.067	25,9	2.162	26,7	2.262	26,9	2.304	26,8	+ 237	+ 11,5
40 - 49 ans	1.577	19,8	1.605	19,8	1.647	19,6	1.707	19,9	+ 130	+ 8,2
50 - 59 ans	986	12,3	975	12,0	1.003	12,0	1.011	11,8	+ 25	+ 2,5
60 - 64 ans	192	2,4	186	2,3	184	2,2	179	2,1	- 13	- 6,3
65 ans et +	101	1,3	99	1,2	109	1,3	109	1,3	+ 8	+ 7,9
<i>Emploi - total</i>	6.665	100,0	6.753	100,0	6.903	100,0	6.991	100,0	+ 336	+ 5,0
14 - 19 ans	334	5,0	314	4,7	314	4,6	306	4,4	- 28	- 8,4
20 - 29 ans	1.743	26,1	1.762	26,1	1.801	26,1	1.830	26,2	+ 87	+ 5,0
30 - 39 ans	1.870	28,1	1.948	28,9	2.010	29,1	2.030	29,0	+ 160	+ 8,6
40 - 49 ans	1.478	22,2	1.508	22,3	1.534	22,2	1.581	22,6	+ 103	+ 7,0
50 - 59 ans	953	14,3	941	13,9	959	13,9	962	13,8	+ 9	+ 0,9
60 - 64 ans	189	2,8	183	2,7	180	2,6	176	2,5	- 13	- 6,9
65 ans et +	98	1,5	97	1,4	105	1,5	106	1,5	+ 8	+ 8,2
<i>Personnes à la recherche d'un emploi - total</i>	1.317	100,0	1.358	100,0	1.496	100,0	1.604	100,0	+ 287	+ 21,8
14 - 19 ans	352	26,7	342	25,2	324	21,7	322	20,0	- 30	- 8,5
20 - 29 ans	630	47,9	666	49,0	755	50,4	827	51,6	+ 197	+ 31,3
30 - 39 ans	197	15,0	214	15,8	252	16,8	274	17,1	+ 77	+ 39,1
40 - 49 ans	99	7,5	97	7,2	113	7,6	126	7,9	+ 27	+ 27,3
50 - 59 ans	33	2,5	34	2,5	44	2,9	49	3,0	+ 16	+ 48,5
60 - 64 ans	3	0,2	3	0,2	4	0,3	3	0,2	-	-
65 ans et +	3	0,2	2	0,1	4	0,3	3	0,2	-	-

Source: cf. tableau I



Tableau V - Taux de chômage féminin en Italie, en moyenne pendant les années de 1984 à 1987, par niveau d'instruction et classes d'âge -

(rapports en pourcentage sur les forces de travail spécifiques)

	1984	1985	1986	1987
<i>Titre d'études</i>				
- aucun titre et Certificat d'Études Primaires	9,8	10,3	12,1	13,3
- Certificat d'Études Secondaires du Premier Cycle	20,8	20,6	21,3	21,9
- Baccalauréat	21,8	21,7	21,8	22,1
- Licence	9,3	9,2	8,8	9,3
<i>Classes d'âge</i>				
14 - 19 ans	51,3	52,1	50,8	51,3
20 - 29 ans	26,5	27,4	29,5	31,1
30 - 39 ans	9,5	9,9	11,1	11,9
40 - 49 ans	6,3	6,1	6,9	7,4
50 - 59 ans	3,3	3,5	4,4	4,8
60 - 64 ans	1,6	1,7	2,2	1,7
65 ans et +	3,0	2,8	3,7	2,8
Totale	16,5	16,7	17,8	18,7

Source: élaborations sur les données des tableaux II et III, effectuées par nos soins

Tableau VI - Non chômeurs selon la condition déclarée, le sexe, le secteur d'activité économique et la position dans la profession - Année 1986 (données absolues en milliers)

SECTEURS POSITIONS	NON CHOMEURS AU TOTAL				NON CHOMEURS DÉCLARÉS			
	H	F	H F	— % H F	H	F	H F	— % H F

DONNÉES ABSOLUES

Agriculture	1.442	800	2.241	64,3	1.311	680	1.991	65,8
salariés	520	308	828	62,8	489	283	772	63,3
indépendants	921	492	1.413	65,2	822	397	1.219	67,4
Industrie	5.194	1.627	5.821	76,1	5.107	1.579	6.686	76,4
salariés	4.251	1.408	5.659	75,1	4.185	1.377	5.561	75,2
indépendants	943	219	1.162	81,2	922	202	1.125	82,0
Autres activités	7.317	4.477	11.794	82,0	7.177	4.322	11.499	82,4
salariés	4.884	3.333	8.217	59,4	4.810	3.245	8.054	59,7
indépendants	2.433	1.144	3.577	68,0	2.367	1.077	3.444	68,7
Total	13.953	6.903	20.856	66,9	13.595	6.581	20.176	67,4
salariés	9.656	5.048	14.704	65,7	9.483	4.904	14.387	65,9
indépendants	4.297	1.855	6.152	69,8	4.111	1.677	5.788	71,0

POURCENTAGE PAR SECTEUR ET PAR POSITION

Agriculture	10,3	11,6	10,7	-	9,6	10,3	9,9	-
salariés	3,7	4,5	4,0	-	3,6	4,3	3,8	-
indépendants	6,6	7,1	6,8	-	6,0	6,0	6,0	-
Industrie	37,2	23,6	32,7	-	37,6	24,0	33,1	-
salariés	30,5	20,4	27,1	-	30,8	20,9	27,6	-
indépendants	6,8	3,2	5,6	-	6,8	3,1	5,6	-
Autres activités	52,4	64,9	56,5	-	52,8	65,7	57,0	-
salariés	35,0	48,3	39,4	-	35,4	49,3	39,9	-
indépendants	17,4	16,6	17,2	-	17,4	16,4	17,1	-
Total	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	-
salariés	69,2	73,1	70,5	-	69,8	74,5	71,3	-
indépendants	30,8	26,9	29,5	-	30,2	25,5	28,7	-

Tableau VII - Cours pour la formation professionnelle selon le niveau professionnel du cours, par région <sup>(a)</sup>

ANNÉES SCOLAIRES	COURS DE QUALIFICATION DE BASE <sup>(b)</sup>			COURS DE SPÉCIALISATION			TOTAL				
	Cours	PARTICIPANTS		Cours	PARTICIPANTS		Sièges	Cours	PARTICIPANTS		Enseignants
		HOM.	FEM.		HOM.	FEM.			HOM.	FEM.	
1980-81	12.444	262.483	108.681	1.556	23.399	12.000	3.141	14.000	291.882	120.681	37.609
1981-82	13.155	275.295	114.034	1.297	31.940	13.447	3.645	14.452	307.235	127.481	38.871
1982-83	13.521	280.114	118.885	1.169	24.883	10.175	3.126	14.690	304.997	129.060	43.701
1983-84	13.215	281.735	118.237	1.404	29.376	13.042	3.225	14.619	311.111	131.279	42.883
1984-85	12.224	259.449	108.344	1.294	26.161	11.660	3.221	13.518	285.610	120.004	40.711
1984-85 - PAR RÉGION											
Piémont	1.218	26.639	11.468	324	5.815	3.379	351	1.542	32.454	14.847	4.850
Vallée d'Aoste	87	2.454	1.322	11	66	55	53	98	2.520	1.377	259
Lombardie	2.099	49.182	23.061	304	7.103	2.667	427	2.403	56.285	25.728	7.950
Trentin-Haut Adige	471	12.412	5.688	74	1.652	366	144	545	14.064	6.054	1.405
Bolzano-Bozen	163	5.417	2.594	69	1.485	272	73	232	6.902	2.866	771
Trento	303	6.995	3.094	5	167	94	71	308	7.162	3.188	634
Vénétie	1.615	35.771	9.017	112	2.065	602	574	1.727	37.836	9.619	2.996
Frioul-Vénétie Julienne	442	8.010	2.421	35	554	58	72	477	8.564	2.479	1.058
Ligurie	369	7.076	2.938	21	516	238	71	390	7.592	3.176	1.386
Émilie-Romagne	2.060	41.665	13.971	136	2.787	1.210	513	2.196	44.452	15.181	6.231
Toscane <sup>(c)</sup>	472	7.998	3.528	57	1.021	460	112	529	9.019	3.988	1.312
Ombrie	176	3.497	1.509	27	383	94	48	203	3.880	1.603	635
Marches	354	6.874	2.718	24	434	224	155	378	7.308	2.942	1.677
Latium	724	16.331	9.187	44	1.472	1.009	131	768	17.803	10.196	1.470
Abruzzes	447	8.166	3.634	35	744	534	125	482	8.910	4.168	1.276
Molise	182	3.196	2.066	7	111	81	46	189	3.307	2.147	358
Campanie <sup>(c)</sup>	209	4.800	2.858	17	356	261	72	226	5.156	3.119	1.793
Pouilles	374	8.192	3.767	16	235	66	92	400	8.427	3.833	2.045
Basilicate	12	503	284	-	-	-	6	12	503	284	193
Calabre	118	1.683	800	8	94	10	41	126	1.777	810	329
Sicile <sup>(c)</sup>	795	15.000	8.107	42	753	346	188	837	15.753	8.453	3.488
Sardegne <sup>(d)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITALIE	12.224	259.449	108.344	1.294	26.161	11.660	3.221	13.518	285.610	120.004	40.711
NORD-CENTRE	10.087	217.909	86.828	1.169	23.858	10.362	2.651	11.256	241.777	97.190	31.229
MEZZOGIORNO	2.137	41.540	21.516	125	2.293	1.298	570	2.262	43.833	22.814	9.482

a) Les cours de formation professionnelle fournissent des connaissances théorico-pratiques nécessaires pour remplir des rôles professionnels dans les divers secteurs productifs. Ils visent à la qualification, au recyclage, au perfectionnement et à la spécialisation des travailleurs. - b) Ils comprennent les cours de première formation, de requalification ou de reconversion, de recyclage ou de perfectionnement, pour handicapés et autres types de cours. - c) Ne sont pas comprises (parce que non parvenues) les données des provinces de Grosseto, Frosinone, Matera, Catanzaro, Trapani et Raguse. - d) Pendant l'année 1984-85 il n'y a pas eu de cours.

Tableau VIII - Nombre de journées réparties par région et par sexe de l'indemnisé. Données de compétence.

CHOMAGE AGRICOLE - ANNÉE 1983

RÉGIONS	VALEURS ABSOLUES			DURÉE MOYENNE PAR INDEMNISÉ		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Piémont.....	182.024	278.186	460.210	128,5	157,6	144,6
Vallée d'Aoste.....	36.290	19.341	55.631	104,9	111,2	107,0
Lombardie.....	376.584	394.649	771.233	127,1	151,4	138,5
Trentin-Haut Adige.....	229.998	316.890	546.888	110,9	110,6	110,7
Vénétie.....	595.172	1.200.219	1.795.391	120,4	153,6	140,7
Frioul-Vénétie Julienne.....	45.208	80.397	125.605	115,9	134,7	127,3
Ligurie.....	63.310	152.546	215.856	134,7	150,7	145,7
Émilie-Romagne.....	2.150.888	5.774.216	7.925.104	125,3	149,5	142,1
Toscane.....	537.388	652.522	1.189.910	123,9	145,2	134,7
Ombrie.....	314.868	392.752	707.620	118,1	133,5	126,2
Marches.....	376.214	347.192	723.406	137,0	148,6	142,3
Latium.....	1.169.537	3.189.827	4.359.364	151,0	164,0	160,3
Abruzzes.....	451.253	467.924	919.177	133,7	156,9	144,6
Molise.....	126.595	325.989	452.584	144,7	166,8	160,0
Campanie.....	5.992.413	15.610.361	21.602.774	162,2	164,8	164,0
Pouilles.....	13.326.831	21.856.002	35.182.833	152,0	165,0	159,8
Basilicate.....	1.212.455	3.145.755	4.358.210	153,0	164,4	161,0
Calabre.....	6.073.260	15.430.789	21.504.049	153,0	161,8	159,2
Sicile.....	17.799.833	13.877.283	31.677.116	148,2	164,0	154,7
Sardaigne.....	1.465.493	3.096.728	4.562.221	150,4	164,8	160,0
Italie.....	52.525.614	86.609.568	139.135.182	148,5	162,0	156,6

Tableau IX - Nombre de journées réparties par région et par sexe de l'indemnisé. Données de compétence.

CHOMAGE AGRICOLE - ANNÉE 1984

RÉGIONS	VALEURS ABSOLUES			DURÉE MOYENNE PAR INDEMNISÉ		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Piémont.....	176.952	258.347	435.299	129,5	155,9	144,0
Vallée d'Aoste.....	48.445	18.940	67.385	102,4	95,2	100,3
Lombardie.....	383.595	383.658	767.253	128,6	149,6	138,3
Trentin-Haut Adige.....	208.756	317.060	525.816	113,5	115,6	114,7
Vénétie.....	644.799	1.126.214	1.771.013	122,4	151,8	139,6
Frioul-Vénétie Julienne.....	46.267	73.474	119.741	113,1	134,8	125,5
Ligurie.....	61.455	145.098	206.553	135,1	150,4	145,5
Émilie-Romagne.....	2.053.808	5.453.713	7.507.521	126,3	150,7	143,1
Toscane.....	536.407	606.619	1.143.026	127,6	144,7	136,1
Ombrie.....	323.768	385.592	709.360	119,7	134,4	127,3
Marches.....	353.617	319.170	672.787	135,4	147,5	140,9
Latium.....	981.131	2.947.775	3.928.906	150,9	164,3	160,8
Abruzzes.....	512.561	463.845	976.406	146,2	156,2	150,8
Molise.....	100.502	214.340	314.842	152,3	170,1	164,0
Campanie.....	4.423.104	13.237.600	17.660.704	158,3	163,5	162,2
Pouilles.....	10.289.696	16.452.280	26.741.976	157,6	165,9	162,6
Basilicate.....	1.063.977	2.896.898	3.960.875	154,3	163,5	162,2
Calabre.....	5.485.391	13.700.697	19.186.088	154,0	160,7	158,7
Sicile.....	13.044.882	10.426.915	23.471.797	156,4	163,0	159,3
Sardaigne.....	1.107.293	1.963.603	3.070.896	151,3	161,8	159,7
Italie.....	41.616.406	71.391.638	113.236.244	151,8	161,3	159,6

Tableau X

CRECHES EN ACTIVITÉ (ex loi 1044/71, ex O.N.M.I. et autres)

RÉGIONS	1983	1984	1985	1986
PIÉMONT	260	251	251	246
VALLÉE D'AOSTE	5	5	5	5
LOMBARDIE	434	434	437	439
BOLZANO	5	6	6	6
TRENTIN	21	19	20	20
VÉNÉTIE	114	110	114	121
FRIOUL V.G.	23	25	25	25
LIGURIE	65	69	67	67
ÉMILIE-ROMAGNE	336	333	335	336
TOSCANE	169	170	176	176
OMBRIE	52	53	54	54
MARCHES	84	85	83	84
LATIUM	172	172	177	176
ABRUZZES	55	54	53	58
MOLISE	4	4	4	4
CAMPANIE	41	40	43	35
POUILLES	84	83	91	102
BASILICATE	17	27	28	29
CALABRE	26	25	28	27
SICILE	47	52	54	70
SARDAIGNE	23	23	26	42
ITALIE	2.037	2.040	2.077	2.122

Tableau XI

Nombre total de places/enfant (ex loi 1044/71, ex O.N.M.I. et autres)

RÉGIONS	1983	1984	1985	1986
PIÉMONT	12.257	11.706	11.741	11.647
VALLÉE D'AOSTE	150	140	140	140
LOMBARDIE	20.324	20.407	20.381	20.401
BOLZANO	485	465	465	465
TRENTIN	1.010	950	990	970
VÉNÉTIE	5.856	5.655	5.835	6.195
FRIOUL V.G.	930	1.145	1.145	1.141
LIGURIE	2.842	2.911	2.796	2.955
ÉMILIE-ROMAGNE	16.304	16.206	16.246	16.288
TOSCANE	7.031	6.934	7.187	7.187
OMBRIE	1.906	1.980	2.013	2.150
MARCHES	3.325	3.177	3.173	3.169
LATIUM	9.286	9.294	9.476	9.459
ABRUZZES	2.276	2.087	2.046	2.366
MOLISE	160	180	180	210
CAMPANIE	2.160	2.172	2.226	2.033
POUILLES	4.547	4.486	4.991	5.586
BASILICATE	828	1.083	1.093	1.152
CALABRE	1.082	1.022	1.172	1.111
SICILE	3.050	3.285	3.370	4.090
SARDAIGNE	1.122	1.072	1.252	2.008
ITALIE	2.037	2.040	2.077	2.122

## Article 12

### Tutelle de la femme dans le domaine de la Santé

#### Art. 12 -

1. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé en vue de leur assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les moyens d'accéder aux services médicaux, y compris ceux qui concernent la planification de la famille.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les États parties fournissent aux femmes pendant la grossesse, pendant l'accouchement et après l'accouchement, des services appropriés et, au besoin, gratuits, ainsi qu'une nutrition adéquate pendant la grossesse et l'allaitement.

Avec la loi n° 833 du 23 décembre 1978 fut institué le Service Sanitaire National qui garantit à tout citoyen l'accès aux services sanitaires publics et l'égalité des prestations dans la limite et la variété nécessaire pour la tutelle ou la récupération de l'état de santé.



Cette mesure a aboli le système mutualiste précédent, organisé par catégories professionnelles et financé par les contributions d'assurance. Le dessein du législateur était d'introduire quelques formes de démocratie dans l'organisation publique et une attention sociale universelle et plus marquée pour répondre au besoin sanitaire.

Au début, dans le cadre de ces principes, les prestations du Service Sanitaire National furent fournies suivant un régime de gratuité quasi totale.

Au cours des années suivantes, devant la hausse constante des coûts du service, ont été introduites des mesures de participation (tickets modérateurs) à la charge du citoyen qui recourt à certains types de prestation. Le fondement de cet aspect onéreux, partiel mais progressif, du service s'est appuyé sur la nécessité de créer des formes, en vérité très légères, de dissuasion économique qui découragent le recours excessif à certaines prestations (surtout pour les produits pharmaceutiques et le diagnostic de laboratoire). A cette motivation a succédé ces derniers temps celle qui considère le ticket modérateur tout simplement comme une mesure indispensable pour contenir les dépenses sanitaires.

En particulier, dans le cadre de la protection materno-infantile le Service Sanitaire National assure des services de diverse nature en correspondance du développement des besoins au cours du cycle biologique de la femme et de l'enfant:

. pendant la période préconceptionnelle, pour l'information et l'éducation sexuelle afin de favoriser des choix responsables et conscients de procréation.

. pendant la période de la conception, pour la réduction des facteurs de risque liés aux milieux ambiants (de vie et de travail), génétiques et toxiques, pour le contrôle des grossesses à risque et la sélection des accouchements;

. pendant l'époque périnatale, pour le repérage des nouveaux-nés à risque, des malformations et des handicaps;

. pendant l'époque infantile, pour le contrôle du développement psycho-physique durant la première enfance et au cours de l'âge évolutif.

La tutelle de la santé de la femme - entendue comme bien-être psycho-physique et sexuel - est réalisée d'autre

part grâce à une politique visant à la prévention. En particulier une ample série d'initiatives à caractère préventif est prévue en matière de tumeurs de la sphère génitale de la femme, d'avortement et pour la santé dans les lieux de travail (logement, usine, campagne, territoire).

Avec la loi n° 405 du 29 juillet 1975 furent institués les Centres de Consultation: service socio-sanitaire d'assistance à la personne, au couple, à la famille et à la maternité. Leur intégration dans le système sanitaire trouve une de ses significations dans le fait, important et novateur d'ailleurs, que la nouvelle philosophie, par rapport à celle du passé qui avait inspiré la réforme sanitaire réglementée par la loi 833/1978, voyait la santé comme un bien-être et donc, en ce sens, donnait de l'importance non seulement aux aspects physiologiques et organiques, mais aussi aux aspects psycho-sociaux selon une vision d'ensemble et globale de la personne.

En fait, avec les centres, on a voulu assurer un niveau adéquat d'assistance sociale et psychologique dans la préparation des futurs parents.

On a visé à accroître le niveau de responsabilité de leurs rôles vis-à-vis de la créature attendue. Le centre est constitué comme une référence d'ensemble des problèmes du couple et de la famille, "y compris pour ce qui regarde la problématique des mineurs".

Donc, comme il ressort clairement, le Centre de Consultation ne doit pas être entendu comme un service exclusivement réservé à la femme et à un aspect particulier de sa vie, celui qui se rattache à la procréation qu'on se limite à considérer sous ses aspects physiologiques et qui, donc, n'a qu'une importance sanitaire.

Pour une connaissance complète et globale du service de consultation, il est bon de rappeler en revanche que, comme indiqué clairement à l'art. 1 de la loi susmentionnée 3405/1975, le Centre de consultation est un service spécifique destiné à soutenir la famille en tant que telle et ceux qui en font partie, à commencer par la femme, et à soutenir aussi l'homme et leurs enfants, et cela non seulement sur le plan sanitaire, mais aussi sur le plan socio-sanitaire, et donc également relationnel.

C'est dans ce contexte qu'une attention particulière est prêtée à ladite procréation responsable en faveur de laquelle l'on dispose dans le centre de consultation, tout en respectant les convictions éthiques et l'intégrité physique de chacun, l'administration des moyens nécessaires pour que le couple atteignent les buts qu'il a choisis librement. En effet, dans la perspective d'une procréation responsable et consciente, l'homme ne peut manquer d'être lui aussi impliqué: donc c'est le couple qui est concerné.

Certes, à cette structure est confié également l'objectif global de la tutelle de la santé de la femme et de l'enfant qu'elle a conçu.

A cette institution enfin est attribuée la tâche de divulguer les informations pour promouvoir ou prévenir la grossesse, en donnant les conseils nécessaires sur les méthodes et les médicaments adaptés à cet effet.

C'est la région qui est déléguée au fonctionnement, à la programmation et au contrôle des Centres de consultation, et qui, en créant ses propres normes, doit fixer les critères correspondants.

En 1986 les Centres de consultation publics étaient au total 2.217, et les Centres privés étaient 181.

Le Plan sanitaire national pour les trois années 89-91 prévoit la réalisation de 200 nouveaux centres de consultation - jusqu'à obtenir un rapport d'utilisation de 1 centre de consultation chaque 10.000 habitants dans les zones rurales et de 1/23.000 dans les zones urbaines - avec un investissement de 95 milliards pour les trois années en question.

La distribution des Centres de consultation par zones géographiques et par régions révèle, par analogie à tout ce qui advient pour les autres structures sanitaires, des déséquilibres entre le Centre-Nord et le Mezzogiorno.

Le rapport, nombre de centres de consultation / femmes en âge de fécondité, fournit une moyenne nationale de 1,5 centres de consultation / 10.000 femmes en âge de fécondité.

Dans le tableau 1 sont reportées les variations dans les diverses zones régionales.

Avec la loi n° 194 du 22 mai 1978, fut introduite la discipline régissant la tutelle sociale de la maternité et l'interruption volontaire de la grossesse. Dans cette mesure législative l'article 2 fait le point sur les fonctions du Centre de consultation familiale pour l'assistance de la femme enceinte. A côté des tâches originelles de tutelle socio-sanitaire de la maternité sont précisées aussi les normes pour l'interruption volontaire de la grossesse.

L'art. 1 de la loi 194/78 prévoit que "L'État garantit le droit à la procréation consciente et responsable, reconnaît la valeur sociale de la maternité et assure la tutelle de la vie humaine dès son commencement.

L'interruption volontaire de la grossesse, citée dans la présente loi, n'est pas un moyen pour le contrôle des naissances". Pour la réalisation de ces objectifs la loi attribue aux Centres de Consultation Familiale des tâches spécifiques pour l'assistance prêtée à la femme enceinte:

- a. en l'informant sur les droits qui lui sont dus en vertu de la législation de l'État et de la Région, sur les services sociaux et sanitaires, et sur ceux d'assistance

offerts concrètement par les structures opérant dans le territoire;

b. en l'informant sur les modalités permettant d'obtenir le respect des normes de la législation sur le travail pour la tutelle de la femme enceinte;

c. en réalisant directement ou en proposant, à l'organisme local membre ou aux structures sociales opérant dans le territoire, des interventions spéciales quand la maternité ou la grossesse créent des problèmes pour la solution desquels se révèlent inadéquates les interventions normales indiquées à la lettre a.;

d. en contribuant à faire triompher la femme des causes qui pourraient l'induire à interrompre la grossesse.

La loi n° 436 du 1-8-1978, "Normes complémentaires de la Loi n° 898 du 1-12-1970, sur la discipline des cas de dissolution du mariage", donne à la femme le droit à l'assistance sanitaire même en cas de séparation du conjoint à l'égard duquel a été prononcée la sentence de dissolution et de cessation des effets civils du mariage.



L'ensemble des problèmes médico-psycho-sociaux du couple et de la famille a exigé un effort d'application considérable de la part des opérateurs socio-sanitaires ainsi qu'une disponibilité financière consistante de la part de l'État.

A titre d'information, il est joint à ce rapport un tableau relatif au taux de mortalité maternelle (Tableau n° 2), de même qu'une récapitulation, pour l'année 1983, sur les malformations congénitales enregistrées en Italie (Tableau n° 3).

Tableau I

NOMBRE DE CENTRES DE CONSULTATION FAMILIALE EN ACTIVITÉ

RÉGION	PUBLICS		NOMBRE DE CENTRES DE CONSULTATION POUR 10.000 FEMMES AGEES DE 15-49 ANS 1986	PRIVÉS	
	1985	1986		1985	1986
ITALIE SEPTENTRIONALE	1.058	1.115	1,7	94	101
Piémont.....	(180) (1)	(180) (1)	1,7	(21)	(21)
Vallée d'Aoste.....	19	22	7,8	1	1
Lombardie.....	(308)	350	1,5	29	36
Bolzano.....	1	(1)	0,1	5	(5)
Trentin.....	46	46	4,1	-	-
Vénétie.....	105	105	0,9	14	14
Frioul V. J.....	34 (2)	34 (2)	1,1	5	5
Ligurie.....	95	95	2,3	8	8
Emilie Romagne.....	270 (3)	282 (3)	3,0	11	11
ITALIE CENTRALE	629	629	2,3	32	31
Toscane.....	(338)	(338)	3,9	(8)	(8)
Ombrie.....	75 (4)	75 (4)	3,9	2	(2)
Marches.....	96	(96)	2,8	(10)	(10)
Latium.....	120	120	0,9	12	11
ITALIE MERIDIONALE	359	360	1,0	38	36
Abruzzes	62	(62)	2,0	9	(9)
Molise	6	7	0,9	2	1
Campanie	105	105	0,7	(7)	(7)
Pouilles	(92)	(92)	0,9	(11)	(11)
Basilicate	37	37	2,5	2	1
Calabre	57 (5)	57 (5)	1,1	(7)	7
ITALIE INSULAIRE	113	113	0,7	13	13
Sicile	57	57	0,4	7	7
Sardaigne	56	(56)	1,3	6	(6)
ITALIE	2.159	2.217	1,5	177	181
<p>(1) Le nombre se réfère à tous les centres de consultation, exceptés ceux de pédiatrie qui, dans le Piémont, constituent 42 sièges distincts.</p> <p>(2) Il existe en plus 21 annexes.</p> <p>(3) Y compris les annexes.</p> <p>(4) Il existe aussi 31 antennes hospitalières avec des activités horaires réduites.</p> <p>      dont 30 fonctionnant partiellement ou pas encore mis en activité.</p> <p>(5) On reprend les valeurs de l'année précédente à défaut de données.</p>					

Tableau II -

ANNÉE	DÉCES A LA SUITE DE COMPLICATIONS LORS DE LA GROSS. DE L'ACCOUCHE. OU DE L'ÉTAT PUERPÉ. *	NÉS VIVANTS *	TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE (nombre de morts pour 10.000 NÉS VIVANTS)
1975	214	827.852	2,58
1976	188	781.683	2,40
1977	125	741.103	1,68
1978	121	709.043	1,70
1979	82	670.221	1,22
1980	84	640.401	1,31
1981	82	623.103	1,31
1982	59	619.097	0,95
1983	55	601.928	0,91
1984**	67	585.972	1,14
1985**	54	575.495	0,93
1986**	41	554.845	0,73

\* Données fournies par l'I.S.T.A.T.;

\*\* Données pas encore définitives.

Tableau III

MALFORMATIONS CONGÉNITALES	1981		1982		1983	
	Nés avec un défaut congén.	Propor. sur 10.000 naiss.	Nés avec un défaut congén.	Propor. sur 10.000 naiss.	Nés avec un défaut congén.	Propor. sur 10.000 naiss.
Anencéphalie.....	38	3,37	29	2,31	38	2,73
Spina bifida.....	64	6,51	60	4,79	49	3,52
Hydrocéphalie.....	28	2,85	44	3,51	44	3,16
Cardiopathies*.....	113	12,01	128	10,21	197	14,14
Fissure palatine.....	54	5,50	70	5,59	65	4,67
Fissure cheïlo-palatine.....	77	7,84	70	5,59	103	7,39
Atrésie de l'oesophage.....	32	3,26	36	2,87	34	2,44
Atrésie ano-rectale.....	39	3,97	42	3,35	46	3,30
Agénésie/disgén. rénale.....	35	3,56	37	2,95	50	3,59
Pied équin-varus.....	134	13,64	180	14,36	153	10,98
Polydactylie.....	107	10,89	105	8,38	108	7,75
Défauts pour absence et/ ou réduction des membres....	77	7,84	72	5,75	83	5,96
Hernie diaphragmatique.....	30	3,05	30	2,39	45	3,23
Omphalocèle/fissure abdominale.....	37	3,77	37	2,95	28	2,01
Syndrome de Down.....	136	13,84	165	13,17	165	11,84
Total des enfants nés sous contrôle.....	98.270		125.314		139.320	

(\*) Pour les cardiopathies, les cas signalés représentent une petite partie du total, car les cas que l'on peut découvrir pendant la première semaine de vie révèlent environ 15% des défauts cardiaques présents à la naissance.

Le nombre prévu des cardiopathies est d'environ 75 cas sur 10.000 enfants nés (donnée de la littérature internationale).

Pour les autres malformations citées dans ce tableau, en revanche, puisqu'elles sont facilement reconnaissables à la naissance, les cas observés devraient correspondre à la quasi totalité des défauts effectivement présents chez les enfants nés sous contrôle.

**Article 13**

**Éliminations des discriminations  
dans les comportements des femmes  
dans les autres domaines de la vie économique et sociale**

*Art. 13 - Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans les autres domaines de la vie économique et sociale, afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les mêmes droits et, en particulier:*

- a) Le droit aux prestations familiales;*
- b) Le droit aux prêts bancaires, prêts hypothécaires et autres formes de crédit financier;*
- c) Le droit de participer aux activités récréatives, aux sports et à tous les aspects de la vie culturelle.*

Il n'existe pas, en Italie, de discriminations des femmes par rapport aux hommes, dans les divers domaines de la vie économique et sociale.

L'égalité, selon la réglementation en vigueur et selon l'usage dans l'application de chacune des dispositions législatives et réglementaires, peut être dite absolue.

## Article 14

### Condition des femmes dans les zones rurales

#### Art. 14.-

1. Les États parties tiennent compte des problèmes particuliers qui se posent aux femmes rurales et du rôle important que ces femmes jouent dans la survie économique de leurs familles, notamment par leur travail dans les secteurs non monétaires de l'économie, et prennent toutes les mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention aux femmes des zones rurales.

2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans les zones rurales afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, leur participation au développement rural et à ses avantages et, en particulier, ils leur assurent le droit:

a) De participer pleinement à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement à tous les échelons;

*b) D'avoir accès aux services adéquats dans le domaine de la santé, y compris aux informations, conseils et services en matière de planification de la famille;*

*c) De bénéficier directement des programmes de sécurité sociale.*

*d) De recevoir tout type de formation et d'éducation, scolaires ou non, y compris en matière d'alphabétisation fonctionnelle, et de pouvoir bénéficier de tous les services communautaires et de vulgarisation, notamment pour accroître leurs compétences techniques;*

*e) D'organiser des groupes d'entraide et des coopératives afin de permettre l'égalité des chances sur le plan économique, qu'il s'agisse de travail salarié ou de travail indépendant;*

*f) De participer à toutes les activités de la communauté;*

*g) D'avoir accès au crédit et aux prêts agricoles, ainsi qu'aux services de commercialisation et aux technologies appropriées, et de recevoir un traitement égal dans les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural;*



*h) De bénéficier de conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en électricité et en eau, les transports et les communications.*

#### **14. 1. Emploi féminin agricole**

Le phénomène le plus important qui a caractérisé l'évolution de l'emploi dans l'agriculture en Italie depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui est sans aucun doute celui de l'exode à la suite duquel, de 1960 à aujourd'hui, environ 6 millions de personnes ont quitté le travail des champs.

Aussi bien la transformation industrielle du Pays que le processus même de modernisation du secteur primaire ont été les causes de cet exode qui a déterminé, avec aussi des coûts sociaux tr

s élevés, une double mobilité: des zones rurales vers les zones urbaines et du Sud vers le Nord.

Ce phénomène a intéressé toutes les régions de notre Pays comme on peut le voir sur le tableau 1, ainsi que tous les types de travailleurs opérant dans le secteur, travailleurs autonomes et salariés, avec prédominance des autonomes et en particulier des collaborateurs.

TABLEAU I

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PAR SECTEUR PRODUCTIF ET PAR RÉPARTITIONS GÉOGRAPHIQUES (1951-1980)  
(pourcentages)

ANNÉES	NORD-OCCIDENTAL			NORD-ORIENTAL			CENTRE			MEZZOGIORNO		
	Agric.	Indus.	Terti.	Agric.	Indus.	Terti.	Agric.	Indus.	Terti.	Agric.	Indus.	Terti.
1951	25	46	29	48	26	26	44	26	30	57	20	23
1960	18	51	31	33	35	32	33	32	35	44	27	29
1970	9	55	36	19	42	39	16	38	46	31	32	37
1980	7	49	45	13	41	46	10	35	55	24	27	49

Source: Élaboration sur données de l'I.S.T.A.T.

(Extrait du C.N.E.L.: "Prévisions, tendances et évolution relatives à l'utilisation du facteur humain et du revenu dans l'agriculture avec une attention particulière accordée à l'emploi des jeunes, Rome 1985)

Dans le cadre de la diminution générale des travailleurs agricoles advenue à la suite des transformations économiques de notre Pays, on peut observer pendant ces dernières années l'augmentation de l'incidence féminine aussi bien pour ce qui est du travail indépendant que pour le travail dépendant.

Nous sommes en train de parler de la dite féminisation du travail agricole qui est particulièrement évidente dans les zones du Mezzogiorno (voir tableaux ci-après).

INCIDENCE DU TRAVAIL FÉMININ SUR LE TRAVAIL INDÉPENDANT  
(pourcentages)

ANNÉES	1961	1965	1970	1975	1980
Nord-Occidental	32,6	30,8	27,9	29,2	32,8
Nord-Oriental	33,9	30,8	27,8	27,6	30,5
Centre	38,3	25,6	33,1	31,4	34,3
Mezzogiorno	37,9	35,0	35,5	37,4	38,4
Italie	36,2	33,3	31,9	32,6	34,9

INCIDENCE DU TRAVAIL FÉMININ SUR LE TRAVAIL DÉPENDANT  
(pourcentages)

ANNÉES	1961	1965	1970	1975	1980
Nord-Occidental	16,6	11,7	10,7	14,0	18,4
Nord-Oriental	34,2	26,5	30,4	32,8	35,5
Centre	26,6	18,7	13,6	18,6	26,4
Mezzogiorno	28,8	31,1	32,4	35,8	42,1
Italie	28,0	27,6	28,5	32,3	38,0

(Extrait du C.N.E.L.: "Prévisions, tendances et évolution relatives à l'utilisation du facteur humain et du revenu dans l'agriculture avec une attention particulière accordée à l'emploi des jeunes, Rome 1985)

Cette tendance, à côté de celle du vieillissement de la population agricole, a été souvent interprétée dans le passé comme une sorte de déqualification professionnelle du travail agricole.

Aujourd'hui cette interprétation semble dépassée et en revanche s'affirme de plus en plus la prise de conscience du fait que l'emploi féminin dans le secteur constitue une ressource importante aussi bien en termes d'apport professionnel qualifié, en raison même de l'élévation du niveau d'instruction, qu'en tant que soutien aux processus de restructuration des entreprises qui sont en train de s'amorcer comme par exemple dans celles qui ont plusieurs activités.

Les dernières données (1986) sur les forces de travail nous permettent de tracer le cadre suivant que nous tirons du rapport du Prof. Vito Saccomandi au Congrès du Mouvement Féminin Coldiretti: "Femme et Agriculture, une perspective pour le Mezzogiorno", Naples 1988.

"A propos de l'emploi féminin, les données les plus saillantes du rapport peuvent se récapituler dans les suivantes:

- 1) une relative homogénéité dans la répartition par type (dépendant, indépendant) par rapport à celle masculine: supposant égal à 100 le total des non-chômeurs par sexe, le nombre des indépendants est de 64 % chez les hommes contre 61 % chez les femmes;
- 2) une substantielle diversité structurelle dans la distribution territoriale de l'emploi; dans le Sud, pour une femme non-chômeuse on trouve 1,5 non-chômeur homme, dans le Nord le rapport est de 1 / 2,1. En même temps dans le Sud se concentre 73 % de l'emploi dépendant féminin, mais seulement 46 % de l'indépendant;
- 3) dans le Mezzogiorno, l'emploi féminin dépendant et l'indépendant s'équivalent, bien qu'après 1977 le taux d'exode ait été plus fort dans le Centre Nord au détriment surtout de l'emploi dépendant (respectivement 6,7 % contre 3,3 % d'exode total, contre les 4,3 % et 3,5 % de l'emploi dépendant pendant la période 1977/1986);
- 4) dans le Sud, le pourcentage de l'emploi féminin est supérieur au masculin pour le créneau d'âge compris

entre 20 et 44 ans pour le travail dépendant et entre 25 et 44 ans pour l'indépendant, avec une différence très nette par rapport au Centre-Nord.

- 5) une donnée très importante de l'emploi féminin méridional est la consolidation, pendant la période 1978/86, du créneau d'âge compris entre 20 et 44 ans pour l'emploi dépendant, tandis que pour l'indépendant la consolidation n'a intéressé que la classe d'âge comprise entre 25 et 29 ans. Dans l'emploi dépendant, toutefois, a augmenté considérablement la classe d'âge qui va au-delà des 65 ans.

Cette dernière donnée, confrontée avec celles qui peuvent dériver de l'examen de l'emploi masculin, tend à souligner combien la stabilisation de l'emploi dépendant et de l'emploi féminin, de même que l'amorce d'un "turn-over" entre les vieux et les jeunes, sont des phénomènes qui tendent à se concentrer fondamentalement au Centre-Nord.

Dans cette zone, en outre, l'agriculture participe d'une manière croissante à l'expansion du secteur tertiaire: une tendance indubitablement intéressante, à considérer comme la véritable nouveauté apparue au cours de cette décennie,

interrompant la tendance à l'exode non professionnel entendu comme placement des forces de travail "expulsées" dans les dites "non-forces-de-travail" (ménagères, retraités, etc.).

Dans le Sud, au contraire, le taux de relève semble empirer, ce qui à terme devrait entraîner une nouvelle aggravation du processus de vieillissement, et le déplacement de la force de travail agricole semble calquer des modèles traditionnels d'allocation.

En effet, c'est dans cette zone que la mobilité semble se rattacher le plus à des mécanismes psychologiques que récemment Barbero-Marotta ont défini "encouragement-découragement" selon l'évolution de la conjoncture agricole (dans ce contexte, le développement économique des productions d'arbres paraît déterminant) et la configuration du secteur agricole comme "secteur tampon" de l'emploi se fait plus importante.

Toujours pour ce qui concerne le Sud, se révèle aussi en phase de croissance l'écart entre l'exode professionnel, et non professionnel: le premier intéresse surtout l'emploi des hommes, le second celui des femmes.



L'emploi féminin, en d'autres termes, comme il advient plus généralement pour les vieux, se ressent du cours saisonnier de la production agricole (des arbres en premier lieu), en entrant dans le marché du travail au moment des périodes favorables et en en sortant, mais sans se situer parmi les chômeurs, au moment des périodes défavorables, demeurant essentiellement une force occupée précaire surtout à un niveau d'emploi indépendant.

Dans le Mezzogiorno, enfin, l'emploi indépendant, c'est-à-dire celui qui intéresse les femmes cultivatrices, est très répandu dans les créneaux d'âge intermédiaires, soulignant l'importance croissante que l'emploi féminin est en train de prendre dans la gestion de l'entreprise familiale, même si l'on tient compte de la réduction des vieilles forces de travail."

Ces observations nous donnent aujourd'hui la mesure de tous les modes de lecture que l'on peut faire de l'emploi féminin dans le secteur en en saisissant non seulement les éléments de contradiction et de précarité mais aussi, comme l'on disait précédemment, ceux de ressource à promouvoir et à développer. Pour rester dans le cadre précis du travail indépendant, qu'il nous intéresse ici de décrire, il faut

dire aussi qu'aujourd'hui bien 52,1 % des entreprises agricoles italiennes (données I.N.S.O.R.) vivent grâce à l'apport décisif des femmes. La présence féminine est majeure dans les entreprises les plus petites (de 5 à 7 hectares) pour diminuer (mais elle est toujours remarquable dans les entreprises qui vont jusqu'à 50 hectares) au fur et à mesure qu'augmente la taille de l'entreprise jusqu'à arriver aux entreprises à haute technologie où réapparaît un nombre considérable de femmes.

En général on peut dire que d'une présence féminine substitutive, par rapport à la présence masculine, on est en train de passer à une présence que nous pourrions définir compétitive.

Enfin il convient de signaler que dans les zones présentant un intérêt particulier naturel ou historique, très souvent le revenu de l'entreprise est accru par des activités para-agricoles qui offrent au marché non seulement des produits mais aussi des services. L'une de celles-ci est l'activité agro-touristique où la figure féminine devient centrale pour les capacités d'accueil qui distinguent les femmes.

#### **14. 2. Positions juridiques des femmes à l'intérieur des entreprises agricoles**

Dans le système juridique italien nous ne pouvons pas identifier des positions spécifiques de la femme en référence à "une entreprise agricole".

Une autre observation préliminaire qu'il nous semble opportun de faire est relative à la différence existant, juridiquement, dans notre réglementation entre entreprise et exploitation. La première pourrait se définir comme l'organisation des facteurs de la production, réalisée par l'entrepreneur, qui se concrétise surtout en tâches de direction et de gestion, et qui peut s'exercer aussi à travers une activité de travail manuel. L'exploitation en revanche est l'ensemble des biens organisés par l'entrepreneur pour le développement d'une activité économique. On commence aujourd'hui à réfléchir sur cette distinction pour voir dans quelle mesure elle répond à la donnée réelle qui résulte en évolution.

Rappelons enfin qu'en Italie n'est pas considéré comme un entrepreneur, et donc n'a pas d'exploitation, celui qui exerce une profession libérale.

Dans l'entreprise en général (agricole, industrielle, artisanale, commerciale) peuvent se vérifier les cas suivants:

- a) la femme peut être une entrepreneuse individuelle, en ce sens qu'elle organise toute seule les facteurs de la production indépendamment de la propriété de l'exploitation (qui peut aussi être possédée à titre de location, de leasing, etc.);
- b) la femme peut être co-entrepreneuse avec son conjoint, tandis qu'est mise en acte une gestion commune proprement dite et donc une entreprise collective. En ce cas l'exploitation, si elle a été constituée après le mariage, est la propriété de tous les deux à 50 %, comme à tous les deux appartiennent les bénéfices et les extensions. Si par contre l'entreprise était la propriété d'un seul conjoint avant le mariage, mais qu'ensuite tous les deux en avaient assuré la gestion, ne seront en communauté que les bénéfices et les extensions, toujours par moitié;
- c) la femme, en tant que conjointe, fille, parente au troisième degré au plus, participe à une entreprise

familiale. C'est celle où collaborent de façon continue les conjoints, les parents jusqu'au troisième degré et les parents par alliance jusqu'au deuxième. Au sujet de de cette nouvelle forme d'entreprise, introduite avec la réforme du droit de la famille de 1975, on discute pour savoir si elle a un caractère individuel ou collectif.

Selon l'une des thèses il y aurait toujours un unique entrepreneur, les autres participants demeurant dans une position de pure collaboration par rapport à son activité. Selon cette opinion, la norme aurait surtout introduit le principe de la tutelle du travail familial, que l'on ne devrait plus considérer gratuit.

Selon une autre opinion qui paraît plus convaincante, il s'agirait en revanche d'un nouveau type d'entreprise à gestion associée, collective, bien qu'elle ne puisse pas avoir la forme d'une société proprement dite. Selon cette thèse il n'y aurait plus un entrepreneur individuel, vu que cette qualité est à attribuer au groupe des participants au sein duquel tous les membres ont une égale dignité et des droits et des devoirs égaux. Cette opinion se fonde sur des

éléments législatifs qui peuvent se résumer brièvement dans les points suivants:

- tous les participants ont droit à la subsistance;
- tous ont droit à une quote-part de bénéfices, proportionnellement à la qualité et à la quantité du travail fourni, aussi bien dans l'entreprise que dans la famille (le travail de la femme est équivalent à celui de l'homme) ainsi qu'à une part des extensions de valeur de l'exploitation et des biens acquis avec les bénéfices mis de côté et non distribués. Tous ont également droit, à l'acte de la cessation de leur participation à l'entreprise ou à la dissolution de cette dernière, au paiement de leur quote-part de droits patrimoniaux, échus pendant les années de participation active à l'entreprise ou de travail dans la famille, en fonction de l'entreprise;
- les décisions d'administration extraordinaire relatives à la gestion de l'exploitation sont prises, à la majorité, par l'Assemblée des

participants, au sein de laquelle chacun a une voix.

L'éventuel unique propriétaire de l'exploitation n'a pas droit, en tant que tel, à une position privilégiée au sein de l'entreprise; l'exploitation, mise au service de l'entreprise familiale, reste sa propriété exclusive (mais les extensions doivent être mises aux noms des participants au prorata de leur quote-part, et non pas seulement à son nom) et les participants n'acquièrent pas de droits sur le patrimoine originel.

- en cas de transfert de l'exploitation entre personnes vivantes ou de partage d'héritage, les participants ont un droit de préemption;

d) à part ces modalités particulières de participation de la femme, prévues par le nouveau droit de la famille, est naturellement possible de toute façon soit la participation comme associé, réalisée en constituant une des sociétés prévues par le code civil, soit la

constitution d'un authentique rapport de travail subordonné.

Les problèmes et les difficultés naissent de l'insuffisance de l'application de la norme qui régit l'entreprise familiale. Ceci découle probablement d'une certaine formulation de la norme, qui peut se prêter à des interprétations qui tendent à en limiter la portée, comme d'une mentalité persistante qui voit la famille dans une dimension hiérarchique et non communautaire.

Au niveau communautaire on devrait insister afin que l'on se pose le problème d'une égalité effective entre l'homme et la femme dans le travail. La directive du 9 février 1976 (76/207), ne semble pas appropriée aux problèmes spécifiques des travailleuses autonomes. Au niveau européen il est nécessaire d'arriver à une définition du statut professionnel des agricultrices ayant comme point de référence d'une part le droit de la famille et de l'autre la détermination d'un statut juridique de l'entreprise familiale agricole.



### 14. 3. *La Sécurité Sociale*

La législation italienne réalise la parité de traitement entre les hommes et les femmes en matière de sécurité sociale agricole.

Attendu que l'assurance est obligatoire même en matière de travail autonome pour tous les participants de l'entreprise agricole familiale, nous allons examiner les diverses prestations qui reviennent à tous les cultivateurs directs.

#### *Accidents du travail et maladies professionnelles*

. prestations en nature, indemnité journalière pour la période de suspension obligatoire à la suite d'une incapacité temporaire absolue, pension proportionnelle à l'invalidité calculée à partir d'une rétribution conventionnelle; pension pour les membres de la famille de l'agricultrice défunte à cause d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

### *Invalidité-vieillesse*

. allocation ordinaire d'invalidité, pension d'invalidité (100 %), pension d'invalidité versée directement à la cultivatrice qui a sa capacité de travail réduite, malgré qu'elle n'ait pas atteint l'âge de la retraite; pension de vieillesse qui est versée aux cultivatrices lorsqu'elles ont atteint l'âge de 60 ans révolus.

A propos de cette dernière prestation il convient de relever l'unique différence de traitement entre l'homme et la femme, dans le sens que l'âge de la retraite pour l'homme est 65 ans et pour la femme 60 ans.

En outre, toujours par référence à la pension de vieillesse, il faut dire qu'aussi bien l'homme que la femme peuvent continuer à exercer leur activité professionnelle même au-delà de ces limites d'âge.

### *Maladie*

. prestations sanitaires, mais aucune prestation à caractère économique en cas de suspension du travail pour cause de maladie.

### *Allocations Familiales*

. pour les enfants à charge jusqu'à l'âge de 18 ans révolus avec la possibilité de prolonger cette prestation jusqu'à 21 ans et même jusqu'à 26 ans pour leur permettre de compléter le cycle d'études supérieures et universitaires.

### *Maternité*

Le 17 décembre 1987 a été approuvée la loi relative à la maternité pour les travailleuses autonomes, une loi fortement voulue et sollicitée pendant longtemps.

Elle substitue la réglementation en vigueur depuis 1971 qui prévoyait une allocation de natalité forfaitaire de 50.000 liras pour les cultivatrices directes.

La nouvelle loi prévoit une indemnité égale à 80 % du salaire minimum journalier des ouvriers agricoles, calculée pour les deux mois qui précèdent l'accouchement et pour les trois mois qui le suivent (dans l'état actuel des choses, l'indemnité devrait dépasser les trois millions de liras).

En cas d'avortement spontané ou thérapeutique l'indemnité est calculée pour une période de temps d'un mois, et en cas d'adoption, pour les trois mois suivant l'entrée effective de l'enfant dans la famille.

La couverture financière de cette loi est assurée par une contribution de 18.000 liras par unité active inscrite à l'assurance générale obligatoire pour les cultivateurs directs.

Cette loi représente un succès important car elle assimile le traitement des travailleuses autonomes à celui des travailleuses dépendantes et parce que l'on reconnaît effectivement le travail effectué par les femmes dans les entreprises agricoles et, avec lui, le droit, non pas à une assistance, mais à un traitement équitable de tutelle de la maternité.

#### **14. 4. *La Formation Professionnelle***

Au sujet de l'accès à la formation professionnelle, il n'y a pas de distinctions par rapport aux différentes positions juridiques de la femme dans le cadre de l'entreprise agricole. Aujourd'hui les interventions

formatives tendent en général à affronter globalement le thème de l'activité d'entrepreneur agricole sous ses divers aspects.

Pour ce qui concerne par contre les cours d'économie familiale, institués avec l'intention de faire aussi participer, graduellement, les hommes sur ces thématiques, aujourd'hui ils sont restés bien peu et toujours féminins.

Les problèmes et les difficultés naissent dans la pratique et se rattachent au rôle de la femme. Pour une femme il est toujours plus difficile de quitter la maison, même si c'est pour suivre des cours de formation professionnelle.

Il serait nécessaire que les cours soient organisés (siège, horaires ...) de façon à faciliter la participation féminine. En outre, on n'exclut pas l'hypothèse que des cours sur l'activité d'entrepreneur agricole pour femmes seulement puissent constituer, au moins dans certaines zones, un encouragement pour les femmes mêmes.

Ce domaine d'intervention est d'une importance particulière si l'on tient compte des nécessités de qualification de plus en plus grande que le professionnalisme

agricole exige aujourd'hui: pensons aux nouvelles technologies qui sont introduites dans les techniques de production agricole, aux rapports avec un marché plus vaste et qui exige plus de qualité que de quantité des produits, à la nécessité d'une présence qualifiée dans l'associationnisme économique, etc..

L'engagement en faveur de la formation professionnelle féminine prend la forme d'une véritable action positive à l'égard des femmes occupées dans le secteur. Toutefois nous devons déplorer une dispersion des interventions et jusqu'au fait même que nous ne pouvons pas fournir de données sur l'accès féminin à la formation professionnelle puisqu'elles n'existent pas auprès des institutions publiques!

#### **14. 5. *Participation et Représentation***

La participation constitue la stimulation à la récupération de la part des femmes des espaces décisionnels politiques, économiques et sociaux. Pour compter davantage, pour exprimer leurs propres exigences et leurs propres demandes, pour fournir concrètement leur propre apport au développement, il faut qu'elles soient présentes là où

existent les possibilités de construction et de reconstruction des rapports sociaux.

L'école, les centres de consultation, les organismes démocratiques électifs, les institutions publiques, les partis, les syndicats constituent les divers moments du déroulement de la vie civile.

Malheureusement la représentation féminine dans les divers organismes est faible, même si elle est assurément différente et supérieure par rapport à il y a quelques années. Et pourtant beaucoup de choses ont changé dans la mentalité, dans les mœurs, dans la culture du monde féminin agricole.

La famille "cultivatrice-directe" résulte aujourd'hui plus ouverte vis-à-vis du monde externe et vis-à-vis de son propre monde intérieur. On redécouvre l'exigence d'une autonomie du noyau familial jeune par rapport aux parents, ce qui ne signifie pas rupture avec la famille d'appartenance, mais la possibilité d'exprimer sa propre personnalité et son propre rôle original. On recherche de la part de la femme la possibilité d'exprimer, à l'intérieur de la famille, ses

propres capacités professionnelles et d'exercer un rôle non subalterne.

Dans le domaine des rapports interpersonnels et familiaux se fait sentir davantage la nécessité de se libérer de certains conditionnements culturels qui pèsent sur les femmes en général et sur les femmes du monde agricole en particulier. Le fait de partager avec d'autres femmes les problèmes et les peines, d'une condition familiale, permet à la femme cultivatrice de sortir de certaines formes d'isolement et de vérifier sa condition avec d'autres et ainsi, de la rendre non plus le signe d'un destin mais une expérience commune et par conséquent modifiable.

L'ouverture des rapports familiaux fait en sorte que les femmes voient positivement la diffusion de familles à revenu mixte: c'est-à-dire de familles où quelques membres travaillent à temps plein dans l'entreprise agricole tandis que d'autres exercent d'autres professions. A ce propos les femmes réclament en particulier une réglementation plus articulée (l'art. 230 <sup>bis</sup> du Code civil et l'article 48 de la loi 203 sur les contrats agraires semblent une bonne base de départ) qui discipline les rapports économiques entre les



membres de la famille à revenu mixte avec une particulière référence aux problèmes successoraux.

La possibilité de réaliser des formes familiales communautaires entraînent le fait que beaucoup de jeunes femmes se sentent aujourd'hui plus qu'hier attirées par le choix professionnel agricole. C'est une ligne de tendance qui devrait être favorisée aussi bien en termes de formation qu'en termes de développement des structures de service sur le territoire. La femme reconnaît dans la création sur le territoire des services sociaux (crèches, centres de consultation familiale, etc.) et des services de soutien, une condition essentielle afin qu'elle puisse se réaliser comme femme et comme travailleuse.

Pour ce qui concerne l'accès et la représentation dans les organisations professionnelles il n'y a pas de discriminations formelles entre l'homme et la femme. Dans la réalité on observe partout, et d'une manière plus accentuée dans le Mezzogiorno, une faible présence féminine dans les organismes décisionnels.

Ceci est un des motifs pour lesquels est nécessaire et précieuse l'oeuvre de commissions et de mouvements féminins qui garantissent un espace pour l'expression de la nouvelle subjectivité féminine, et qui en ces derniers temps sont en train de se proposer avec force comme objectif une augmentation de la représentation féminine dans les organisations professionnelles.

A propos de la coopération nous avons en Italie une législation qui consent la participation directe uniquement aux titulaires d'exploitation (qui en majorité sont des hommes).

Les membres de la famille qui travaillent dans l'entreprise (épouse, enfants, etc.) ne peuvent accéder à la coopérative que sur délégation du titulaire.

La présence des femmes dans les coopératives et dans les associations des producteurs est en général très faible, soit à cause de la réglementation juridique susmentionnée, soit aussi parce que ces organismes économiques de même que les organismes professionnels vivent et sont vécus souvent par les femmes aussi comme des lieux masculins.

L'effort des réalités organisées du monde agricole féminin est aujourd'hui tendu vers une politique de l'égalité des chances qui permette aux femmes de partager les responsabilités des décisions, des choix, de la représentation aussi bien à l'intérieur de la famille-entreprise qu'au sein des organisations professionnelles et économiques qui opèrent dans le secteur.

**Article 15**

**Égalité de la femme ou de l'homme devant la loi**

**Art. 15 -**

*1. Les États parties reconnaissent à la femme l'égalité avec l'homme devant la loi.*

*2. Les États parties reconnaissent à la femme, en matière civile, une capacité juridique identique à celle de l'homme et les mêmes possibilités pour exercer cette capacité. Ils lui reconnaissent en particulier des droits égaux en ce qui concerne la conclusion de contrats et l'administration des biens et leur accordent le même traitement à tous les stades de la procédure judiciaire.*

*3. Les États parties conviennent que tout contrat et tout autre instrument privé, de quelque type que ce soit, ayant un effet juridique visant à limiter la capacité juridique de la femme doit être considéré comme nul.*

*4. Les États parties reconnaissent à l'homme et à la femme les mêmes droits en ce qui concerne la législation relative au droit des personnes à circuler librement et à choisir leur résidence et leur domicile.*

Le système italien ne contient aucune disposition normative en contraste avec le principe général et absolu de la parité dont les hommes et les femmes jouissent devant la loi, pour ce qui concerne la capacité juridique, en matière civile, dans le domaine contractuel et dans le domaine de la libre circulation.

En particulier, selon le dictum constitutionnel, toute personne acquiert la capacité d'être sujet de droits à sa naissance (Art. 1 du Code civil) et la capacité d'agir lorsqu'elle atteint sa dix-huitième année (Art. 2 du Code civil).

Du point de vue juridique, les femmes ont des droits égaux, pour ce qui concerne la conclusion des contrats et l'administration des biens, à ceux des hommes, et - vu que, entre autres, le principe d'égalité (même entre un homme et une femme) est sanctionné par la Constitution, dont les

normes sont en ce sens directement applicables - ne peut être juridiquement valable un contrat destiné à limiter la capacité juridique de la femme (art. 1418 du Code civil).

La liberté de circulation et de séjour sur le territoire de l'État fait également l'objet d'une norme constitutionnelle (art. 16 de la Constitution) et la discipline du choix de sa propre résidence est tout à fait uniforme pour les hommes et pour les femmes (art. 43 du Code civil). En cas de mariage la résidence de la famille est choisie selon les exigences des deux conjoints et selon celles qui sont prééminentes pour la famille (art. 144 du Code civil), tandis que chacun des époux a son domicile dans le lieu où il a établi le siège principal de ses affaires ou intérêts (art. 45 du Code civil).

**Article 16**

**Parité dans toutes les questions relatives  
au mariage et aux rapports familiaux**

**Art. 16 -**

*1. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux et, en particulier, assurent, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme:*

- a) Le même droit de contracter mariage;*
- b) Le même droit de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre et plein consentement;*
- c) Les mêmes droits et les mêmes responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution;*
- d) Les mêmes droits et les mêmes responsabilités en tant que parents, quel que soit leur état matrimonial, pour les*

*questions se rapportant à leurs enfants; dans tous les cas, l'intérêt des enfants est la considération primordiale;*

*e) Les mêmes droits de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre et de l'espacement des naissances et d'avoir accès aux informations, à l'éducation et aux moyens nécessaires pour leur permettre d'exercer ces droits;*

*f) Les mêmes droits et responsabilités en matière de tutelle, de curatelle, de garde et d'adoption des enfants, ou d'institutions similaires, lorsque ces concepts existent dans la législation nationale; dans tous les cas, l'intérêt des enfants est la considération primordiale;*

*g) Les mêmes droits personnels au mari et à la femme, y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille, d'une profession ou d'une occupation;*

*h) Les mêmes droits à chacun des époux en matière de propriété, d'acquisition, de gestion, d'administration, de jouissance et de disposition des biens, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux.*



2. Les fiançailles et les mariages d'enfants n'ont pas d'effets juridiques et toutes les mesures nécessaires, y compris des dispositions législatives, sont prises afin de fixer un âge minimal pour le mariage et de rendre obligatoire l'inscription du mariage sur un registre officiel.

Le droit de la famille a subi tout d'abord d'importantes modifications par le truchement de nombreuses sentences de la Cour Constitutionnelle qui, grâce aussi à la sensibilisation due aux pressions des mouvements féminins des partis, des forces sociales dans tous leurs divers mouvements et articulations, a abrogé des discriminations précédentes en référence à l'art. 29 (égalité des droits et des devoirs dans le mariage) et à l'art. 30 (droits et devoirs des parents à l'égard des enfants) de la Constitution. Avec la loi n° 151 du 29 mai 1975, il a subi une nette transformation évolutive.

Cette loi, qui a apporté de radicales innovations en la matière, est née surtout de l'exigence de relier de façon significative la réalité juridique aux transformations de la famille et de la société et d'éliminer ce concept séculaire de sujétion de la femme qui trouvait ses racines les plus tenaces dans des convictions éthiques et sociales millénaires.

Elle se situe donc bien, dans le contexte de la réalisation concrète du programme énoncé par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 18 décembre 1972 et par là même elle anticipe les principes sanctionnés par ladite Convention.

Parmi les innovations les plus significatives du nouveau régime normatif on trouve l'extension de l'exercice de la puissance paternelle aux deux conjoints avec l'abolition de la figure traditionnelle du "pater familias", et avec la reconnaissance à la femme, au sein de la famille, de la plénitude de ses droits et de ses devoirs.

- a) Le système juridique italien établit que la femme et l'homme ont le même droit de contracter mariage. La Loi n° 74 du 6 mars 1987 a abrogé l'art. 89 du code civil qui empêchait à la femme de contracter de nouvelles noces si ce n'était après trois cents jours de la dissolution, de l'annulation ou de la cessation des effets civils du mariage précédent.
- b) La femme et l'homme ont le même droit de choisir librement le conjoint et de contracter le mariage avec leur libre et plein consentement.

c) Les deux conjoints acquièrent par le mariage les mêmes droits et assument les mêmes devoirs: obligation réciproque à la fidélité, à l'assistance morale et matérielle, à la collaboration dans l'intérêt de la famille et à la cohabitation, ainsi qu'à contribuer aux besoins de la famille selon leur propre avoir et leur propre capacité de travail.

Comme on le voit, la L. n° 151 du 19 mai 1975, citée précédemment, a modifié la réglementation relative aux devoirs réciproques des conjoints, à la puissance maritale, aux devoirs du mari, et elle a tracé une nouvelle organisation solidariste de la communauté familiale basée sur l'égalité des conjoints, lesquels ont des droits et des devoirs égaux de collaboration dans l'intérêt supérieur de la famille.

L'adresse de la famille est de la compétence des deux conjoints et chacun d'eux, en cas de désaccord, peut demander l'intervention du juge.

Même les droits et les responsabilités liées à l'acte de dissolution du mariage regardent l'homme et la femme sur des bases paritaires.

La discipline relative à cette institution a été introduite en Italie par la Loi n° 74 du 6 mars 1987 qui a réduit à trois ans la période de séparation nécessaire pour accéder au divorce.

Pour ce qui concerne la détermination de la pension alimentaire en faveur du conjoint économiquement le plus faible, avec la Loi de 1970 qui disposait que le juge devait tenir compte de la "contribution personnelle et économique apportée par chacun des conjoints à la condition familiale et à la formation du patrimoine", l'évaluation du travail ménager a pris une remarquable importance. La pension en question doit être établie également en considération des motivations de la fracture conjugale, des ressources économiques de chacun des époux et de leurs conditions, en fonction du niveau de vie sociale qui avait été déjà atteint par les conjoints.

La loi n° 74/87 a limité le versement de la pension alimentaire au conjoint aux cas où ce dernier, (qui, d'ordinaire est la femme) "n'a pas de moyens adéquats ou de toute manière ne peut pas se les procurer pour des raisons objectives".

Cette norme est certainement pénalisante pour la femme mais, en termes évolutifs, elle est positive dans la mesure où elle la pousse à conquérir son indépendance économique et à la conserver durant le mariage.

- d) Dans le cadre du mariage les deux parents ont à l'égard de leurs enfants l'obligation de pourvoir à leur subsistance, de les instruire, de les éduquer, en tenant compte de leurs inclinations et de leurs aspirations.

L'obligation de pourvoir à la subsistance et à l'assistance de la progéniture demeure même en cas de séparation ou de dissolution du mariage.

La réforme du droit de la famille a attribué aux deux parents l'exercice de la puissance sur les enfants mineurs, sauf dans le cas exceptionnel dont il est question au quatrième alinéa de l'art. 316 du code civil qui prévoit que "s'il subsiste le danger immédiat d'un grave préjudice pour l'enfant, le père peut adopter des mesures urgentes et qui ne peuvent être différées".

Cette norme, qui parle seulement du père et qui ne parle pas aussi de la mère, contient une évidente

limitation au principe de la parité et constitue assurément une diminution pour la mère, d'autant plus grave qu'elle est généralement la personne la plus en contact avec les enfants.

- e) Dans le système judiciaire italien il n'existe pas de discriminations pour l'accès aux informations, à l'éducation et aux moyens nécessaires pour exercer le droit de décider le nombre et l'espacement des naissances.

Par la Loi n° 405 du 29 juillet 1975 ont été institués les centres de consultation familiale: le service socio-sanitaire chargé de l'assistance à la famille et à la maternité et à la paternité responsables", ainsi que de la tutelle de la "santé de la femme et du fruit de la conception", et de la divulgation d'informations susceptibles de promouvoir ou de prévenir la grossesse", pour "atteindre les finalités librement choisies par le couple et par l'individu dans le cadre de la procréation responsable et dans le respect des convictions éthiques et de l'intégrité physique des usagers" (Art. 1).

La loi n° 194 du 22 mai 1978 a attribué exclusivement à la femme la faculté de décider sur l'interruption volontaire de la grossesse. Ce droit a été confirmé dans une récente sentence de la Cour Constitutionnelle. Toutefois, même ladite 194 assigne aux centres de consultation un rôle central non seulement pour l'assistance aux femmes en état de grossesse "en les informant sur les droits qui leur reviennent en vertu de la législation de l'État et de la Région, sur les services sociaux et sanitaires, et sur ceux d'assistance concrètement offerts par les structures opérant dans le territoire" (Art. 2. a), mais aussi "en contribuant à faire triompher la femme des causes qui pourraient l'induire à interrompre la grossesse" (Art. 2. d).

Pour ce qui est de la tutelle, de la curatelle de la garde et des adoptions de mineurs, la femme et l'homme ont les mêmes droits, vu qu'il n'existe aucune discrimination législative à cet égard. En outre, la réglementation se fonde sur l'intérêt prééminent des mineurs et les normes qui régissent leur tutelle sont des normes auxquelles on ne peut déroger.

En particulier, la loi sur l'adoption, substitutive du rapport de filiation naturelle, a été introduite en 1967 et perfectionnée en 1983, dans l'intention d'assurer la tutelle des mineurs en état d'abandon, c'est-à-dire privés de l'assistance nécessaire de la part des membres de leur famille, et donc en état de pouvoir être adoptés.

g) Dans le système juridique italien il n'existe pas la possibilité de choisir son nom de famille.

La femme, au moment du mariage, ajoute à son propre nom de famille celui de son mari.

En cas de dissolution du mariage, "la femme perd le nom de famille qu'elle avait ajouté au sien à la suite du mariage", mais elle peut être autorisée, sur sa demande, à le conserver quand cela représente un intérêt pour elle ou pour ses enfants.

Les enfants légitimes ne prennent que le nom paternel conformément à une pratique consolidée sous la réglementation précédente, même si, dans le nouveau droit de la famille, il n'existe aucune disposition qui attribue aux enfants nés du mariage le nom du père.



La Cour Constitutionnelle, par son ordonnance n° 586 du 11-5-88, a considéré que le fait de ne pas avoir prévu que la mère ait la faculté de transmettre son nom de famille à ses enfants légitimes n'entre pas en contraste avec le principe constitutionnel de l'égalité entre les conjoints, en se fondant sur une règle enracinée dans l'usage social, édictée dans un esprit de tutelle de l'unité de la famille.

Pour ce qui a trait à l'attribution du nom à l'enfant naturel, l'art. 262 du code civil limite la transmission du nom maternel là où il prévoit que, en cas de reconnaissance conjointe, on privilégie le nom du père et que, dans le cas où le père reconnaît l'enfant après la mère, il puisse lui attribuer son propre nom en l'ajoutant ou en le substituant à celui qu'elle lui a déjà transmis.

- h) La majeure innovation introduite dans le régime patrimonial de la famille est la communauté légale des biens entre conjoints, dont la caractéristique originale est l'existence d'une masse patrimoniale dans laquelle sont compris, conformément à la loi, les biens acquis durant le mariage indépendamment du fait que l'achat ait

été effectué par un seul des conjoints ou par tous les deux.

Sont exclus de la communauté légale et constituent le patrimoine personnel du conjoint:

a) les biens d'usage strictement personnel de chacun des conjoints;

b) les biens qui servent à l'exercice de la profession (sauf ceux destinés à l'exploitation faisant partie de la communauté);

c) les biens obtenus à titre d'indemnisation du dommage subi et la pension relative à la perte totale ou partielle des capacités de travail;

de même que:

d) les biens dont, avant le mariage, le conjoint était propriétaire ou vis-à-vis desquels il avait un droit réel de jouissance;

e) les biens acquis postérieurement au mariage par effet d'une donation personnelle ou d'une succession;

f) les biens acquis avec le produit du transfert des biens personnels ou de leur échange.

La communauté légale constitue une innovation considérable dans la mesure où elle sanctionne l'égalité des conjoints même sur le plan économique, en attribuant ainsi de l'importance et une nouvelle valeur au travail domestique qui de ce fait est reconnu comme une source de revenu pour le patrimoine familial.

Ce régime patrimonial peut être modifié par des conventions entre les conjoints.

Les deux conjoints ont les mêmes droits pour ce qui est de l'administration des biens et de la représentation en jugement.

La réforme du droit de la famille prévoit en outre quatre hypothèses distinctes d'activités d'entrepreneur susceptibles d'avoir une incidence sur la communauté légale: l'exploitation appartenant à l'un des conjoints antérieurement au mariage et gérée par tous les deux après celui-ci; l'exploitation constituée avant ou après le mariage par l'un des conjoints et uniquement par lui; et enfin l'entreprise familiale.

Cette dernière hypothèse est d'un intérêt tout particulier aux fins de la reconnaissance du travail féminin dans le cadre de la famille.

En effet, le travail de la femme "est considéré équivalant à celui de l'homme". La femme, en outre, contribue à la gestion de l'entreprise, en participant à toutes les décisions qui lui sont inhérentes.

2) La nouvelle réglementation du droit de la famille stipule que les mineurs ne peuvent pas contracter mariage; on a aboli la distinction de sexe préexistante, selon laquelle l'âge minimum des futurs époux était de 16 ans pour l'homme et de quatorze ans pour la femme.

Uniquement pour de graves motifs, après vérification de la maturité psycho-physique du mineur qui en fait la demande, et du bien-fondé des raisons alléguées, et après avoir entendu le parent ou le tuteur, le juge peut admettre que le mariage soit contracté dès l'âge de 16 ans révolus.

L'acte de mariage est inscrit dans le registre spécial de l'Officier de l'État-Civil.